

FACULTE DE MÉDECINE DE PARIS

339

Année 1906

N°

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le mercredi 4 juillet 1906, à 1 heure

PAR

René DESWARTE

De la Faculté de Médecine de Paris
Ancien Externe des Hôpitaux.

LES CRÈCHES

LEUR PASSÉ, LEUR PRÉSENT, LEUR AVENIR

ÉTUDE D'HYGIÈNE SOCIALE

Président : M. PINARD, professeur.

*Juges : { MM. SEGOND, professeur.
LEPAGE et DUVAL (PIERRE), agrégés.*

Le candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.

PARIS

IMPRIMERIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1906

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Boyen	M. DEBOVE.
Professeurs	MM.
Anatomie.	P. POIRIER
Physiologie.	CH. RICHET
Physique médicale.	GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.	BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.	BOUCHARD.
Pathologie médicale.	HUTINEL.
	BRISSAUD.
Pathologie chirurgicale.	LANNELONGUE
Anatomie pathologique.	CORNIL.
Histologie.	MATHIAS DUVAL
Opérations et appareils.	SEGOND
Pharmacologie et matière médicale.	POUCHET.
Thérapeutique.	GILBERT
Hygiène.	CHANTEMESSE
Médecine légale.	BROUARDEL.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.	DEJERINE.
Pathologie expérimentale et comparée.	ROGER.
	HAYEM.
Clinique médicale.	DIEULAFOY.
	DEBOVE.
	LANDOUZY.
	GRANCHER.
Maladies des enfants.	
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.	JOFFROY.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	GAUCHER.
Clinique des maladies du système nerveux.	RAYMOND.
	LE DENTU.
Clinique chirurgicale.	TERRIER.
	BERGER.
	RECLUS.
Clinique ophtalmologique.	DE LAPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.	GUYON.
Clinique d'accouchements.	RUDIN.
	PINARD.
Clinique gynécologique.	POZZI.
Clinique chirurgicale infantile.	KIRMISSON.
Clinique thérapeutique.	A. ROBIN.

Agrégés en exercice.

MM.			
AUVRAY	DUPRE	LEGUEU	RICHAUD
BALTHAZARD	DUVAL	LEPAGE	RIEFFEL (chef
BRANCA	FAURE	MACAIGNE	des trav. anat.)
BEZANÇON	GOSSET	MAILLARD	TEISSIER
BRINDEAU	GOUGET	MARION	THIROLOIX
BROCA (ANDRÉ)	GUIART	MAUCLAIRE	VAQUEZ
CARNOT	JEANSELME	MERY	WALLICH
CLAUDE	LABBE	MORESTIN	
CUNEO	LANGLOIS	POTOCKI	
DEMELIN	LAUNOIS	PROUST	
DESGREZ	LEGREY	RENON	

Le Secrétaire de la Faculté : M. DESTOUCHES.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

*(Faible témoignage de reconnaissance
et d'amour filial).*

A MES FRÈRES ET SŒURS

A MES AMIS

A MES MAITRES

DE LA FACULTÉ LIBRE DE LILLE

A MONSIEUR LE PROFESSEUR LÉMIÈRE

PROFESSEUR D'HYGIÈNE ET DE BACTÉRIOLOGIE

A LA FACULTÉ LIBRE DE LILLE

MEMBRE DU COMITÉ DIRECTEUR DU BUREAU D'HYGIÈNE

DE LA VILLE DE LILLE

M. le Professeur Lèmière, après avoir inspiré le sujet de ce travail, s'est intéressé d'une façon constante à son développement. Nous sommes heureux de pouvoir lui en témoigner ici notre vive reconnaissance.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR PINARD

PROFESSEUR DE CLINIQUE OBSTÉTRICALE A LA FACULTÉ DE

MÉDECINE DE PARIS

ACCOUCHEUR DE LA CLINIQUE BAUDELLOCQUE

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Nous apprécions hautement l'honneur que nous fait M. le Professeur Pinard en acceptant la présidence de cette thèse. Qu'il daigne agréer l'expression de notre profonde gratitude,

CHAPITRE PREMIER

Mortalité infantile.

La mortalité infantile, et par là nous entendons particulièrement la mortalité des enfants de 0 à 1 an, est un fléau social qui sévit dans tous les pays. Le tableau, suivant, emprunté à la thèse de Lévesque (1), le fait voir clairement.

Sur 100 enfants qui naissent, il en meurt dans la première année :

A Moscou	37
A Saint-Petersbourg	32
Au Caire	28
A Vienne	26
A Madrid	23
A Berlin et à Rio-de-Janeiro	20
A Bruxelles	19
A San-Francisco	18
A Naples	17
A Londres et à Milan	16
A Amsterdam, à Berne et à Genève	15
A Stockholm et à Rome	14

1. LÉVESQUE. *Thèse, Lille, 1905.*

A Washington	12
A Paris	11 à 12
A New-York	9
A Buenos-Ayres	8

L'Europe, examinée plus spécialement à ce point de vue, trahit une mortalité infantile moyenne élevée puisqu'elle est de 188 0/00.

Dans le Jemtland et la Norwège, elle atteint à peine 100 0/00. En Angleterre, elle est de 130 à 140 0/00 ; elle est plus forte en Belgique, 163 0/00. Elle arrivait en Prusse en 1901, d'après Heubner, au chiffre effrayant de 270 0/00.

De nombreuses statistiques constatent le taux élevé de la mortalité infantile en France.

Pour Bertillon, sur 1000 naissances, il y a eu, en moyenne, par an : de 1889 à 1893, 169 décès de 0 à 1 an ; et 161 de 1894 à 1898. Il meurt chez nous, chaque année, environ 450.000 nourrissons.

Balestre et Giletta de Saint-Joseph, de Nice, ont fait une étude détaillée sur « la Mortalité de la première enfance dans les populations urbaines de la France ». Cette étude porte sur six années, de 1892 à 1897. Ils arrivent à une moyenne de 167,10 décès de 0 à 1 an, sur 1000 décès de tout âge, pour un ensemble de 681 villes, ayant une population totale de 13.190.721 habitants,

Le taux de la mortalité infantile est donc à peu près le même, de 160 à 170 0/00, qu'on le compare aux naissances, ou qu'on le compare à la mortalité totale.

160 à 170 0/00, ce n'est là qu'une moyenne ; elle se trouve fort en défaut dans certains départements. Parmi ceux qui s'en écartent malheureusement le plus, il faut citer :

Le Nord.	284
La Seine-Inférieure	256
Le Territoire de Belfort.	244
Le Pas-de-Calais	235
La Marne	233
L'Aube	223
Les Vosges	220

Bien autrement favorisés à ce point de vue, sont :

L'Ain.	91
Le Gers	80

La raison de cet écart considérable réside particulièrement dans le mode d'alimentation des nourrissons. Dans ces deux derniers départements, en effet, l'allaitement au sein est la règle ; il est, au contraire, l'exception dans les premiers.

Les résultats des différents régimes auxquels on soumet les enfants sont exprimés dans ce tableau, qui est significatif.

<i>Décès</i>	
Sein maternel.	10,8 0/0 (Dlusi)
—	14,24 0/0 (Luling)
—	15 0/0 (Petit)
Biberon donné par la mère	32 0/0 (Petit, Luling)
Sein en nourrice	31,29 0/0 (Luling)
—	50 0/0 (Petit)

Décès

Biberon en nourrice . . .	50,29 0/0 (Luling)
—	63 0/0 (Petit)

M. le professeur Pinard et ses élèves, à la suite d'un grand nombre d'observations, ont été amenés aux conclusions suivantes : Sur 100 enfants soumis à l'allaitement maternel, il en meurt 15, de 0 à 1 an ; dans cette même première année, il en meurt 30 0/0 parmi ceux qui reçoivent le biberon de la mère ou d'une proche parente sous l'œil de la mère ; 45 0/0 parmi ceux qui ont le sein en nourrice, et enfin 63 0/0 parmi ceux qui sont élevés au biberon en nourrice.

Il convient même d'ajouter que « plus un enfant est éloigné de sa mère, plus il a de chances de mourir », la nourrice craignant les visites de la mère en raison inverse de la distance.

Tous ces résultats n'ont rien d'étonnant pour qui sait que les affections digestives font le plus de ravages chez les nourrissons.

D'après Balestre et Giletta de Saint-Joseph, sur 1.000 décès d'enfants de 0 à 1 an :

380.30	sont dus	à la diarrhée.
172.54	—	aux maladies respiratoires.
182.98	—	à la débilité congénitale.
58.17	—	aux maladies contagieuses.
34.27	—	aux maladies tuberculeuses.
4.67	—	à des causes inconnues.
167.05	—	à d'autres causes.

D'après Budin (Rapport au X^e Congrès international d'hygiène et de démographie, Paris, 1900), sur 1.000 décès d'enfants de 0 à 1 an :

La diarrhée	est à incriminer dans	305	cas
Les affections pulmonaires	—	145	—
Les autres maladies réunies	—	470	—
(f. éruptives, mal. contag...)			

Les causes de la mortalité infantile sont d'ailleurs multiples. Elles ont été étudiées bien des fois. Aussi n'y insisterons-nous pas. Disons seulement qu'elle est variable suivant l'âge, suivant les pays et suivant les saisons ; elle est plus faible dans les campagnes que dans les villes ; plus faible dans les populations agricoles que dans les centres industriels où la pauvreté pousse à la précocité de ce qu'on a appelé « l'absentéisme maternel ».

Une statistique de Balestre et de Giletta de Saint-Joseph montre que les villes d'usines sont en bien mauvaise posture, par rapport aux milieux agricoles. C'est ainsi que sur 1.000 décès généraux, il y a :

A Montreuil-sur-Mer.	114.03	enfants de 0 à 1 an
A Vieux-Condé.	129.08	—
A Paris	145	—
A Rouen.	251	—
A Lille.	254	—
A Dunkerque	342	—
A Marcq-en-Barœul.	414	—
A Halluin	507	—
A Saint-Pol-sur-Mer.	509	—

Même différence entre les régions agricoles et les centres ouvriers de Belgique, où la mortalité infantile moyenne est d'environ 160 0/0.

A Gand, cité industrielle, elle atteint 216,5 0/00. A Arlon, elle n'est plus que de 126,3 0/00.

Wilson Rhodes relève pour l'Angleterre, en 1904, 79 à 100 0/00 décès de 0 à 1 an, dans les comités agricoles du Rutland, de Dorset, de Wilh et d'Oxford; de 175 à 180 0/00 dans les pays industriels : comtés de Warwick, de Nottingham, Stafford, Sonconshire, etc.

La ville du Creusot (Saône-et-Loire), malgré ses nombreuses industries, fait exception à cette règle générale. Le professeur Pinard a lu, en 1905, à l'Académie de médecine, une note sur le travail de Variot qui signalait la faible mortalité infantile dans cette cité, et en indiquait l'étiologie.

La mortalité infantile moyenne pour le Creusot, de 1893 à 1902, est de 11,04 0/0 et non de 16 à 17 0/0, chiffre de la mortalité infantile moyenne pour toute la France, ni de 20,8 0/0, chiffre de la mortalité infantile moyenne pour les centres industriels.

On y travaille à l'amélioration incessante du milieu où vivent les ouvriers, par l'hygiène des logements et la salubrité de la ville; il y a assurance d'une assistance médicale et pharmaceutique aussi large et intelligente que gratuite; les salaires des ouvriers sont élevés, ce qui permet à leurs femmes de se consacrer librement à leur mission maternelle. Nul doute que cette dernière condition ne soit la plus importante par rapport à l'abaissement de la mortalité infantile, dans la cité

industrielle. En effet, « au Creusot, presque toutes les mères, plus de 80 0 0, allaitent leurs enfants. Tout est là. » (Pinard).

Il faut ajouter cependant que « les futures mères cessent leur travail et reçoivent l'assistance vers le cinquième mois environ de leur grossesse » ; d'où absence d'enfants prématurés. De plus, elles ne peuvent retourner à l'ouvrage sitôt après l'accouchement,

C'est, avons-nous vu, dans les populations où la mère doit travailler hors de chez elle, et, par le fait, se séparer de son enfant qui est privé du sein, que les nourrissons meurent en plus grand nombre. Aussi Devé (1) a-t-il pu dire : « la classe ouvrière a fourni 800 0 00 de ces décès, tandis que la classe bourgeoise n'en a fourni que 200 0 00. » Strauss abonde dans le même sens : « les enfants des quartiers pauvres et par voie de conséquence les nourrissons des familles ouvrières sont les plus frappés : » (Dépopulation et Puériculture)

Ce qui est surtout en cause, c'est l'allaitement artificiel, très fréquent dans les milieux industriels, et non la pauvreté seule : témoin, ce qui se passe dans le Gers où, malgré les faibles ressources du territoire comparées aux richesses de la région du Nord, la mortalité infantile n'excède pas 80 0/00.

Cependant, il est peu de mères incapables de nourrir, même parmi celles qui se livrent à un travail régulier et fatigant. M^{me} Dluski fait porter l'étude de sa thèse

1. DEVÉ. *Th. Paris*, 1903.

inaugurale sur 445 femmes de la classe ouvrière. Voici ses conclusions :

82,2 0/0 étaient de bonnes nourrices.

1,1 0/0 à qui l'allaitement a été définitivement défendu.

1,6 0,0 ne peuvent pas bien allaiter par manque ou mauvaise qualité de leur lait, ou par suite d'une malformation incurable du mamelon.

15 0/0 femmes qu'il est impossible de juger au bout de 10 jours, mais qui seront probablement toutes de bonnes nourrices.

Ce chiffre de 3 0/0 environ paraît trop faible à Roger Mesnil (1). L'élève de M. le professeur Budin trouve que le lait manque totalement chez 4,2 0 0 des mères, et qu'il est insuffisant chez 9,4 0'0.

A la consultation de nourrissons de la Charité, May-grier conclut à 8,25 incapacités pour 100.

Dans la clientèle de ville, d'après Marfan, 10 0 0 des mères ne peuvent allaiter.

L'allaitement maternel est donc presque toujours possible, physiologiquement parlant. D'autre part, il est le seul qui donne de bons résultats et permette de sauver des milliers de petites existences. Pourquoi n'est-il pas la règle ? Qu'est-ce qui s'oppose à ce qu'il soit en honneur ?

C'est que la femme doit travailler. Tout est là. « La femme n'a plus été comptée pour l'amour, le bonheur de l'homme, encore moins comme maternité et comme

1. ROGER MESNIL, *Th. Paris*, 1903

puissance de race; mais comme ouvrière. » Michelet.

Naturellement, nous ne voulons pas parler des femmes des petits commerçants, ni de toutes celles — et elles forment la minorité — qui gagnent leur vie sans quitter leur demeure. Trop souvent, hélas ! elles délaissent leurs « fonctions nourricières », sous prétexte de fatigue, de faiblesse ou de manque de lait ; et notre maître, M. le professeur Eustache, écrit que « les moralistes se sont élevés depuis longtemps contre cet oubli, cette violation de la loi naturelle. » Il s'agit des ouvrières de l'industrie, c'est-à-dire de celles qui ne travaillent pas à leur domicile. Leur nombre est grand. Roger (1) parle de 383.000 jeunes filles de 13 à 18 ans et de 1.756.700 jeunes filles et femmes de 18 à 44 ans.

La paye du mari n'est pas tellement forte qu'elle dispense la femme de tout travail, d'autant plus que les familles ouvrières sont souvent nombreuses. La mère condamnée au repos, c'est la misère au logis. Binet (2) écrit ceci : « A notre époque de concurrence économique, les salaires ouvriers sont tellement réduits que c'est à peine si chacun gagne ce qui doit assurer sa propre subsistance ; aussi dans la classe ouvrière, la femme est-elle forcée d'apporter son écot au ménage et d'aller elle-même travailler. » La diminution des heures de travail abaisse encore les salaires à peine suffisants. La vie coûte cher. L'ouvrière, même si son mari gagne suffisamment, quitte difficilement l'atelier

1. ROGER. *Thèse, Paris*, 1903.

2. BINET. *Thèse, Paris*, 1904.

où elle travaillait, jeune fille. Telle est la force de l'habitude prise dès ses 13 ans, qu'elle a peine à s'en défaire ; d'ailleurs, le prix de son labeur n'augmentera-t-il pas le bien-être du ménage ?

Il faudrait donc concilier les nécessités de l'allaitement maternel avec les lois économiques, permettre à la femme de gagner sa vie, même hors de chez elle, tout en nourrissant son enfant. Si l'ouvrière a besoin de travailler pour vivre, elle n'a pas le droit d'abandonner son bébé et de l'exposer à la mort. « Tout ce qui éloigne l'enfant de sa mère, le met en état de souffrance et en danger de mort », disait Th. Roussel. « L'épouse ne doit pas d'abord être ouvrière, commerçante, compagne ou femme du monde, elle doit, avant tout, être mère. » (Bertillon).

Il est certain que les causes de la mortalité infantile sont multiples, mais tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que les causes primordiales sont surtout d'origine sociale. La cause qui tient le premier rang, à notre avis, nous venons de le dire, c'est la nécessité où est la mère de s'éloigner de son enfant pour travailler, et par suite de le priver de son lait et de ses soins. Cependant, dans certains milieux où l'ouvrière ne fréquente pas les ateliers et les usines, la mortalité infantile sévit encore, et on l'a alors assez justement attribuée à l'ignorance de la mère et par suite aux fautes qu'elle commet contre l'hygiène la plus élémentaire, en particulier, en ce qui concerne le régime de l'enfant.

Ce sont là les deux grandes causes sociales de mortalité infantile, et c'est contre elles qu'il faut trouver

des remèdes sociaux. Il nous paraît inutile de discuter longuement sur le point de savoir quelle est celle de ces deux causes qui joue le rôle de facteur le plus important ; cela dépend, d'ailleurs, des milieux considérés.

Pour remédier à l'ignorance maternelle, on a créé de véritables écoles des mères, sous le nom de Consultations de nourrissons et de Gouttes de lait. C'est là un remède qui peut s'appliquer partout, qui donne de bons résultats, mais qui est notoirement insuffisant dans les grandes villes industrielles.

La mère de famille ouvrière aura beau être instruite de tous ses devoirs, il lui sera toujours impossible de mettre ces bons conseils en pratique et même d'aller les recevoir là où elle doit se séparer de son enfant et rester enfermée pendant toute une journée dans une usine ou un atelier.

Elle est obligée alors de confier son enfant à une fillette ou à une parente âgée, le plus souvent même à une gardeuse de profession. Or chacun sait, pour l'avoir trop souvent constaté, que ces garderies d'enfants produisent des résultats déplorables.

Les crèches ont pour but de remédier à ces inconvénients, en recueillant l'enfant aux lieu et place des garderies, en le plaçant dans un milieu hygiénique et en le soignant suivant toutes les règles de l'hygiène infantile. N'eussent-elles fait que cela que déjà on aurait pu les considérer comme un progrès notable, et leur passé est là pour démontrer tout le bien qu'elles ont fait et le nombre des nourrissons qu'elles ont sauvés.

Mais elles entendent aujourd'hui suivre le progrès et faire mieux encore que par le passé. Pour cela, non seulement elles ont profité de toutes les découvertes pour rendre leurs installations aussi salubres que possible et pour préserver les enfants de tous les dangers qui les environnent, mais encore elles font tous leurs efforts pour conserver à ces enfants le bénéfice de l'allaitement maternel.

Avec leur ancienne organisation malgré la bonne volonté et les efforts louables de leur fondateur, elles n'arrivaient que trop rarement à ce dernier résultat. Mais aujourd'hui grâce à la conception nouvelle que l'on a de ces organisations, elles arrivent à assurer à un grand nombre de nourrissons tout le bénéfice de l'allaitement maternel, sans, cependant, enlever la mère de famille à son travail journalier.

C'est l'histoire de ces crèches et de leur développement successif que nous allons passer en revue, espérant montrer que leur dernière incarnation, sous forme de crèche industrielle ou de nourricerie industrielle, est le dernier mot du progrès hygiénique et social, tant que l'on n'aura pas réussi à supprimer le travail à l'usine de la mère de famille.

CHAPITRE II

Historique

Nous venons de voir que, dans les grandes villes, la mère, éloignée de son enfant par le travail à l'usine, ne pouvait le confier le plus souvent qu'à des personnes incompétentes.

Elle pourrait encore l'envoyer en nourrice. C'est relâcher les liens de famille, c'est surtout exposer l'enfant à la mort, qui est fort à redouter, car, comme nous l'avons vu, ce sont surtout les enfants élevés loin de leur mère, qui succombent. « Envoyer un enfant en nourrice à la campagne, disait Ducournau, (1) c'est l'envoyer à la mort. » Les nourrices sont, en effet, loin d'être consciencieuses. Le professeur Pinard écrit quelque part que « le plus souvent, la nourrice réserve son lait à son propre enfant, et soumet le nourrisson à l'allaitement artificiel... Plus un bébé est éloigné de sa maman, plus il a de chances de mourir. »

1. DUCOURNAU. *Th.*, Paris, 1899-1900.

De plus, la nourrice coûte cher ; pour la payer, il faut bien souvent que l'ouvrière donne presque tout son salaire. Dans ces conditions, il serait préférable que la mère restât chez elle à élever son enfant, puisque c'est presque sans bénéfice quelle l'expose à la mort.

Le nourrisson sera-t-il placé chez la gardeuse ? Dans les grandes villes, c'est la solution à laquelle on s'arrête le plus souvent, et, malheureusement, c'est aussi une de celles qui mettent le plus en danger la vie de l'enfant.

En 1853, beaucoup de ces gardeuses étaient inscrites sur les rôles du Bureau de bienfaisance. Leurs logements étaient exigus, peu éclairés et malpropres, les enfants mal soignés, mal entretenus et mal nourris. « La nourriture, grossière et donnée sans régularité, se trouvait la plupart du temps fort peu appropriée à l'âge de l'enfant. Quant à la propreté du corps, si essentielle à la santé, ces jeunes êtres n'obtenaient que des soins bien rares et toujours douteux » (Gloppe). Il faut dire cependant qu'il existait des médecins inspecteurs de ces garderies ; mais ils étaient en nombre insuffisant. De plus, comment empêcher les ouvrières de confier leurs enfants aux voisines, qui n'avaient pas à faire de déclaration et étaient exemptes de contrôle ? C'est d'ailleurs ce qui se passe toujours dans les grandes villes de province, aujourd'hui encore. Des femmes sans aucune connaissance technique, sans surveillance médicale, gardent ainsi deux ou trois enfants dans leur domicile. C'est presque la règle à Lille, en particulier.

Malgré tous ces inconvénients, garderies et maisons de sevrage, écrit le Dr Siry, (1) répondaient à un besoin si général qu'en 1853, leur nombre, dans le département de la Seine, fut évalué à plus de 600, et qu'en 1869, malgré la concurrence des crèches, un document officiel en comptait 350 à 400 pour la seule ville de Paris. Ces maisons recevaient 1.500 à 2.000 enfants par an, et chaque enfant payait une rétribution de 12 à 20 francs par mois.

C'est pour remédier à ces inconvénients, c'est pour assurer aux petits enfants des ouvrières des soins réguliers et convenables, une bonne hygiène et une alimentation rationnelle, et ainsi épargner des milliers d'existences, que furent créées les crèches. L'origine de cette œuvre d'assistance sociale est toute française.

Déjà, ce fâcheux état de choses avait frappé bien des personnes charitables; et l'idée d'établir des salles d'asiles de berceaux avait été exprimée à diverses époques. Ces conceptions ne furent, d'ailleurs, jamais réalisées. Seule, la marquise de Pastoret s'y risqua. Elle avait créé, en 1801, rapporte son historien de Falloux, (2) dans le faubourg Saint-Honoré, un asile pour les enfants indigents depuis la naissance jusqu'à six ans; mais cette œuvre n'eût qu'une durée éphémère.

La première institution répondant exactement à la crèche, fut fondée par Jean-Baptiste Firmin Marbeau, le 14 novembre 1844.

1. *Dictionnaire des Sciences Médicales*, Art. Crèches.

2. Biographie de M^{me} de PASTORET.

Marbeau, docteur en droit, avoué à Paris, s'était toujours intéressé aux œuvres sociales. Nommé Adjoint au maire du 1^{er} Arrondissement, en 1841, il avait été chargé d'un rapport sur les asiles de son arrondissement. Il fut frappé des soins de la société pour les enfants. Ceux-ci étaient, dès l'âge de deux ans, reçus à l'asile. Quand ils en sortaient à six ans, c'était pour aller à l'école jusqu'à douze ans. Au-dessus, il y avait les cours d'adultes. « Que de soins, que de prévoyance dans ces institutions », écrit-il.

Restait à savoir ce qu'on faisait pour les tout jeunes enfants, ceux de 0 à 2 ans. Que devenaient-ils pendant les heures de travail de leur mère ? Marbeau se livra, sur ce sujet, à une enquête très sérieuse, s'adressant de préférence aux familles les plus pauvres. Il découvrit ainsi l'abandon et les mauvais soins des tout petits.

Il exposa l'état de choses au bureau de bienfaisance et prouva 1^o qu'il était indispensable de venir au secours de ces pauvres mères, au secours de ces pauvres enfants ; 2^o qu'une crèche était possible ; 3^o qu'il en coûterait au plus 50 centimes par enfant ; 4^o que les frais de premier établissement et d'entretien seraient minimes... Il eut recours au dévouement des particuliers et à la charité privée, le bureau de bienfaisance, auquel il s'était adressé tout d'abord, n'ayant pas cru pouvoir répondre officiellement à son appel. « Heureuse abstention, conclut Gloppe, sans laquelle l'initiative privée eût été absorbée par l'action administrative. » Au lieu des luttes nombreuses, des efforts persévérants, au lieu des dévouements et des sacrifices

individuels qui amènent le succès, « chaque mairie aurait compté quelques employés de plus. » (Gloppe).

« J'écrivis, rapporte Marbeau, à M. le Préfet de la Seine et à M. le Ministre de l'Intérieur, pour leur signaler la lacune que je venais de découvrir, les informer de ce que nous faisons pour essayer de la combler, et leur demander secours ; à M. le Ministre de l'Instruction publique, pour l'en informer également ; à M. le Préfet de police pour lui demander une autorisation qu'il s'empressa de nous accorder, après s'être assuré de la salubrité du local. Le local fut mis à notre disposition le 8 octobre ; le 14 novembre, la crèche était ouverte et bénie. »

Telles furent les origines des crèches.

Dès 1845, différents corps de bienfaisance reconnaissent leurs services. Le Conseil général des hospices de Paris invite le Préfet de la Seine à prendre les mesures nécessaires pour multiplier les crèches ; le Conseil général du département et les bureaux de bienfaisance expriment le même vœu.

Au début de 1846, l'œuvre est approuvée dans une bulle du Saint-Siège. La même année, l'Académie Française récompense la petite brochure de Marbeau sur les crèches, « simple récit, disait M. Villemain, d'une bonne action qui s'étend et se perfectionne à mesure qu'on la raconte. » A la même date, se place la fondation de la Société des Crèches, qui n'est inaugurée qu'en 1847, par un orateur illustre, M. Dupin. Elle était destinée, dans l'esprit de Marbeau, à multiplier et à améliorer ces établissements, et aussi à répondre aux objec-

tions sans nombre qui étaient formulées. Ce triple but devait être plus facilement atteint par la publication, aussitôt décidée, d'un recueil périodique, le *Bulletin des crèches*.

C'est encore en 1846, que l'administration est sollicitée de reconnaître les crèches comme établissements d'utilité publique. Elle n'ose se prononcer dans ce sens, devant les critiques sévères qui s'élèvent de tous côtés, et manifeste le désir qu'une expérience plus longue et plus décisive en soit faite. Toutefois, elle ne ménage pas ses encouragements à l'œuvre naissante, et lui accorde des circulaires ministérielles et des subventions. Dès l'origine, en effet, le Ministère de l'Intérieur donne, chaque année, pour les crèches de la Seine, 3.000 francs ; le Département 600 francs ; la Ville, 1000 francs.

En 1850, M. Thiers vante les crèches à l'Assemblée législative et en proclame « la nécessité, le devoir, l'urgence ».

Le Conseil d'État, saisi d'un projet de décret en faveur des crèches, fait faire une enquête qui aboutit à l'avis unanimement favorable, donné le 13 avril 1853, du Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Seine.

Même approbation, donnée après enquête et discussion, par le Congrès International de charité, tenu à Paris en 1855.

« Tout cela, écrit Marbeau, ne pouvait, aux yeux du public français, équivaloir à un simple décret en dix lignes. »

Ce décret, si longtemps attendu et qui devait donner aux crèches une consécration officielle, est enfin rendu le 26 février 1862.

DÉCRET IMPÉRIAL DU 26 FÉVRIER 1862.

Article premier. — L'institution des crèches, dont le but est de garder et de soigner les enfants en bas âge, dont les mères travaillent hors de leur domicile, est placée sous la protection de l'Impératrice.

Art. 2. — Nulle crèche ne pourra être ouverte avant que le Préfet du département n'ait déclaré que les locaux, qui y sont affectés, satisfont aux conditions d'hygiène, et que les personnes qui y seront préposées, présentent des garanties suffisantes.

Ces conditions et ces garanties seront déterminées par un règlement spécial.

Art. 3. — Les crèches, dont l'organisation sera approuvée par l'Impératrice, participeront seules aux encouragements de l'État.

Ces secours seront annuellement répartis par Sa Majesté, sur la proposition de notre Ministre Secrétaire d'État au département de l'intérieur.

Art. 4. — L'impératrice nommera à la présidence et à la vice-présidence des conseils d'administration des crèches approuvées.

Art. 5. — Notre Ministre Secrétaire d'État au département de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

RÈGLEMENT SPÉCIAL DU 30 juin 1862 PRESCRIT PAR LE DÉCRET.

Titre I. — Dispositions générales.

1. — Les enfants reçoivent à la crèche, jusqu'à ce qu'ils puissent entrer à la salle d'asile, ou qu'ils aient accompli leur troisième

année, les soins hygiéniques et moraux qu'exige le premier âge.

Les enfants sevrés seront séparés, autant que possible, de ceux qui ne le sont pas.

Ils ne peuvent y être gardés pendant la nuit.

2. — La salle ou les salles doivent contenir au moins huit mètres cubes d'air par chaque enfant. Elles doivent être éclairées par des fenêtres qui se correspondent, à châssis mobiles en tout ou partie, ou offrir des renouvellements d'air artificiels.

Toute crèche doit être pourvue d'un promenoir à ciel ouvert, ou, au moins, d'une cour, d'un balcon ou d'une terrasse.

3. — Nulle crèche ne peut être ouverte avant que le Préfet du département ait fait constater qu'elle réunit les conditions de salubrité ci-dessus prescrites. L'arrêté préfectoral qui en autorisera l'ouverture, fixera le nombre d'enfants qui pourront y être réunis.

4. — Les crèches sont exclusivement tenues par des femmes. Nulle ne peut tenir une crèche si elle n'a 21 ans accomplis et si elle ne justifie pas d'un certificat d'aptitude signé par deux dames notables de la commune et visé par le curé ou le pasteur. Les lettres d'obédience, délivrées par les supérieures des communautés religieuses régulièrement reconnues, tiennent lieu de certificats d'aptitude.

Nulle ne peut être gardienne des enfants si elle ne justifie d'un certificat de moralité et d'aptitude, délivré par le maire sur l'attestation de deux dames notables.

5. — La crèche doit être visitée tous les jours par un médecin. On ne doit admettre que des enfants en état de santé et qui ont été vaccinés, ou dont les parents consentent à ce qu'ils le soient dans le plus bref délai.

Titre II. — Des crèches approuvées.

Les articles 6 à 10 inclus sont d'ordre purement administratif; les suivants, au contraire, ont une importance pour l'hygiéniste.

11. — Toute crèche approuvée doit tenir :

1^o Un registre matricule sur lequel sont inscrits les noms, prénoms et âge de chaque enfant ; les noms, adresse et professions de ses parents ; la date de l'admission et l'état physique de l'enfant à son entrée.

2^o Un registre sur lequel est constaté nominativement le nombre des enfants présents chaque jour.

3^o Des registres où sont portées les prescriptions et les observations des médecins.

4^o Des registres où sont consignées les observations des inspecteurs et des visiteurs.

12. — Ces crèches doivent avoir une berceuse pour six nourrissons, et une gardienne pour douze enfants de 18 mois à 2 ans. Il est interdit aux gardiennes et aux berceuses d'accepter des parents aucune espèce de cadeaux.

13. — Les mères qui s'engagent à venir allaiter leurs nourrissons, sont seules admises à profiter de l'institution des crèches. L'usage pourra en être refusé aux mères dont la conduite habituelle donnerait lieu à de graves reproches.

Elles doivent payer, pour chaque journée de présence de leur enfant, une rétribution fixée par le Conseil d'administration, eu égard au salaire moyen des ouvrières dans la commune.

14. — Chaque crèche approuvée a un règlement général et des règlements de service intérieur. Le premier renferme les conditions fondamentales de l'œuvre ; les seconds, les disposi-

tions secondaires ou de détail. Ces derniers règlements seront affichés dans un endroit apparent de la salle.

Les crèches sont surveillées par les membres du Conseil d'administration et par les dames du Comité.

Elles peuvent être visitées par le public.

.

Titre III. — Des crèches privées.

18. — Les crèches privées, fonctionnant en ce moment, ou qui pourront être créées à l'avenir, seront administrées conformément à leurs règlements particuliers. Mais elles devront se conformer aux prescriptions du Titre 1^{er} du présent arrêté.

Elles seront tenues d'adresser une copie de leurs règlements au maire de la commune. L'autorité administrative pourra faire inspecter ces établissements, afin de s'assurer s'ils ont satisfait aux conditions qui leur sont imposées.

Les crèches privées ne sont soumises qu'aux prescriptions du titre 1^{er} ; il nous semble, dès lors, que les articles 11, 12, 13 et 14, auxquels il est souhaitable que toute crèche se soumette, eussent dû trouver place dans ce titre 1^{er}.

Pour la première fois, il est fait mention de deux sortes de crèches : les crèches approuvées et les crèches privées.

Malgré la sanction officielle donnée à l'œuvre des crèches, celle-ci subit un rude assaut à la tribune de l'Académie de médecine en 1869. L'Académie « se montra plus réservée dans son approbation que ne l'a été le rapporteur », et vote le maintien et l'encourage-

ment des crèches, tout en reconnaissant qu'elles réclament des améliorations et une surveillance indispensable. Voici, du reste, ses conclusions : (1)

1° Les crèches ne recevront que les enfants âgés de plus de deux mois et exempts de maladies transmissibles.

2° Tout enfant reconnu malade, cessera d'y être admis durant sa maladie.

3° Destinée surtout à favoriser l'allaitement maternel, la crèche n'admettra pas d'enfants sevrés avant l'âge de neuf mois, si ce n'est sur un avis motivé du médecin inspecteur.

4° Le médecin inspectera la crèche une fois chaque jour ; il fixera seul les conditions de l'alimentation supplémentaire et l'époque du sevrage.

5° Les locaux destinés aux crèches seront scrupuleusement examinés au point de vue de la salubrité, de l'aération, du chauffage. Il est désirable que chaque crèche ne réunisse qu'un nombre peu considérable d'enfants, ou que ceux-ci soient divisés, par groupes peu nombreux, dans des salles séparées.

6° La crèche, particulièrement utile pour les populations ouvrières, devra être aussi rapprochée que possible des grands centres de travail.

Le décret impérial du 26 février 1862 subsiste jusqu'en 1897. Il est modifié et complété par un décret du Président de la République et un arrêté ministériel, qui paraissent successivement les 2 mai et 20 décembre 1897, à la suite d'un rapport du Conseil supérieur

de l'Assistance publique et du Comité consultatif d'hygiène. Nous donnons ci-après le décret et l'arrêté.

DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU 2 MAI 1897

Art. premier. — La crèche a pour objet de garder et de soigner les enfants en bas âge pendant les heures de travail de leur mère. Les enfants y reçoivent, jusqu'à ce qu'ils puissent entrer à l'école maternelle ou jusqu'à ce qu'ils aient accompli leur troisième année, les soins hygiéniques et moraux qu'exige leur âge.

Art. 2. — Nulle crèche n'est ouverte sans l'autorisation du Préfet; cette autorisation n'est refusée que lorsque les locaux destinés à la crèche ne satisfont pas aux conditions indispensables d'hygiène, ou lorsque les personnes de l'établissement ne présentent pas des garanties suffisantes.

Art. 3. — L'arrêté préfectoral qui autorise l'ouverture d'une crèche, fixe le nombre des enfants qui pourront y être réunis.

Art. 4. — Les personnes ou les sociétés qui possèdent une crèche, désignent au Préfet un représentant, auquel sont adressées les modifications prévues par le présent décret et par le règlement édicté en exécution de l'article ci-dessous.

Art. 5. — Le Ministre de l'Intérieur et le Préfet ont le droit de faire inspecter les crèches par leurs délégués; ils se font rendre compte périodiquement du fonctionnement des crèches et s'assurent qu'elles se conforment aux conditions qui leur sont imposées.

Art. 6. — Si le préfet juge que, par une installation défectueuse ou par défaut de soins, une crèche met en danger la vie ou la santé des enfants, il ordonne la fermeture provisoire de

cette crèche. Le représentant de l'établissement est mis en demeure de remédier aux défauts signalés. Après trois mises en demeure restées sans effet, et sur avis conforme du Conseil départemental d'hygiène, l'autorisation accordée à la crèche est retirée.

Art. 7. — En cas d'épidémie survenue dans une crèche, cette crèche est fermée, soit par les personnes ou les sociétés qui la possèdent, soit d'office par le Préfet; elle n'est réouverte qu'après que le Préfet a fait constater qu'elle a été désinfectée.

Art. 8. — Le Ministre de l'Intérieur détermine par un règlement :

1° Les conditions d'hygiène que doit remplir tout local affecté à une crèche, ainsi que celles qui doivent être observées dans la tenue de l'établissement.

2° Les garanties exigées des directrices de crèches et des personnes qui, dans les crèches, donnent les soins aux enfants.

3° Les registres que les directrices des crèches doivent tenir.

Art. 9. — Le décret du 26 février 1862 est abrogé.

Art. 10. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 20 DÉCEMBRE 1897

Article premier. — Les dortoirs et les salles où se tiennent les enfants reçus dans les crèches ont, au moins, une hauteur de 3 mètres sous plafond, et présentent au moins une superficie de 3 mètres et un cube d'air de 9 mètres par enfant. Le Préfet peut toutefois dans des cas exceptionnels dont il est juge, autoriser des dimensions moindres, sans que le cube d'air puisse jamais être inférieur à 8 mètres par enfant.

Art. 2. — Les salles doivent être largement éclairées et aérées. Elles doivent pouvoir être convenablement chauffées et dans des conditions hygiéniques.

Art. 3. — Personne ne passe la nuit dans une salle occupée le jour par les enfants. Pendant la nuit, les salles sont aérées et tous les objets dont se compose la literie demeurent exposés à l'air.

Art. 4. — Le mobilier est simple, facile à laver et à désinfecter.

Art. 5. — Chaque enfant a son berceau ou son lit, son peigne, sa brosse, sa tétine s'il est allaité au biberon ; tous les objets dont ils se servent sont numérotés et ne servent qu'à lui. Son mouchoir, sa serviette, son costume ne servent également qu'à lui, tant qu'ils n'ont pas été lavés ; sa literie est désinfectée avant de servir à un autre enfant.

Art. 6. — L'usage des biberons à tube est interdit.

Art. 7. — Dans chaque crèche, un médecin a la direction du service hygiénique et médical.

Art. 8. — Aucun enfant n'est admis à la crèche sans être muni d'un certificat médical datant de moins de trois jours ; ce certificat constate que l'enfant n'est atteint d'aucune maladie transmissible, et, s'il est convalescent d'une de ces maladies, qu'il a franchi la période pendant laquelle il pouvait la transmettre. Si un enfant reste huit jours sans venir à la crèche, il n'y est réadmis que muni d'un nouveau certificat relatant les constatations ci-dessus.

Aucun enfant n'est admis s'il n'est vacciné ou si ses parents ne consentent à ce qu'il le soit dans le délai fixé par le médecin ou par l'un des médecins de la crèche.

Art. 9. — Aucun enfant paraissant atteint d'une maladie transmissible ne doit être gardé à la crèche. Tout enfant qui

paraît malade, doit être immédiatement séparé des autres et rendu le plus tôt possible à sa mère.

Art. 10. — Les crèches sont tenues exclusivement par des femmes.

Art. 11. — Nulle ne peut devenir directrice d'une crèche si elle n'a 21 ans accomplis et si elle n'est agréée par le Préfet du département. Nulle ne peut être gardienne si elle n'est pourvue d'un certificat de moralité délivré par le maire, ou, en cas d'émission ou de refus non justifié du maire, par le préfet.

Nulle ne peut devenir directrice ou gardienne d'une crèche si elle n'établit la production d'un certificat médical, qu'elle n'est atteinte d'aucune maladie transmissible aux enfants, qu'elle jouit d'une bonne santé et qu'elle a été, depuis moins d'un an, vaccinée ou revaccinée.

Art. 12. — La crèche doit avoir une gardienne pour six enfants âgés de moins de 18 mois, et une gardienne pour douze enfants de 18 mois à 3 ans.

Art. 13. — Les locaux et le mobilier de crèche sont nettoyés chaque jour où la crèche est ouverte. Les gardiennes tiennent les enfants et se tiennent elles-mêmes dans un état de propreté rigoureuse.

Art. 14. — La directrice de toute crèche doit tenir :

1^o Un registre matricule sur lequel sont inscrits les noms, prénoms et la date de la naissance de chaque enfant ; les noms, adresse et professions de ses parents, la date de l'admission, l'état de l'enfant au moment de l'admission, et, s'il y a lieu, au moment des réadmissions et de la vaccination.

2^o Un registre sur lequel est mentionné nominativement le nombre des enfants présents chaque jour.

3° Un registre sur lequel sont inscrites les observations et prescriptions du médecin ou des médecins.

4° Un registre où sont consignées les observations des inspecteurs et des visiteurs.

Art. 15. — Les enfants reçus dans la crèche sont pesés chaque semaine jusqu'à l'âge de un an, et chaque mois de un an à deux ans : le résultat de ces pesées est soigneusement relevé.

Art. 16. — Le règlement intérieur de la crèche est affiché dans un endroit apparent d'une des salles ; il est communiqué au maire de la commune.

Art. 17. — Le représentant de la crèche transmet, chaque année, au Préfet un compte moral de l'œuvre ainsi qu'un rapport médical dressé conformément au modèle adopté par le Ministre de l'Intérieur. Un compte financier est joint à toute demande de subvention.

Art. 18. — L'arrêté ministériel du 30 juin 1862 concernant les crèches, est rapporté.

Art. 19. — Le Conseiller d'État, directeur de l'Assistance et de l'hygiène publique, et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Comme on peut le voir, en comparant les deux textes, le décret de 1897 ne modifie pas sensiblement, quant au fond, celui de 1862, sauf sur un point : *toutes les crèches, privées ou approuvées*, sont soumises aux mêmes règlements et à la même surveillance.

En dehors de cela, le décret de 1897 ne fait guère que préciser et détailler les règles hygiéniques à suivre ; l'esprit de ces deux documents est le même.

Notons enfin, pour terminer l'historique des crèches, qu'une *circulaire ministérielle* a été adressée à tous les Préfets, le 28 février 1903.

Le Président du Conseil y fait l'éloge des crèches « dont les services sont très appréciés par nos populations », et répond avec énergie aux critiques dont elles sont l'objet. La crèche ne pousse pas à l'allaitement artificiel, malgré la distance qui peut la séparer de l'atelier. « Lorsque la mère ne veut pas allaiter, l'enfant est sevré, même si la crèche n'existe pas. » Il demande, d'ailleurs, que toute crèche possède une salle d'allaitement, où les mères pénétrées de l'importance du premier de leurs devoirs, aient toutes facilités de venir pendant la journée.

Si la mortalité infantile est encore élevée dans les crèches, et les cas de rachitisme fréquents, cela ne tient pas à l'alimentation qu'on y donne, ni aux locaux, mais plutôt « aux fautes contre l'hygiène qui seraient commises au domicile de l'enfant. » Au sujet des berceuses, le Président du Conseil demande que les médecins les instruisent ; il recommande surtout qu'elles ne soient pas surchargées, qu'il y en ait une pour six enfants âgés de moins de 18 mois, et une pour douze enfants de 18 mois à 3 ans, ce qui était déjà prescrit par le décret de 1862.

En 1844 et dans les années qui suivirent, les crèches étaient toutes des œuvres privées, fondées et soutenues par des Sociétés de bienfaisance. Quelques-unes d'entre elles, à la suite du décret impérial, se firent approu-

ver : il suffisait, d'ailleurs, pour cela, de remplir certaines formalités.

Devant les bienfaits de l'institution, qui s'étendait chaque jour, de généreux philanthropes résolurent de créer des crèches et les dotèrent ; des chefs d'industrie en organisèrent dans leurs usines pour leurs ouvrières ; enfin, un certain nombre de villes établirent des crèches municipales (1).

C'est sous ces différentes formes que se présentent les crèches actuelles, l'œuvre primitive de Marbeau persistant à côté des modifications et adaptations spéciales apportées à l'institution, suivant les individus et les milieux.

I. — Crèches organisées par des Sociétés de bienfaisance.

Ces œuvres sont soumises aux règlements des associations, en général. Depuis la loi du 3 juillet 1901, elles forment, en France, trois catégories.

A. — ŒUVRES LIBRES. — Une société de bienfaisance, pour se constituer, n'a pas de déclaration à faire, ni d'autorisation à demander. Dans ce cas, elle est privée des droits de la vie civile.

B. — ŒUVRES DÉCLARÉES. — Celles ci en possèdent quelques-unes. Malheureusement les termes peu précis et la jurisprudence non encore fixée de la loi de 1901, sont cause que beaucoup d'œuvres privées, ne sachant exactement à quoi elles s'engageraient, hésitent à faire la déclaration.

1. *Bulletin des crèches*, janvier 1904.

C. — **ŒUVRES RECONNUES COMME ÉTABLISSEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE.** — Elles jouissent, sous la tutelle de l'autorité administrative, de tous les droits de la vie civile. Non seulement elles vivent, comme toute crèche privée, des souscriptions de leurs membres et des dons volontaires, mais elles peuvent encore recevoir des donations ou des legs, avec l'autorisation administrative. Elles sont, en outre, souvent l'objet de subventions communales ou départementales. Ces crèches reconnues rappellent assez bien les crèches approuvées, issues du décret de 1862.

II. — Crèches fondées et entretenues par un bienfaiteur.

La personne charitable qui les crée, leur constitue une dotation. Quelques-unes sont données à la commune et gérées comme les autres établissements municipaux ; les autres sont restées œuvres privées.

III. — Crèches industrielles.

Nous en parlerons plus loin.

IV. — Crèches municipales.

Leur budget, comme celui de tout établissement communal, est inscrit au chapitre des dépenses de la ville.

Les crèches municipales se sont multipliées depuis quelques années ; on en trouve sur tous les points du territoire, mais elles sont particulièrement répandues dans la banlieue de Paris. Il en existe, entr'autres, à Malakoff depuis 1896 ; à Saint-Ouen (8 avril 1901) ; Vincennes, (1^{er} décembre 1901) ; Billancourt (fin 1901) ; Clichy (1903).

« A Paris même, il n'existe pas, à proprement parler, de vraies crèches municipales. Elles prennent le nom de municipales pour indiquer qu'elles sont en bonne intelligence avec la municipalité

de l'arrondissement ou du quartier. (1) » (Porak). La ville de Paris a dû abandonner, en 1902, le projet de construire une crèche modèle, parce que le devis qui a été établi, a dépassé les évaluations qui avaient été adoptées par le Conseil municipal, dans sa délibération du 2 juillet 1897 (2).

Sur les six crèches existant à Lyon et qui dépendent de la Société Protectrice de l'Enfance, trois ont été reprises par la municipalité le 1^{er} juillet 1901, et les trois autres six mois plus tard. Il faut citer encore des crèches municipales à Limoges, Saint-Junien (Haute-Vienne), Mâcon, Boulogne-sur-mer, Roubaix, Lille, etc., etc.

Les crèches municipales ne sont certes pas l'idéal.

Elles manquent le plus souvent de dames patronnesses. Leurs visites fréquentes et attentives n'ont pas uniquement pour but de surveiller la directrice et les berceuses et d'assurer ainsi aux petits enfants des soins minutieux et éclairés ; elles sont encore nécessaires pour encourager et guider les mères. Si ces dames n'accordent pas aux crèches municipales leur concours effectif, c'est parce que « ce ne sont pas leurs crèches », parce que « elles ne s'y sentent pas chez elles. »

« Elles hésitent, d'ailleurs, à s'adonner à une œuvre municipale, parce qu'elles craignent que si, aux élections prochaines, la municipalité vient à changer, elles ne soient obligées de renoncer à l'œuvre à laquelle elles auraient pris l'habitude de se dévouer (3). »

1. *Bulletin de l'Académie de Médecine*, 10 janvier 1905.

2. *Académie de Médecine, Rapport Annuel* 1902.

3. *Bulletin des crèches*, janvier 1904.

Privée de cette surveillance, vraiment indispensable, les résultats de l'institution ne peuvent être brillants.

Elle a un autre inconvénient, c'est de coûter très cher à la commune, qui doit, d'ailleurs, en supporter presque tous les frais elle-même, la bienfaisance privée n'y contribuant que pour une très faible part. Les donateurs, en effet, sont rares, craignant probablement « que les sentiments qu'ils ont eu la volonté de respecter, soient livrés aux hasards des élections, qui nomment édiles les hommes tantôt d'un parti, tantôt d'un autre. » (Porak). Parfois cependant elles reçoivent des subventions du Département ou de l'État.

Les crèches municipales, par leur gratuité, perdent le caractère de moralité que Marbeau avait attaché à son institution, en substituant le travail à l'aumône. Elles n'ont même pas le mérite de la stabilité, nécessaire à toute œuvre d'assistance sociale, en ce sens que, sur un vote du Conseil municipal, les bâtiments qui les abritent peuvent être désaffectés. Le fait s'est présenté à Fougères, centre de 12,000 ouvriers, où l'on ouvrit une école, dans les constructions primitivement destinées à une crèche. La même question s'est posée à Héricourt en 1904, où l'établissement d'une crèche très vaste n'avait pas coûté moins de 154.000 francs.

CHAPITRE III

Les premières crèches.

Quel était le but des Fondateurs ? Marbeau nous le rapporte longuement dans le *Manuel de la Crèche*.

« La crèche est un établissement destiné à soigner, pendant les jours et heures de travail, certains enfants trop jeunes ou trop faibles pour suivre les exercices de la salle d'asile. On lui a donné le nom du lieu où naquit Jésus, pour exprimer qu'elle ne doit pas se borner aux soins corporels. C'est un établissement de prévoyance qui fait, dans le présent et dans l'avenir, du bien aux enfants qu'il soigne, à leurs mères et à leurs familles ; qui se contente d'une rétribution inférieure à ses dépenses, et donne aux enfants tous les soins hygiéniques, intellectuels et moraux, nécessaires au premier âge ; à leurs mères, de bons exemples et de bons conseils.

Le mot *générique* soigner comprend tout ce qui est indispensable au bien-être physique et moral ; la crèche garde les enfants, leur procure tout ce qu'il leur faut et veille sur eux comme la mère la plus tendre, la plus expérimentée. Elle les garde et les soigne tous les jours non fériés, depuis l'heure où le travail

commence jusqu'au moment où il finit : ainsi la mère a sa journée complète.

Les enfants y trouvent un air pur, une alimentation et une température convenables ; des soins continus et intelligents, le voisinage de leurs pareils et un commencement d'éducation.

La crèche n'accorde ses bienfaits qu'aux familles qui en ont besoin et qui en sont dignes ; elle n'admet pas les enfants dont les mères se conduisent mal, ni ceux dont les mères travaillent au logis (sauf les cas exceptionnels), ni les enfants malades ; elle cesse de garder ceux que leurs mères négligent de venir allaiter. Ses règlements, pour l'admission et le renvoi des enfants, ont pour but de ne pas encourager la paresse, ni d'autres vices, de conserver et améliorer la santé des enfants, et d'épurer les mœurs des mères pauvres, dans leur intérêt le mieux entendu comme dans l'intérêt de leurs enfants. Le but final de l'institution est de faciliter l'allaitement maternel et de conserver les liens de famille dans les classes nécessiteuses ; de favoriser le travail des femmes ; de les aider à bien commencer l'éducation physique et morale de leurs enfants ; d'améliorer à la fois le sang et les mœurs dans la classe qui a le plus besoin de force et de vertu ; de diminuer, enfin, le nombre des causes d'indigence et de méfaits ».

Est-il besoin de faire des commentaires. Nous ne le croyons pas ; le texte cité plus haut, est suffisamment net et explicite par lui-même. Marbeau dit clairement que les crèches sont établies pour venir au secours des mères en favorisant leur travail, et au secours des enfants en leur assurant des soins convenables. L'institution est d'ordre éminemment social. Soulignons un

fait seulement, sur lequel Lévesque insiste avec raison : c'est que son fondateur préconisait l'allaitement maternel. Nous verrons pourquoi ce desideratum, n'est pas réalisé le plus souvent.

L'installation de la crèche-mère, la crèche Saint-Pierre de Chaillot, fut modeste : « douze berceaux, quelques petits fauteuils, un christ, un cadre sur lequel est affiché le règlement, voilà de quoi se composait le mobilier de la crèche ! Les frais de premier établissement n'ont pas atteint 360 fr. (1) »

La crèche s'efforça de se substituer aux garderies et de donner à l'enfant des soins plus rationnels. L'enfant y était reçu pendant les heures de travail de la mère. Celle-ci le soignait la nuit, les dimanches et jours fériés. Elle venait lui donner le sein pendant la journée ou lui apportait sa nourriture. On exigea une rétribution minime : 0 fr. 20 par jour, alors que le taux des garderies variait de 0 fr. 40 à 0 fr. 70.

Le personnel fut facile à trouver. Deux gardeuses, personnes qui avaient l'habitude des petits enfants, et une religieuse pour les surveiller et les diriger. Un médecin accepta la direction médicale de la crèche. Des dames patronnesses donnèrent leurs deniers, leur temps et leurs conseils.

Cette organisation d'une grande simplicité marquait un réel progrès : la population ouvrière s'empressa de profiter de cette bonne œuvre, et bientôt d'autres crèches se créèrent à côté de la crèche Chaillot. Celle-ci

1. MARBEAU. *Des crèches pour les petits enfants des ouvrières.*

servit de modèle. Son fonctionnement, que nous avons rapidement indiqué plus haut, s'établit à toutes les crèches. Il existait d'ailleurs un règlement élaboré à l'origine. Nous le reproduisons ici.

RÈGLEMENT DE LA CRÈCHE

Article premier. — La crèche est ouverte depuis 5 h. 1/2 du matin jusqu'à 8 h. 1/2 du soir. Elle est fermée le dimanche et les jours de fête.

Art. 2. — On n'y admet que les enfants au-dessous de deux ans, dont les mères sont pauvres, se conduisent bien et travaillent hors de leur domicile. Il faut, en outre, que l'enfant ne soit point malade, et qu'il ait été vacciné ou qu'il le soit dans le plus bref délai. L'acte de naissance et le certificat de vaccine sont déposés au secrétariat.

Art. 3. — Chaque enfant est inscrit sur un registre le jour de son entrée. L'inscription énonce la date de sa naissance, la demeure et la profession des parents. Une case est réservée pour la sortie, une autre pour les observations. Dans cette dernière case, les médecins indiquent l'état sanitaire de l'enfant, à son entrée, pendant son séjour et à sa sortie.

Art. 4. — La mère apporte son enfant emmaillotté proprement, vient exactement l'allaiter aux heures des repas et le reprend le soir. Elle fournit le linge nécessaire pour la journée. Le linge est marqué au numéro de la case où on le place dans la lingerie. Ce numéro est le même que celui du berceau qu'occupe l'enfant.

Art. 5. — L'enfant élevé au biberon doit recevoir de sa mère

les mêmes soins. Quand l'enfant est sevré, la mère garnit son petit panier pour la journée.

Art. 6. — La mère donne pour les berceuses 0 fr. 20 par jour, et 0 fr. 30 seulement quand elle a deux enfants dans la crèche.

Art. 7. — Les berceuses sont au choix et aux ordres de M^{mes} les Directrices ; elles doivent aux enfants tous leurs soins également ; elles doivent pourvoir avec douceur à tous leurs besoins, comme s'ils étaient leurs propres enfants.

Elles se tiendront et tiendront les enfants et la crèche avec la plus grande propreté, maintiendront la température à 15 degrés centigrades, et laisseront agir sans cesse le ventilateur.

Art. 8. — Tous les objets dont se compose le berceau demeureront exposés à l'air pendant la nuit. L'air de la crèche sera entièrement renouvelé tous les matins.

Le linge sali sera immédiatement passé à l'eau. La lingerie sera toujours aérée.

La porte, du côté de la crèche, sera toujours fermée.

Il est défendu aux berceuses de laisser des personnes étrangères s'installer dans la crèche.

Art. 9. — Leur salaire est fixé par le Comité à 1 fr. 25 par jour, tout compris, et il leur est interdit de recevoir des mères aucun supplément, sous quelque forme que ce soit.

En cas de contravention, la berceuse est congédiée immédiatement, et n'a droit à aucune indemnité.

Art. 10. — La première berceuse répond du mobilier et des dégradations commises, sauf son recours contre qui de droit.

Art 11. — M^{mes} les Directrices, M^{mes} les Inspectrices et MM. les Médecins, veilleront à ce que l'on donne aux enfants les soins et les aliments convenables à leur âge.

Art. 12. — Un de MM. les Médecins visite la crèche tous les

jours et consigne ses observations et prescriptions sur le registre d'inspection. Il y aura un second registre pour les visiteurs. Les médicaments sont fournis conformément au règlement du Bureau de bienfaisance.

Art. 13. — Toutes réclamations doivent être adressées à M^{mes} les Directrices.

Art. 14. — Le Comité des fondateurs se réserve d'accorder s'il y a lieu, des récompenses aux berceuses qui auront accompli leurs devoirs avec le plus de zèle et d'exactitude.

Au règlement on apporta par la suite quelques légères modifications. La première a trait à l'âge : on garda les enfants à la crèche jusqu'à trois ans, c'est-à-dire douze mois de plus. On chercha des locaux plus vastes et plus en rapport avec les données nouvelles de l'hygiène. Le petit panier d'aliments exigé de la mère fut délaissé : on alimenta l'enfant.

Comme on peut en juger par ce règlement l'organisation primitive des crèches était aussi modeste et aussi simple que possible. Cependant les points essentiels y sont prévus : visite journalière du médecin, allaitement maternel toutes les fois qu'il se peut, propreté rigoureuse des enfants, aération aussi fréquente que possible. Tout le monde a reconnu que cette organisation présentait de gros avantages et donnait d'excellents résultats.

Les jeunes enfants étaient jusqu'alors abandonnés aux gardeuses dans des logis malpropres et insuffisants, alimentés en dépit de toutes les règles de l'hygiène, avec du lait de qualité plus que médiocre, donné sans

règle dans l'intervalle des tétés avec des biberons souillés. Trop souvent même, la gardeuse, obéissant à tous ses préjugés, remplaçait le lait par toute espèce d'aliments, en particulier, par des soupes, et l'enfant devenait fatalement une victime de l'alimentation prématurée. Nous avons cité le nombre effrayant des enfants qui succombent, lorsqu'ils sont soumis à l'allaitement artificiel surveillé par une mercenaire.

La crèche, au contraire, offrait toujours à ses enfants une habitation propre et aérée ; l'alimentation y était strictement surveillée ; le lait y était de bonne qualité et donné suivant les règles de l'hygiène. L'enfant y était proprement tenu, surveillé constamment par une directrice intelligente et soumis à l'inspection médicale quotidienne.

De plus, la crèche poussait toujours la mère à donner le sein à son enfant. Si l'on n'arrivait pas toujours, à rendre possible l'allaitement maternel, nous verrons pourquoi dans un instant, tout au moins on donnait à toutes les mères de sages conseils et on leur évitait de commettre des fautes grossières contre l'hygiène alimentaire et de compromettre ainsi la santé des enfants. Outre donc qu'elle recueillait les enfants dont les mères étaient obligées de s'absenter de leur foyer, on peut encore dire que la crèche était véritablement une École des mères.

Lorsque l'ouvrière confie son enfant à la crèche, c'est que l'insuffisance de ses ressources l'oblige à aller chercher du travail au dehors. C'est donc pour augmenter le salaire journalier du ménage que la mère

abandonne son enfant. Il est bien évident que l'idéal serait de trouver le moyen de supprimer le travail de la femme et de lui permettre de rester à son foyer. Mais en attendant que cette solution radicale soit possible, tout procédé qui permettra à la mère de faire soigner son enfant dans de bonnes conditions pendant son absence, sera d'autant plus recommandable qu'il demandera une rétribution moindre. A ce point de vue encore, les crèches furent un grand progrès, puisque, pour donner aux enfants des soins beaucoup plus éclairés que la garderie, la crèche réclame cependant à la mère une indemnité beaucoup moindre. Ainsi, alors que les gardeuses exigeaient de 0 fr. 40 à 0 fr. 70 par jour, la crèche ne demandait à la mère qu'une contribution de 0 fr. 20.

Nous ne nous appesantirons pas sur ce fait si souvent démontré que l'ouvrière se trouve dans l'obligation de confier son enfant à des étrangers ; mais, ceci étant admis, tout le monde reconnaîtra que le danger couru par l'enfant sera d'autant moindre que les soins qu'il recevra seront eux-mêmes plus éclairés. Or nul ne peut nier que les crèches ne présentent une sécurité plus grande que les garderies.

Cependant, il est évident qu'à côté de ces avantages très marqués, les crèches n'aient aussi des inconvénients et ne présentent certains dangers, les uns, d'ailleurs, inévitables, puisqu'ils sont inhérents à l'institution elle-même et ne pourraient être supprimés que le jour où chaque mère soignerait son enfant à domicile ; mais les autres sont faciles à supprimer aujourd'hui

parce que, grâce aux progrès de l'hygiène sociale, on est arrivé à mieux en pénétrer les causes, et, par suite, à y trouver des remèdes pratiques.

Nous ne nous appesantirons pas sur les inconvénients et les défauts que peut présenter une crèche mal organisée ou défectueuse (insuffisance du nombre des berceuses, manque de surveillance médicale, insalubrité ou étroitesse des locaux); ce sont là des critiques faciles à faire, mais qui ne s'adressent qu'à des établissements mal institués ou mal compris.

Nous nous contenterons d'exposer et de discuter les critiques que l'on peut faire à une crèche bien organisée en conformité avec les règlements et les décrets, c'est-à-dire, les critiques inhérentes à l'institution elle-même, et non pas à une mauvaise application d'une idée juste en soi.

Un des premiers reproches que l'on a fait aux crèches, c'est de pousser la mère à se désintéresser trop facilement de son enfant. Si cette mère ne trouvait pas à qui confier son enfant, ou si elle pensait qu'en le confiant à des mercénaires elle l'expose à un danger de mort presque certain, elle continuerait à le soigner. La crèche, en donnant à la mère des facilités et surtout en lui donnant toute sécurité, la pousse davantage à se séparer de son enfant pour reprendre son travail.

Déjà ainsi, elle serait une cause d'abandon de l'allaitement maternel et elle deviendrait immorale puisqu'elle diminuerait l'esprit de famille. Cependant c'est là un argument spécieux, car tous les hommes qui

se sont occupés pratiquement de cette question, savent bien que les ouvrières n'ont pas attendu la création des crèches pour abandonner leurs enfants nouveau-nés à des soins mercenaires, et c'est précisément parce qu'il avait été frappé des multiples dangers que présentaient ces garderies encombrées, que Firmin Marbeau eut l'idée de faire cette création. Aussi, le fondateur des crèches, dans son Manuel, se demandait déjà : pourquoi toutes les mères ne soignent-elles pas leurs enfants elles-mêmes ? La réponse qu'il faisait à cette question n'a pas cessé d'être juste.

« Faites cette question à la porteuse de pain, à la blanchisseuse, à l'ouvrière en journée, à toute autre mère qui, dès le matin, va travailler pour vivre, elle répondra : « Si je m'occupe de mon enfant, qui fera mon ouvrage ? et si mon ouvrage ne se fait pas, qui me donnera pour subsister et pour faire subsister l'enfant ? Votre mari?... Il est malade..., il est sans ouvrage..., il est paresseux..., il est ivrogne..., il m'a abandonnée..., il est mort!.. »

Le pauvre n'a pas de rentes : il vit de salaire ou d'aumône, et mieux vaut travailler que mendier ; c'est mieux pour la mère, pour l'enfant, pour la famille, pour le pays ; tandis que la crèche garde l'enfant, le travail nourrit et garde la mère.

Comparez deux mères : l'une, pour ne pas quitter son nouveau-né, tend la main aux passants, elle mendie sous la neige et sous la pluie ; l'autre, se lève à 5 heures du matin, porte son enfant à la crèche et court au travail ; elle revient l'allaiter et retourne à l'ouvrage, au moins deux fois dans la journée ; le soir venu, elle reprend le nourrisson, qu'elle porte dans son

berceau. Quelle est celle qui fait le plus de bien à son enfant ?

Comme toutes les mères ne peuvent garder et soigner elles-mêmes leurs petits enfants, la nécessité leur créa des auxiliaires, des auxiliaires que peu à peu la charité perfectionne et s'approprie. Ainsi la nourrice, la garderie, la maison de sevrage sont des auxiliaires de la maternité. »

On accuse également la crèche d'être un danger pour la santé des enfants, une cause de refroidissement et, par suite, d'affections broncho-pulmonaires, parce qu'il n'est pas sans danger pour l'enfant de le transporter matin et soir, par tous les temps, de son domicile à la crèche.

Théoriquement, cette objection est juste ; pratiquement, elle n'a aucune valeur. En effet, il n'est pas douteux qu'il vaudrait mieux éviter à l'enfant ce double voyage, tout au moins pendant l'hiver ; mais ce n'est pas la question qui se pose, puisque nous sommes forcés d'admettre la nécessité où se trouve la mère de quitter son domicile. Dès lors, vaut-il mieux qu'elle abandonne seul son enfant chez elle pour ne pas le refroidir, ou est-il préférable qu'elle le porte à la crèche ? L'enfant souffrira-t-il moins de ce double voyage, si, au lieu de le porter à la crèche, elle le confie à une gardeuse.

La réponse ne paraît pas douteuse et jusqu'au jour où la mère pourra rester à son domicile, c'est encore en portant son enfant à la crèche, qu'elle lui fera courir la moins de dangers.

La même réponse peut être faite à ceux qui objectent

la perte de temps causée à la mère par ce double voyage de son domicile à la crèche.

Une objection plus sérieuse, qui a été faite contre les crèches, c'est que, par le fait même de la réunion des enfants, on les expose à contracter des maladies contagieuses.

Cette objection a une très grande valeur, mais elle tient essentiellement à la constitution même des rapports sociaux. M. le Sénateur Strauss disait très justement :

« Quant au péril de contagion, il est réel, à la crèche, à la pouponnière, à l'hôpital, à l'école maternelle et primaire, dans toutes les agglomérations d'enfants. Toutes les fois que, dans une famille, deux bébés sont en contact, l'un peut contagionner l'autre ; rougeole et coqueluche se transmettent avec une déplorable facilité. Ce sont assurément des dangers sérieux ; raison de plus d'établir sur de fortes bases le service médical et de se conformer à une antisepsie rigoureuse. Le D^r Gauchas lui-même après avoir indiqué la fréquence des maladies contagieuses contractées à la crèche, énumère les principales mesures de défense et de prophylaxie : 1^o crèches limitées ne contenant qu'un petit nombre de lits ou de berceaux ; 2^o séparation des enfants par groupes ; 3^o examen par la Directrice, de chaque enfant, à l'arrivée le matin ; 4^o changement complet et désinfection des vêtements de tous les bébés chaque jour à l'entrée ; 5^o désinfection souvent renouvelée du local ; 6^o éloignement de la crèche des frères ou sœurs de l'enfant atteint d'une maladie contagieuse (1). »

1. STRAUSS. *Dépopulation et puériculture.*

Pour le peu que le médecin ou le philanthrope ait visité les familles ouvrières et constaté l'état déplorable de leurs habitants, les habitudes et les préjugés qui font vivre les diverses familles dans un véritable état de promiscuité, il reconnaîtra facilement que, pour les enfants de ces familles nécessiteuses, le danger de contagion n'est nulle part plus grand que dans la famille et dans les fréquentations journalières de ces enfants. Il suffira donc que les directeurs de la crèche prennent toutes les précautions possibles pour diminuer les chances de contagion, et nous verrons que c'est surtout par les précautions prises sur ce point spécial que la crèche d'aujourd'hui diffère de celle d'hier, non parce qu'elle prend plus de soins d'éviter aux enfants la contagion, mais parce qu'elle a profité des découvertes modernes sur la prophylaxie.

Mais le principal reproche que l'on a fait aux crèches, c'est de manquer un des articles essentiels de leur Règlement, qui veut qu'elles n'acceptent, sauf dans certains cas spéciaux, que des enfants allaités par leur mère.

Aujourd'hui, la grande majorité des enfants admis dans les crèches est soumise à l'allaitement artificiel, et, ici encore, on les a accusées de pousser au sevrage de l'enfant, par le fait même qu'elles offrent une certaine sécurité dans l'allaitement artificiel.

C'est un fait indéniable que la plupart des enfants des crèches ne sont pas allaités par leur mère, mais il serait injuste de rendre les crèches responsables de cet abandon de l'allaitement maternel.

Nous avons déjà répondu à cette objection quand nous avons dit pourquoi les mères confiaient leurs enfants à la crèche. Tous les observateurs sont, d'ailleurs, d'accord sur ce point, ce sont les conditions sociales du travail des femmes dans les manufactures, qui sont la cause de l'impossibilité et, par suite, de l'abandon de l'allaitement maternel.

MM. les D^{rs} Barbier et Delcominette, disent à ce propos (1):

« On a souvent accusé les crèches de favoriser l'allaitement mixte au détriment de l'allaitement naturel; nous n'avons jamais pu le constater; la plupart des enfants que nous acceptons, en raison précisément du genre d'occupation de leurs mères, sont déjà nourris dans des conditions déplorables, puisqu'ils sont confiés à des enfants plus âgés, à des étrangers ignorants et, en tous cas, privés de soins maternels. Un coup d'œil jeté sur nos tableaux suffit pour se convaincre qu'un petit nombre d'enfants sont exclusivement nourris au sein avant leur admission.

Le jour, ces enfants gavés, pendant l'absence de la mère, d'une nourriture indigeste, souffrant, la nuit, de catarrhe gastro-intestinal, se plaignent et troublent le repos de leurs mères qui, pour être bonnes nourrices, auraient besoin d'un sommeil réparateur; pour calmer leurs cris, celles-ci les suspendent à leur mamelle et les gavent à leur tour; cette suralimentation, nuisible pour la mère, est désastreuse pour l'enfant.

1. Vingt-cinq ans de fonctionnement de la crèche Eugénie, à Liège. *Annales de la Société médico-chirurgicale de Liège*, 1903 et 1904.

Tout en étant chaudement partisan de l'allaitement naturel, ou, à défaut de celui-ci, de l'allaitement mixte, nous avons pu constater souvent que les enfants recevant cette alimentation mixte, donnée si souvent dans de mauvaises conditions, s'acheminaient vers le rachitisme, tandis qu'ils bénéficiaient largement du régime de la crèche, avec distribution de lait stérilisé pour la nuit et suppression radicale du sein.

Ce reproche de favoriser l'allaitement artificiel nous paraît donc sans aucune valeur, même s'il était fondé, ce que nous contestons aussi. »

« Il est, en effet, certain, dit encore Strauss, que le séjour des babies à la crèche ne coïncide pas généralement avec la continuation de l'allaitement au sein, et les doléances, à cet égard, du Dr Gauchas sont d'une parfaite exactitude. Mais est-il juste d'accuser la crèche d'une situation dont elle n'est pas responsable ? A défaut de la crèche, l'enfant serait laissé en garde dans les plus mauvaises conditions, et la mère ouvrière ne s'acquitterait pas davantage de sa fonction nourricière. »

Quant à ceux qui font un reproche aux crèches d'accepter des enfants déjà soumis à l'allaitement artificiel ils nous semblent en désaccord avec les règles les plus élémentaires de l'hygiène sociale. Nous savons, en effet, qu'il est relativement facile pour la mère d'élever son enfant au sein, et, par contre, nous connaissons trop les déplorables statistiques qui nous montrent tous les dangers courus par les enfants allaités artificiellement ; nous pouvons en conclure que c'est là où il existe des enfants élevés au biberon, que doivent porter tous les efforts des hygiénistes et des philanthropes. Sans aucun

doute, le mieux serait de donner le moyen à toutes les mères d'élever leurs enfants au sein ; mais, en attendant, il faut bien constater que, pendant longtemps encore dans nos grandes villes, le biberon, donné par une étrangère, sera, pour beaucoup d'enfants, le seul mode d'allaitement. Dès lors, comment les crèches, pourraient-elles fermer leurs portes précisément à ces enfants qui sont le plus en danger ? Tant que les conditions sociales resteront telles que l'allaitement artificiel sera la règle pour un grand nombre d'enfants, il nous paraîtra indispensable de recommander et de propager toutes les œuvres qui surveillent cet allaitement artificiel et qui, par suite, diminuent les dangers de mort auxquels sont exposés les enfants qui y sont soumis.

On a beaucoup prôné, depuis quelques années, les consultations de nourrissons et les gouttes de lait. Ces œuvres nous paraissent excellentes tant qu'elles s'adressent aux mères qui donnent le sein à leur enfant, ou qui, tout au moins, peuvent l'élever elles-mêmes au biberon. Mais pour celles qui doivent quitter leur domicile à la première heure du jour pour n'y rentrer que le soir, ces œuvres sont insuffisantes puisqu'il ne suffit pas de faire connaître à la mère son devoir ; il faut encore lui fournir une suppléante éclairée et dévouée pendant les heures où elle doit abandonner son enfant. C'est le but que poursuivent les crèches.

Enfin on a encore fait aux crèches un dernier reproche, c'est de multiplier les cas d'atrophie et de rachitisme.

Que dans les crèches on trouve beaucoup d'enfants atrophiques ou rachitiques, c'est un fait indéniable ; mais nous n'avons trouvé nulle part les observations permettant d'affirmer que ces cas sont plus nombreux chez les enfants qui fréquentent les crèches que chez ceux de la même condition sociale qui sont élevés en dehors de la crèche.

Nous avons insisté longuement sur ce fait que la crèche est le refuge des enfants de la classe la plus nécessiteuse, et aussi des enfants qui, forcément, sont élevés au biberon. Dans ces conditions, il serait vraiment extraordinaire que les enfants des crèches ne fussent pas rachitiques dans une assez forte proportion. Braunberger, après examen des enfants de cinquante et une crèches de Paris, conclut à une proportion de 22 0 0 de rachitiques. A Lyon, cette proportion atteindrait 30 0 0. Mais il ne donne pas de terme de comparaison avec les enfants élevés au dehors de la crèche.

Le Président du Conseil des Ministres, dans une circulaire aux Préfets du 28 février 1902, disait à ce propos :

« On fait encore grief aux crèches d'exposer les enfants, par le fait même de leur agglomération, à un manque de soins, lequel se traduirait cliniquement par des troubles gastro-intestinaux aboutissant à l'atrophie infantile ou au rachitisme. On assure que des observations sérieuses ont mis en évidence que, parmi les enfants recueillis dans les crèches, le rachitisme se développe dans une proportion anormale.

Ce résultat ne semble pas pouvoir être attribué à l'alimentation reçue dans la crèche même, car cette alimentation a été réglée

par le médecin de l'établissement. Quant aux fautes contre l'hygiène qui seraient commises hors de la crèche, au domicile de l'enfant, la crèche ne saurait en être rendue responsable. Il est, d'ailleurs recommandé à la directrice de fournir, à cet égard, aux parents les indications les plus utiles. La crèche deviendra ainsi pour les mères une véritable école d'hygiène domestique. La première, la plus importante des leçons que doit donner cette école, par le précepte et par l'exemple, est relative à la qualité du lait, laquelle a une influence immédiate et prépondérante sur la santé de l'enfant. La fréquence du rachitisme ne saurait être davantage imputée aux locaux. Ceux-ci, qui s'améliorent de jour en jour, mettent certainement les enfants dans des conditions hygiéniques supérieures à celles où ils auraient été maintenus s'ils n'eussent pas été amenés à la crèche. »

Mais Braünberger fait observer, avec juste raison, que ce rachitisme n'est pas imputable à la crèche seule, mais qu'il faut aussi faire entrer en ligne de compte l'insalubrité des logements, le manque d'air de lumière et de propreté au domicile des parents, où l'enfant est forcé de passer ses nuits et les jours fériés. Tous les auteurs sont d'accord aussi pour admettre l'effet déplorable de l'alimentation que l'enfant reçoit pendant la nuit et les jours fériés. Il est d'observation que, chaque lundi, les enfants admis à la crèche présentent des troubles qu'on n'observe pas les autres jours. Cette alternance entre le régime bien réglé de la crèche, et le régime, contraire à l'hygiène, que l'enfant reçoit au domicile de ses parents, suffit, le plus souvent, pour détruire une partie des effets salutaires de la crèche.

Enfin, comme le fait observer Braünberger, il serait souverainement injuste de ne pas se souvenir de l'hérédité désastreuse de la plupart de ces enfants, et, c'est malheureusement, dans les familles de ces petits déshérités, que l'on trouve le plus de tares organiques chez les ascendants : alcoolisme, tuberculose, syphilis.

Il serait donc inutile de nier que la crèche ne soit pas l'idéal, mais il faut reconnaître qu'elle fut un grand progrès et qu'elle continuera à être une institution indispensable tant que les conditions sociales exigeront l'absence de la mère et la nécessité du travail industriel de la femme. (

Sans aucun doute, les crèches modernes seront mieux installées que les anciennes, mais, si c'est là un progrès notable, il faut reconnaître que les conditions indispensables au bon fonctionnement d'une crèche avaient déjà été prévues par les fondateurs de l'œuvre.

Ils cherchaient déjà à faire des installations hygiéniques, à établir des crèches vastes et aérées, mais ils avaient surtout établi que les résultats obtenus sont surtout influencés par la manière dont fonctionne cette crèche. Dès le début, ils avaient toujours insisté sur l'importance de trois facteurs principaux : le médecin, les dames patronnesses et le personnel des soigneuses.

Le rôle du médecin de la crèche est extrêmement important. Il a d'abord à veiller à ce « que tout soit établi et maintenu suivant les règles de l'hygiène » (F. Marbeau) (1). Il examine les enfants déposés sur

1. Manuel de la Crèche.

les ordres de la directrice dans la salle des « suspects », et prononce sur leur admission ou leur ajournement. Il ne faut pas, en effet, que la crèche reçoive ou garde des malades, d'où la nécessité d'une visite médicale quotidienne. Il règle l'alimentation de chacun des enfants, indiquant la quantité de lait à donner par jour et le mode de coupage du lait, s'il le croit utile. Il faut aussi qu'il s'occupe du personnel de la crèche, qu'il « l'instruise de ses devoirs, de la façon de les remplir, et lui inculque les principes élémentaires de l'hygiène générale et de l'hygiène infantile en particulier » (Bué) (1). Il instruira aussi les mères, de façon à continuer aux enfants, chez leurs parents, les soins éclairés et l'alimentation rationnelle qu'ils reçoivent à la crèche. Pour faciliter, entre les mères et le médecin, les contacts toujours rares parce que l'enfant est apporté à l'établissement en dehors du moment de la visite médicale, et parfois par une personne étrangère, M. Bué conseille l'adjonction à la crèche d'une consultation de nourrissons. Elle fonctionnerait le dimanche matin et permettrait de donner des renseignements sur l'hygiène et la façon de rendre l'allaitement artificiel aussi peu meurtrier que possible. L'allaitement maternel y serait surtout recommandé ; bien plus, on le favoriserait par l'attribution « de primes en nature (bons de viande, d'œufs, vêtements, etc.), aux mères qui font tous leurs efforts pour remplir complètement leur rôle (Bué).

La Société des crèches fait remarquer que cette con-

1. BUÉ. *Presse Médicale* 29 juillet, 1905. La Crèche idéale.

sultation de nourrissons peut se faire sans aucun changement essentiel. Il suffit pour cela que le médecin soit présent et examine une fois la semaine, les enfants, soit à l'heure où les mères apportent leurs enfants, soit à l'heure où elles viennent les reprendre.

L'action du médecin est d'ailleurs puissamment aidée par le concours des dames patronnesses. Comme lui, elles s'occupent du personnel, des enfants et de leurs mères.

Par leurs visites fréquentes et imprévues, elles tiennent la directrice et les berceuses en éveil. Elles les encouragent et les soutiennent dans leur tâche ingrate, prévenant ainsi un relâchement, toujours fâcheux pour les élèves de la crèche. Ceux-ci sont certains, de la sorte, de recevoir tous les soins dus au premier âge. Les dames veillent sur eux avec tendresse et s'assurent, d'un coup d'œil, que rien ne leur manque. Les mères reçoivent des encouragements et de bons conseils ; elles les instruisent de tous leurs devoirs, leur recommandant spécialement l'allaitement au sein, qui est supérieur à tout.

Elles étendent leur surveillance sur la gestion de l'œuvre et s'occupent de la comptabilité et du linge ; de plus, elles se chargent de procurer des ressources, donnant largement de leur bourse, et attirant des dons par leur dévouement et leurs bonnes paroles en faveur de l'œuvre dont elles vantent les bienfaits.

Aussi le Dr Beluze estime-t-il « le Comité des dames patronnesses, un des rouages essentiels de la crèche. »

De même, F. Marbeau disait, qu'il n'y avait pas de crèche possible sans dames.

Depuis quelques années, un comité de dames patronnesses s'occupe de visiter les crèches municipales de Roubaix, qui en retirent le plus grand bénéfice. Il est à souhaiter que cette innovation se répande partout. Cette création a été jugée indispensable pour les crèches municipales qui fonctionnaient depuis plusieurs années, mais où une surveillance purement administrative, comme elle existe dans les crèches municipales, a été trouvée à la fois onéreuse et insuffisante.

Le personnel de la crèche n'est pas, non plus, une quantité négligeable. La directrice a des fonctions assez importantes. Outre qu'elle surveille les berceuses, il faut qu'elle les supplée au besoin pour tous les soins à donner aux enfants. Elle répond de l'ordre et du matériel, examine les bébés à leur arrivée, veille à l'exécution des prescriptions médicales et donne aux mères de sages conseils. C'est elle aussi qui reçoit les visiteurs, en l'absence des dames patronnesses, et leur fait connaître le fonctionnement et les bienfaits de l'œuvre. « Une bonne directrice fait la prospérité de l'établissement. » (P. Marbeau).

Les principales qualités d'une bonne berceuse sont la propreté, le dévouement et l'obéissance. On ne peut pas exiger, en effet, pour cet office pénible et peu rétribué, des personnes très intelligentes.

Il y aura autant que possible une gardienne pour six enfants au-dessous de 18 mois, et une autre pour douze enfants de 18 mois à 3 ans. Ce chiffre réglementaire est

un « minimum au-dessous duquel on ne saurait autoriser une crèche à descendre. (1) » En pratique on ne peut être aussi exigeant parce qu'il est impossible de fixer à l'avance le nombre d'enfants des deux catégories qui viendront à la crèche. Si l'on prend un personnel réglementaire, en rapport avec le chiffre maximum d'enfants inscrits, ce personnel sera souvent trop nombreux, le total des élèves variant du jour au lendemain; cette mesure entraînerait, d'ailleurs, des frais considérables. Ce qu'on doit exiger, c'est que ce nombre minimum de berceuses soit en rapport non avec le nombre maximum des enfants admis, mais avec la moyenne des journées de présence.

1. Rapport du Préfet de Police, *Bull. des Crèches*, avril 1905.

CHAPITRE IV

Extension et développement.

L'œuvre de Marbeau eut grand succès. La classe ouvrière n'hésita pas à lui confier ses enfants. La crèche Saint-Pierre de Chaillot ne tarda pas à compter plus de nourrissons qu'elle n'avait primitivement de berceaux. « Les premiers jours, il n'y avait pas encore 12 enfants : mais ce nombre fut bientôt dépassé », écrit Marbeau (1).

On fit distribuer un prospectus que la presse du monde entier s'empressa de reproduire. Les offrandes affluèrent à la crèche, ainsi que les visiteurs. Tous voulaient connaître le fonctionnement de cette nouvelle œuvre de charité, et voir avec quel bonheur les pauvres mères accouraient pour donner le sein à leurs nourrissons !

D'autres crèches se fondèrent à Paris. Ce furent d'abord la crèche Saint-Philippe-du-Roule, rue du fau-

1. Des crèches pour les petits enfants des ouvrières.

bourg Saint-Honoré, 182, et la crèche Saint-Louis-d'Antin, rue Saint-Lazare, 148. Lors de l'ouverture de cette dernière, aucun enfant n'était inscrit ; « huit jours après, il y en eut 6 ; un mois après, 18. On est obligé de l'agrandir. Elle ne peut contenir que 20 enfants et seulement 15 berceaux ; il y a déjà 35 berceaux payés par des bienfaiteurs » (Marbeau).

La même année, c'est-à-dire en 1845, le département de la Seine en vit naître trois autres encore : Saint-Jean-Baptiste (Belleville), rue de la Mare, 36 ; Saint-Pierre, Gros-Caillou, rue de l'Église, 3 ; Saint Vincent de Paul, rue Oudinot, 5.

De la province, de l'étranger même, on demanda des renseignements « pour imiter les dames de Paris ». Et bientôt Melun, Orléans, Rennes, Bordeaux, Nantes, Brest, Milan, Vienne, etc, etc., possédèrent des crèches, établies sur le modèle de Chaillot.

A la fin de 1846, il existait 14 crèches dans le département de la Seine, dont 12 à Paris. C'est pour les perfectionner, les soutenir, les défendre et les multiplier encore que fut créée la Société des Crèches.

Quel succès pour l'Institution ! En moins de deux ans, elle s'était étendue aux principales villes de l'Europe, et Paris seul comptait douze crèches !

Malheureusement, cette merveilleuse expansion du début devait bientôt se calmer. Devant les objections qui surgirent de tous côtés, le doute s'éleva dans les esprits, malgré tout le bien qui se faisait. Le *Bulletin des Crèches*, les grands médecins et prédicateurs

essayèrent en vain de prouver l'excellence de l'œuvre et de réchauffer le zèle des personnes charitables.

Les pouvoirs publics refusant toujours de se prononcer, les ressources diminuèrent, les crèches existantes eurent fort à souffrir, et c'est à peine si l'on put en établir quatorze nouvelles de 1846 à 1862, dans tout le département de la Seine.

De ces 28 crèches, d'ailleurs, 7 avaient cessé d'exister avant le décret impérial du 26 février.

Ce calme, ce peu d'empressement du public, au sujet des crèches, après l'enthousiasme du début, ressort nettement de la circulaire ministérielle envoyée aux préfets le 28 novembre 1862.

« Les renseignements statistiques qui m'ont été transmis pour tout l'empire, constatent que, si l'institution prospère dans plusieurs départements, elle fonctionne avec peu de régularité et ne dispose que de ressources précaires dans un certain nombre, et qu'enfin ses avantages ne paraissent pas avoir été compris dans beaucoup d'autres, où il n'existe aucun établissement de cette nature... »

Toutefois le décret impérial et la circulaire citée ci-dessus, où le Ministre, après l'éloge des crèches, recommande de « stimuler et diriger les efforts des localités », ne parvinrent pas à leur donner un puissant regain de vitalité. En France, écrit le Dr Siry (1), voici quelle était, d'après un état donné par le Ministère de

1. *Dictionnaire des Sciences médicales*. Art. Crèches, (1879).

L'Intérieur, la situation de l'œuvre en 1872 : 63 crèches établies dans 29 départements, avaient recueilli 2.366 enfants; leurs recettes s'étaient élevées à 198.550 francs et leurs dépenses à 169.811 francs. Le département de la Seine, qui n'est pas compris dans l'état précédent, possédait 24 crèches, lesquelles avaient admis 1.359 enfants, reçu 106.057 francs et dépensé 100.984 francs. Dans la France entière, 87 crèches ont donc, pendant l'année 1872, admis 3.725 enfants, reçu 304.607 francs et dépensé 270.795 francs. C'était une situation à peu près semblable à celle qui fut constatée en 1853, c'est-à-dire, 20 ans plus tôt.

En 1875, il existe 29 crèches à Paris, 6 dans la banlieue, et près de 100 dans les autres départements.

En 1879, on connaît en France l'existence de 130 crèches, 90 en province et 40 dans le département de la Seine.

A l'étranger, l'œuvre des crèches mit plus de temps à se répandre. Leur nombre, en 1879, nous fait connaître Siry, est des plus minimes; on en compte plusieurs en Belgique et en Allemagne, quelques-unes en Angleterre et en Italie; et, si l'on prend les capitales les plus favorisées, on voit qu'il existe 7 de ces asiles à Vienne, 9 à Bruxelles et 7 à Londres.

Il y a aujourd'hui des crèches dans la plupart des pays, en Russie comme ailleurs. Les zemtvos ont organisé, en outre, dans les villages, des crèches-asiles ne fonctionnant que pendant l'été au moment des travaux agricoles. Beaucoup de villages en sont pourvus. Dans le gouvernement d'Ekatrïenoslaff, il s'en créa 8 nouvel-

les en 1900, 43 en 1901, 27 en 1902, 48 en 1903. Total : 81 en 1903. Le gouvernement de Koursk en comptait 60 en 1903. Il s'en trouve même en Chine (crèche de Hong-Kong) et au Tonkin (Hanoï). Celle-ci, organisée par la Mission catholique, date du 21 août 1904 ; elle est réservée aux enfants européens ou métis. Il y en a à Alger, Constantine, Bône, Pointe-à-Pitre, Tunis.

En 1891, leur nombre s'était encore accru dans notre pays. Napias (1), dans un article intitulé « l'Hygiène des crèches », donne la liste des villes de France qui possèdent un établissement de cette nature. Bien plus, il y publie une carte dont la lecture, aussi facile qu'illustrative, nous apprend que les départements privés de crèches sont, en général, les moins industriels et les moins peuplés. Il montre ensuite l'inégalité de la répartition des crèches à Paris. « Les XIII^e, XVII^e et XX^e arrondissements ont 4 crèches ; les IV^e, VII^e, VIII^e, XII^e et XVIII^e ont 3 crèches ; les I^e, V^e, VI^e, IX^e, X^e, XI^e, XV^e, XVI^e et XIX^e, ont 2 crèches seulement ; enfin les II^e et III^e arrondissements n'ont qu'une seule crèche ; le XIV^e arrondissement est le seul qui ne possède pas de crèche. »

Aussi Napias demande-t-il la création de crèches municipales, là où la bienfaisance privée est insuffisante ou mal répartie.

En 1892, écrit le D^r Flambart dans sa thèse, Paris possédait 46 crèches, et 58 en 1895. Il y en avait, à cette dernière date, 29 dans le département de la

1. *Revue d'Hygiène et de police sanitaire*, 1891.

Seine ; il en existait, en outre, dans 147 communes, ce qui faisait, pour la France, un total de 173 communes, au lieu de 141 en 1891.

En 1902, il existe 96 crèches à Paris et dans la banlieue. En juillet 1903, on arrive pour la France et les colonies au chiffre respectable de 408. Il y en a 66 pour Paris, 39 pour la banlieue, (Seine: 105), 293 pour les autres départements et 10 pour l'Algérie et les colonies.

A côté de l'œuvre des crèches, se sont fondées quelques œuvres similaires, ce qui ne peut être qu'un bien, puisque l'émulation et la concurrence produisent des résultats favorables. Parmi ces sociétés, nous citerons l'Œuvre Nouvelle des Crèches parisiennes, autorisée par arrêté du 11 mars 1896, et qui possède aujourd'hui, à Paris, 4 crèches: la crèche de la Santé, rue d'Alésia, 5 ; la crèche du XVI^e arrondissement, 9, rue Fr. Millet ; la crèche du Point-du-Jour, 22 *bis*, rue Claude Lorrain ; la crèche du Mail, impasse des Petits-Pères.

Pour le département de la Seine, nous relevons, dans le *Bulletin des Crèches*, la création de deux crèches nouvelles, depuis le mois de juillet 1903. Ce sont celles de Colombes-Garenne et de Colombes-Centre, qui datent de 1904. Par contre, les deux crèches de Clichy se sont fusionnées pour n'en former plus qu'une, offrant autant de places, à elle seule, que les deux crèches ensemble.

En province, on signale l'ouverture d'une crèche à Mont-de-Marsan (1^{er} octobre 1903), à Blay (Gironde, 15 décembre 1903) et à Caen, en 1904.

Dans le *Bulletin des Crèches* de janvier 1902, on trouve un tableau très intéressant, il indique, année par année, les progrès de l'institution des crèches depuis 1875, dans le département de la Seine. Nous nous contenterons de donner ici quelques chiffres.

	Nombre des crèches Paris, banlieue: Seine			Nombre de journées de présence
En 1875. .	29	6	35	219.012
En 1879. .	30	12	42	258.869
En 1884. .	34	17	51	224.745
En 1889. .	46	22	68	368.070
En 1894. .	54	27	81	513.275
En 1897. .	61	29	90	634.788
En 1900. .	63	36	99	701.694

Pour ceux que la question intéresse, nous ajouterons que le *Bulletin des Crèches* de janvier 1904 donne la liste complète des crèches de la Seine et des départements, avec l'année de leur fondation.

CHAPITRE V

État actuel.

Les crèches ne se sont pas montrées réfractaires aux lois du progrès. Lentement, elles se sont acheminées vers la perfection, et quelques-unes en ont même atteint un degré très élevé. Celles-ci ont été spécialement bâties pour l'usage qui les attend et ressemblent parfois à des hôpitaux modèles.

Parmi ces crèches modernes, citons la Crèche Normand, de Nantes, qui est admirablement tenue. Elle fut visitée, en 1904, par les Membres du Congrès de Nantes (MM. Casimir Périer, Paul Strauss, Prof. Pinard...), et recueillit les éloges les plus flatteurs. Toutefois, nous ne croyons pas que ce soit la seule crèche impeccable, et Strauss dit, avec quelque raison, ce semble : « En rendant le plus parfait hommage à la Crèche Nantaise, il est juste d'ajouter que nous avons à Paris et ailleurs,

1. Discours à l'Œuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes, 1904.

un certain nombre de crèches qui peuvent être données en exemple. »

Comment ne pas reconnaître, en effet, sans cependant chercher à faire ici une énumération complète, l'état de perfection de la crèche du Dr Gauchas, de la rue Gauthey ; de la crèche Sainte-Philomème (Paris) du Dr Beluze ; de la crèche Hippolyte Noiret, de Rethel ?

Cependant, la crèche actuelle ne diffère pas essentiellement des crèches fondées à Paris. Le point le plus important de son organisation restera toujours la visite médicale journalière et le choix judicieux d'une directrice intelligente, instruite et dévouée.

La crèche a simplement bénéficié des découvertes modernes. Aujourd'hui comme autrefois, l'allaitement maternel est souvent impossible par suite des conditions sociales, et l'on ne pourra trouver un remède à cet état de choses que le jour où l'on aura installé partout les crèches industrielles dont nous parlerons bientôt.

Pour les enfants soumis à l'allaitement artificiel, il est évident qu'ils ont largement bénéficié, à la crèche comme partout, et même plus que partout ailleurs, de la simplification du biberon, en particulier, de la suppression du biberon à tube, de la stérilisation du lait, choses dont il ne pouvait être question à l'origine de la crèche, puisque la science les ignorait encore.

Les nouvelles crèches ont profité également des découvertes sur l'hygiène de l'habitation ; mais les anciennes ont fait tous leurs efforts pour améliorer également leur situation. Partout l'air et la lumière

sont répandus à profusion. Cependant les nouvelles crèches sont un peu plus favorisées sous ce rapport parce qu'elles ont été bâties pour leur destination particulière, alors que les premières crèches avaient été forcées par les circonstances de se contenter de l'appropriation de locaux déjà existants.

Dans certains cas, les crèches des grandes villes sont plus abondamment pourvues d'air et de lumière parce qu'on les a construites dans les quartiers périphériques, où l'on disposait encore de terrains plus vastes. Sous certains rapports, cependant, ce ne serait là qu'un progrès relatif, en tous cas impossible à réaliser partout, car la crèche se trouve ainsi trop éloignée des quartiers centraux des grandes villes où elle est cependant d'une utilité incontestable.

Les découvertes bactériologiques ont également fait faire un progrès à la lutte contre les maladies contagieuses dans les crèches. La plupart sont construites de telle façon que l'infection des parois en est difficile, et la désinfection aisée. C'est ainsi que les angles de raccord des diverses parois sont arrondis pour empêcher l'accumulation et le séjour des poussières ; que ces parois sont imperméabilisées pour empêcher l'infection profonde et pour en faciliter le nettoyage fréquent.

Toujours les crèches ont exclu les enfants atteints de maladies contagieuses, ou même les frères et sœurs de ceux qui en sont atteints.

Aujourd'hui, toutes les crèches pratiquent la désinfection des locaux, des objets de couchage et des vête-

ments, chaque fois qu'une maladie contagieuse est constatée, et même au moindre soupçon de la possibilité d'une contagion. Quelques crèches vont même plus loin et désinfectent, chaque jour, les vêtements que portent les enfants à leur entrée à la crèche. Cette dernière pratique, pour théoriquement souhaitable qu'elle soit, ne nous paraît guère réalisable. D'une part, elle augmente considérablement les frais du fonctionnement; d'autre part, tous les procédés de désinfection efficaces ne sont pas sans produire une détérioration des vêtements.

Si on peut admettre que du linge ou des vêtements de bonne qualité supportent sans inconvénients une désinfection sérieuse, il faut déjà reconnaître que les vêtements de qualité médiocre, comme sont ceux des indigents, se comportent plus mal vis-à-vis de ces procédés; et, si la désinfection est sérieuse, nous nous demandons ce qu'il adviendra de ces vêtements d'enfants qui auront à subir cette opération trente fois par mois.

En réalité, cette désinfection journalière ne nous paraît pas indispensable, et nous estimons que le meilleur moyen de lutter contre la contagion par la crèche, c'est, tout en observant les règles générales de l'hygiène, de supprimer les crèches trop vastes et de les remplacer par un grand nombre de crèches, dont la population sera limitée (30 à 40 enfants).

En réalité, donc, les crèches les plus récentes ne diffèrent de l'institution primitive de Firmin Marbeau, que par un luxe plus grand dans la construction et

l'aménagement, et par un surcroît de précautions contre les maladies contagieuses.

Cette crèche, ainsi luxueusement aménagée, strictement surveillée, désinfectée chaque jour, est-elle l'idéal ?

La crèche officielle ou municipale, qui paraît à quelques-uns l'institution souhaitable, nous semble avoir un grave défaut, sur lequel le fondateur des crèches insistait déjà. Il lui manque, le plus souvent, cet organe indispensable au bon fonctionnement de la crèche : un comité de dames patronnesses qui se dévouent, pour assurer la surveillance minutieuse des enfants, et pour prodiguer aux mères les sages conseils, dont elles ont le plus grand besoin.

Cette crèche perfectionnée, quand bien même elle donnerait toute satisfaction à l'hygiéniste, ne pourrait pas encore être considérée comme l'idéal par l'économiste et le philanthrope.

En effet, leur fonctionnement devient trop coûteux, et alors qu'il serait indispensable de généraliser cette institution dans tous les quartiers populeux des grandes villes industrielles, cela devient impossible, et la crèche, ainsi comprise, deviendrait malheureusement une œuvre d'exception.

La ville de Limoges dépense en moyenne 17.500 fr. par an, pour 21.217 journées de présence. Soit 0 fr. 82, par jour et par enfant.

A Roubaix, les frais généraux des crèches se sont élevés en 1903, à 28.574. fr. 92 pour 29.145 journées de

présence ; soit une moyenne de 0, 98. A Paris, le prix de revient est plus conséquent encore.

« Nous avons, écrit Binet, relevé dans l'*Annuaire statistique de la ville de Paris* (1901) la dépense des crèches subventionnées, et calculé le prix de la journée de présence. Pour 312.629 journées de présence, dans 45 crèches, on a donné 409.137 francs : cela fait 1 fr. 30 par enfant et par jour, en moyenne. Ce prix, nulle part, n'est inférieur à 0 fr. 50 (crèche de la rue de la Mare, qui ne paye pas de loyer), et, pour certaines crèches, il arrive à dépasser 2 francs, (cr. de la Chapelle, rue Cavé). »

Cette moyenne de 1 fr. 30 est largement dépassée dans l'Œuvre nouvelle des crèches parisiennes. Pendant l'exercice 1903, les frais des quatre crèches réunies plus ceux du Comité central, ont été de 88.716 fr. 20, pour 29.256 journées de présence : soit une moyenne de 2 fr. 34. Elle s'est encore accrue pendant l'exercice 1904, puisqu'elle a été de 2 fr. 47. Cette progression va-t-elle s'arrêter ?

Le Dr Binet ajoute : « Les crèches ouvrent leurs portes aux enfants pour permettre aux mères d'aller travailler hors de chez elles et de gagner des salaires qui ne dépassent pas le plus souvent 2 francs par jour. Dépenser 1 fr. 30 pour permettre à la mère de gagner 2 francs nous paraît une forme illogique de l'assistance, et nous croyons qu'en donnant à la mère ce qu'on dépense pour son enfant, on lui permettrait d'élever son enfant près d'elle et de l'allaiter elle-même. »

« Je souhaite de toutes mes forces, écrit le Dr Magniaux,

qu'au lieu de construire des crèches et des pouponnières, les associations charitables comprennent qu'elles dépenseraient beaucoup moins et rendraient un service plus efficace, en aidant par des secours les mères pauvres à allaiter leur enfant chez elles. »

Le Pr Pinard dit également : « La réunion de beaucoup d'enfants dans un même établissement est toujours une faute. En dépensant beaucoup, on peut peut être remédier aux inconvénients de l'agglomération ; mais alors la dépense annuelle s'élève à 1500 francs par enfant et par an. Avec la moitié de cette somme on permettrait à n'importe quelle femme ou fille-mère d'élever son enfant chez elle. »

Cependant, si, logiquement, il paraît souhaitable qu'à prix égal, au lieu de dépenser cet argent pour une crèche on le donne à la mère pour lui permettre de rester chez elle à allaiter son enfant, cette idée théorique ne va pas sans quelques inconvénients pratiques. Dans l'état actuel, il serait impossible d'interdire à la mère, à laquelle on donne cette subvention, de s'abstenir de tout travail hors de son domicile, de la forcer à allaiter son enfant, et, surtout, de l'obliger à observer la plupart des règles de l'hygiène alimentaire. Pour que cette solution soit acceptable, il faudrait que la mère soit entourée d'une surveillance intelligente et incessante, ce qui nous paraît impossible si cette surveillance est uniquement administrative et exercée par des fonctionnaires.

Dans ces conditions, la subvention donnée à la mère serait trop souvent inutile, et les enfants, moins bien

soignés qu'ils ne l'étaient à la crèche, succomberaient encore en plus grand nombre.

Cette solution ne serait admissible qu'avec le concours de sociétés de dames patronnesses, exerçant une surveillance à la fois incessante, intelligente, dévouée et désintéressée. Ce serait une transformation des sociétés de crèches et de charité maternelle, et on aboutirait à la création de la crèche à domicile. Des essais dans ce sens ont, d'ailleurs, déjà été faits et n'ont pas donné les résultats qu'on en attendait.

Peut-être, aujourd'hui, serait-il possible de faire mieux, car, outre la surveillance des dames patronnesses on pourrait exiger des mères qui recevraient ces subventions, qu'elles apportent, au moins une fois par semaine, leur enfant dans une consultation de nourrissons.

On a beaucoup discuté aussi sur la question de savoir si la crèche devait être gratuite ou payante. Les partisans de la municipalisation de la crèche sont forcément pour la gratuité, mais, par contre, la plupart de ceux qui ont fondé des crèches privées, et plus particulièrement la Société des Crèches, recommandent de faire payer à la mère une certaine rétribution, toujours très faible, sans aucun doute ; elle varie, dans la pratique de 0 fr. 10 à 0 fr. 30, par jour.

Cette manière de faire est excellente, car elle fait comprendre aux parents qu'ils n'ont pas le droit de se désintéresser complètement de l'élevage de leurs enfants. Elle ménage la juste susceptibilité de certaines mères qui ne veulent pas accepter une aumône, et qui désér-

teraient la crèche si elles ne participaient pas aux frais d'entretien. Il est évident que, dans certains cas, devant une misère particulièrement grande, on pourra faire fléchir ce principe et admettre l'enfant gratuitement.

En tous cas, cette rétribution maternelle, toujours minime, n'est qu'un faible apport dans le budget des crèches. « Les fondateurs voulurent bien plus dans un but moral que pour alléger les charges de l'œuvre, que la mère contribuât à la dépense, afin que l'enfant ne pût pas dire un jour à sa mère : « tu n'as rien fait pour moi ! » ; ils lui demandèrent une légère rétribution. »

Ce principe de la contribution de la mère aux frais de l'élevage de l'enfant, nous paraît excellent. Nous ferons toutefois une exception pour les crèches industrielles, et nous dirons pourquoi dans un autre chapitre.

Toutefois, malgré les très sérieuses critiques des économistes, malgré le grand nombre des enfants nourris artificiellement, nous désirons le maintien des crèches. Elles ont rendu et rendent encore de grands services. On ne doit, on ne peut les supprimer. On les gardera, mais en s'efforçant de les améliorer, « de façon à leur faire rendre le maximum de services utiles. »

« Si la crèche n'existait pas, la femme ouvrière ou employée n'aurait d'autres ressources que celle de mettre son enfant dans une garderie suspecte, ou bien de l'éloigner par le placement en nourrice ou en garde. Le mal serait aggravé, bien loin d'être diminué (1). » (Bué).

1. Bué. *Presse Médicale* « Le pour et le contre des crèches. »

Et Strauss disait (1) : Je suis de ceux qui considèrent que la crèche est irremplaçable dans les conditions qui sont faites à un grand nombre de prolétaires féminins, pour employer l'expression un peu dure dont on se sert dans les discussions politiques. Si les mères peuvent nourrir dans la journée, tant mieux, et il faut faire tous ses efforts pour que l'élevage maternel ne soit pas interrompu. Mais, même si elles ne peuvent qu'élever artificiellement leur enfant, il serait désirable de soumettre cet élevage à une discipline, à une surveillance, de transformer les crèches en École des Mères en y donnant des consultations de nourrissons. Ce serait déjà un bienfait considérable que de se prémunir contre la gastro-entérite, contre la diarrhée infantile, et d'avoir seulement à se défendre contre les épidémies saisonnières, dont malheureusement aucune agglomération enfantine n'est préservée. »

Mais la crèche ne remplira véritablement son but philanthropique et social qu'à la condition d'être aussi économique que possible, ce qui en assurera la généralisation, et de permettre l'allaitement maternel, ce qui sera le seul moyen, tout en resserrant les liens de la famille ouvrière, de sauver le plus d'enfants possible. C'est le but que poursuit et atteint la crèche industrielle.

1. STRAUSS, Discours. Œuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes.

CHAPITRE VI

La crèche de l'avenir : Crèche industrielle

Ce qui frappe, et nous avons insisté sur ce fait au cours de notre chapitre I^{er}, c'est que la mortalité infantile est surtout énorme dans les centres industriels. Elle n'y est cependant pas égale pour tous les enfants indistinctement, mais sévit de préférence sur ceux dont les mères travaillent à l'usine. Le tableau suivant emprunté à M. le Professeur Lemièrre, le fait ressortir nettement (1). Il a été relevé sur les registres du bureau d'hygiène de la ville de Lille.

La mortalité chez les enfants des ouvrières des usines dépasse donc de 50,39 0/00 la mortalité globale des enfants à Lille, et de 67,89 0/00 la mortalité des enfants dont les mères restent chez elles. Les plus atteints, ce sont les enfants des femmes employées dans les filatures de lin, la grande industrie lilloise, puisque, en 1900,

1. Communication au Congrès d'Hygiène sociale de Montpellier (Mai 1905).

MORTALITÉ INFANTILE DE 0 A 1 AN A LILLE

Sur 1000 naissances, en tenant compte de la profession de la mère.

Années	Mortalité infantile globale	MÈRES EMPLOYÉES A L'USINE				Mères employées à l'atelier	Total pour les enfants travaillant hors de chez elles	Ouvrières à domicile	Femmes sans profession	Mortalité totale pour les enfants des mères restant à domicile
		Filature de lin	Filature de coton	Tissage	Total					
1900.....	234.9	387.5	271.96	227.27	342.75	145.56	260.2	273.40	49.74	223.68
1901.....	220.59	370.5	285 »	303.3	319.6	227.5	296.5	233.9	54.5	144.2
1902.....	221.3	312.27	113.56	216.78	253.27	164.89	233.43	247.77	92.61	216.49
1903.....	218.79	288.15	111.74	165.64	238.78	166.23	223.55	235.94	139.79	216.58
1904.....	217.46	238.69	147.49	151.51	210.59	167.25	203.19	232.65	195.46	224.56
Moyenne des 5 années..	222.6	299.33	185.95	212.90	272.99	174.28	243.37	244.73	106.42	205.10

il en est mort 387,5 0/00, chiffre qui dépasse de 152,15 0/00 la mortalité infantile globale.

« Donc, à Lille, en 1900, conclut M. Lemièrre, sur 100 enfants nés de mères employées dans les filatures de lin, près de 40 ont succombé avant l'âge de 1 an. »

Des résultats identiques sont fournis par le Dr Gilbert (1), qui nous rend compte d'une vaste enquête faite par le Ministère de l'Industrie et du travail, en Belgique.

L'industrie linière occupe en Belgique 12.275 personnes, dont 8.264 pour la ville de Gand seule, ce qui représente 67,32 0/0 de la population totale employée dans cette industrie, en Belgique. Parmi ces personnes, il y a 8.790 femmes, soit 76,61 0 0, et parmi elles, 2.599 seulement ont eu des grossesses. Elles ont donné le jour à 6.313 enfants, soit 2,42 par mère, et 3.254 ont succombé avant l'âge de 3 ans, soit 51,56 0/0 au lieu de 24,12 0/0, chiffre de la moyenne générale du pays. Enfin 1.177, soit 18 0/0, ont succombé avant l'âge de un mois.

Il y a eu avortement ou mortinatalité dans 6,34 0/0 des cas, au lieu de 4,5 0/0, la moyenne générale.

Le Dr Verhaege (2) nous apprend aussi que, chez les ouvriers de l'industrie textile de l'arrondissement de Lille, la mortalité infantile atteint le taux de 38,46 0/0 des naissances. De plus, 48,4 0/0 des décès sont dus à l'athrepsie et à la gastro-entérite.

1. Les filatures de lin; étude d'hygiène profess.Bruxelles,1902.

2. Dr VERHAEGE, *Revue d'hygiène*, 1901.

La mortalité chez les enfants des ouvriers mariés travaillant dans les filatures atteint 35,8 0/0 ; chez les enfants des ouvrières mariées, de la même industrie, elle est de 48,48 0 0.

La différence vient de ce que la mère, dans le premier cas, reste parfois à son domicile, soit dans 22,97 0 0 des cas. Les enfants des filles-mères sont bien plus exposés encore puisqu'il en meurt 60 0/0. C'est là un effet de l'illégitimité, les enfants « étant toujours une charge pour la fille-mère qui, dans bien des cas, ne demande qu'à s'en débarrasser. »

Les filles-mères, n'ayant personne pour les secourir pendant les suites de couches et après, sont obligées, pour vivre et pour subvenir aux besoins de leurs enfants, de retourner plus tôt à l'usine et de travailler davantage.

Il est inutile d'insister sur la cause, bien connue, de la mortalité infantile ; elle est surtout la conséquence d'affections du tube digestif, résultant de l'alimentation défectueuse du jeune enfant. Le seul remède social efficace, c'est l'allaitement maternel ; il est admis par tous aujourd'hui.

Or, les mères, qui sont à peu près toutes de bonnes nourrices, ne peuvent pas, en général, dans l'industrie, élever elles-mêmes leurs enfants, par suite des conditions sociales actuelles : elles sont obligées de retourner dans les fabriques et les usines. Le nombre de ces femmes est considérable dans toutes les grandes villes industrielles. « En 1896, il y eut à Lille 6.285 nais-

sances ; 1953 enfants, près du tiers, ne pouvaient être nourris au sein par leurs mères. » (Roger Mesnil).

« Un tel état social, qui ne permet pas à la mère d'allaiter son enfant, est mauvais, disait M. le professeur Budin à la tribune de l'Académie de médecine ; il est mauvais au point de vue moral, il est mauvais au point de vue de l'intérêt général du pays. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour empêcher les nouveau-nés de mourir, pour empêcher les enfants de succomber dans les premières années de leur existence. »

N'existe-t-il pas, en effet, de remède à ce triste état de choses ? Ne pourrait-on parvenir à abaisser ce taux effrayant de la mortalité infantile, dans les populations industrielles ?

Ce qui fait la difficulté du problème, c'est le grand nombre de femmes à protéger, c'est le grand nombre d'enfants à sauver. Le Dr Roger estime le nombre d'ouvrières employées dans l'industrie à 2.178.894, dont 1.476.139 âgées de 18 à 44 ans. Sur ce total, 421.163, dont 247.517 âgées de 18 à 44 ans, sont employées dans l'industrie textile.

M. Kraethe Schirmacker, agrégé de l'Université (1), a publié, dans la *Gazette de Gynécologie*, un travail sur la femme dans la société. Il estime que l'industrie occupe 1.888.947 femmes ; le commerce 571.079 ; le service domestique 737.460 ; les mines et les carrières

1. Cité dans la thèse du Dr LÉVESQUE.

4.759 ; les professions libérales 138.460 ; les spectacles et les agences 12.645 ; etc.

La solution de cet important problème social serait toute trouvée, si la femme pouvait se consacrer aux soins du ménage et à l'élevage de ses enfants, par suite du salaire suffisant pour tous, du père de famille. Ce serait l'idéal. Mais cette condition n'est pas près de se réaliser.

Une solution encore, ce serait l'abandon des grandes usines qui détruisent la vie de famille, et le retour à l'atelier familial. La question est très sérieusement étudiée dans plus d'un centre manufacturier. « Les petits moteurs à explosion, le transport de la force électrique ont permis, dans certaines industries, — bonneterie, par exemple — de confier des métiers à des familles d'ouvriers établies à la campagne. » (A. Binet).

Nous signalerons un essai intéressant dans ce sens tenté par la Société Anonyme des Tissages d'Haubourdin, aux portes de Lille. Les patrons ont construit un premier groupe de dix-sept maisons terminées depuis deux ans, et sont en train d'élever un second groupe absolument semblable. Chaque maison se compose d'une habitation ouvrière, hygiénique, à bon marché, dont on trouvera la description dans la thèse de notre ami, le D^r Dumont (1). Dans le fond de chaque habitation et dépendant de celle-ci, se trouve un petit atelier

1. Les habitations ouvrières dans les grands centres industriels et plus particulièrement dans la région du Nord. *Thèse, Paris, 1905.*

où est installé un métier à tisser à la Jacquard, actionné par un petit moteur électrique ; la force électrique est transmise à distance par un câble relié à l'usine centrale. Le mari travaille à son métier, tisse les étoffes de meublement (rideaux, tapis de table, etc.) ; la femme termine à la main certaines pièces.

Nous avons voulu citer cet exemple parce qu'il démontre que, même pour certaines usines importantes, le travail à domicile et l'atelier familial ne sont pas une utopie, et aussi parce que nous avons pu les visiter nous-même.

Il serait à souhaiter que des exemples de ce genre fussent suivis par un certain nombre d'industriels.

Nous croyons cependant avec le D^r Lévesque que le jour où la grande usine sera l'exception est encore loin, si toutefois, il revient jamais.

Il faut donc trouver une autre solution, plus pratique dans l'état social actuel.

M. le D^r Morel, maire de Villiers-le-Duc, est parvenu, au moyen de mesures de protection de la femme pendant la période de l'accouchement et de l'allaitement, à supprimer la mortalité des nourrissons dans sa commune. Ces mesures sont les suivantes :

Les femmes enceintes nécessiteuses sont assistées par la commune pourvu qu'elles déclarent leur grossesse au septième mois. Une sage-femme la visite et fait un rapport au maire qui envoie un médecin si c'est nécessaire. L'accouchée nécessiteuse reçoit un secours d'un franc pendant dix jours, si elle reste au lit.

Toute nourrice doit être pourvue d'un appareil stérilisateur si elle ne nourrit pas au sein. Le nourrisson devra être pesé tous les quinze jours, à la mairie ou à domicile. En cas de maladie du bébé, la mairie devra être avertie dans les vingt-quatre heures. Toute nourrice, allaitant soit au sein, soit au biberon, son enfant ou un nourrisson, et qui présentera son enfant en bonne santé à l'âge d'un an aura droit à une gratification de deux francs par mois, pendant la durée de l'élevage (1).

La mortalité des enfants de 0 à 1 an, à Villiers-le-Duc, sur 54 nouveau-nés a été nulle de 1893 à 1903, alors qu'elle avait été en moyenne de 22 0/0, pendant la période décennale précédente.

« Je n'hésite pas à dire que cet arrêté est l'œuvre d'un bon citoyen, d'un vrai philanthrope et d'un économiste éclairé. Sans rien demander à l'État, n'ayant recours qu'à l'assistance de la commune, M. Morel a réalisé, de la façon la plus simple et la plus intelligente, la véritable assistance médicale au point de vue de la puériculture. » (Pinard).

Au Creusot aussi, des philanthropes se sont mis à l'œuvre pour tenter l'amélioration du sort des nouveau-nés et de leurs mères. Il a été rendu compte de ces essais dans une « note sur les causes de la faible mortalité infantile dans la ville industrielle du Creusot », note qui fut présentée à la tribune de l'Académie de Médecine, par le professeur Pinard (2). Au Creusot,

1. *Thèse*, CHAMPION.

2. *Annales d'obstétrique et de Gynécologie*, 1905.

l'on s'occupe beaucoup de perfectionner l'hygiène des rues et des habitations ; on accorde aux ouvriers la gratuité du secours médical et pharmaceutique ; mais « le facteur principal, tout-puissant, qui y empêche les enfants de mourir dans leur première année, c'est l'élévation du salaire, qui, comme l'ont si bien dit M. Lapres, le D^r Bréau et le D^r Variot, permet aux femmes de se consacrer librement à leur mission maternelle... Au Creusot, presque toutes les mères (plus de 80 0/0, D^r Bréau) allaitent leurs enfants. Cela dit tout. » (Pignard).

Il y a plus encore. Au Creusot, aucune ouvrière ne descend plus dans la mine, quatorze femmes mariées seulement sont occupées dans les ateliers ; « les futures mères cessent leur travail et reçoivent l'assistance vers le cinquième mois environ de leur grossesse, c'est-à-dire, dès que cette dernière est évidente et apparente. » En outre, les accouchées ne sont réadmissées au travail qu'à la condition, certifiée par le médecin, qu'elles ne nuisent ni à leur santé, ni à celle de leurs enfants.

M. Bonnier (1), grand manufacturier, a fait également œuvre d'assistance sociale en établissant en 1894, sur le modèle de la mutualité maternelle de Paris, la Mutualité maternelle de Vienne et de l'Isère. Ouverte à toutes les ouvrières de la ville, elle a assisté 700 femmes en dix ans. Les enfants sont vaccinés et suivis, grâce à l'établissement d'une consultation de nourris-

1. *Bulletin de l'Académie de Médecine*. Séance 10 janvier 1905.

sons qui fonctionne régulièrement deux fois par semaine. Le nombre des enfants présentés en 1903 a été de 302. On y favorise aussi l'allaitement maternel par des primes en argent et en nature. La mortalité infantile s'est abaissée progressivement, depuis 1894, de 21,9 0/0 à 7,7 0/0, en 1901.

On ne peut qu'applaudir à de pareilles initiatives, qui ont déjà donné des résultats. Il est seulement regrettable que ces moyens ne soient pas applicables partout. Les mesures prises dans la commune de Villiers-le-Duc sont appropriées à une population rurale. La mutualité maternelle ne saurait être trop répandue, mais elle dépend de l'initiative et de la bonne volonté des ouvrières elles-mêmes ; la solidarité n'est pas encore assez bien comprise pour qu'une telle œuvre puisse se soutenir sans le secours de la charité. Quant aux résultats obtenus au Creusot, ils sont en rapport avec la suppression du travail de la femme et nous avons insisté, il y a un instant, sur ce qu'il y aurait d'utopique à espérer, à l'heure actuelle, pareille solution.

Puisque, dans la majorité des cas, les conditions sociales forcent la femme à aller travailler loin de son domicile, il s'en suit que, dès les premières semaines de la vie, l'enfant est privé des soins de sa mère. C'est, devant les inconvénients de pareilles situations, devant les dangers que courait l'enfant confié à des femmes ignorantes, négligentes et malpropres, que Marbeau fut ému et conçut l'idée de la crèche.

Tout le monde reconnaît que l'enfant, privé de sa mère, ne peut être placé dans de meilleures conditions

qu'à la crèche. Pour qu'il n'y courre aucun danger, il suffit d'y prendre les précautions nécessaires pour éviter la contagion, la meilleure de toutes étant de proscrire, autant que possible, les vastes crèches, et de multiplier les établissements qui ne recueillent que quelques enfants. Enfin, il faut que la crèche soit installée dans de telles conditions que l'allaitement maternel soit possible pour toute ouvrière bien portante.

Au sujet de l'allaitement des nourrissons, dans la classe des travailleurs, les médecins professent des opinions différentes. Les uns avec M. Pinard estiment qu'une seule solution est humaine, normale et efficace, c'est de ne jamais séparer la mère de son enfant. C'est là le but à poursuivre. Tout le reste sera le plus souvent stérile, et toujours coûteux. « Élevez les subventions aux sociétés d'allaitement maternel, augmentez les secours donnés aux mères nécessiteuses, créez des établissements où seront admises les mères avec les enfants... »

Les autres, et ce sont les plus nombreux, se plient aux nécessités de la vie moderne qui, trop souvent, éloignent la mère de son nourrisson. Qu'on le regrette ou non, les conditions sociales deviennent telles que, de plus en plus, la femme délaisse son foyer pour « participer avec l'homme, au gain journalier qui assure le budget du ménage. » La mère à qui confiera-t-elle son enfant pendant qu'elle est à l'atelier ? La crèche s'y emploie. Celle-ci ne se contente pas de placer l'enfant dans les meilleures conditions hygiéniques possibles et de lui assurer des soins intelligents et dévoués ;

elle pousse encore à l'allaitement maternel. Les directrices des crèches, les médecins et les dames patronnesses, tous ceux, en un mot qui s'intéressent directement à l'œuvre, se préoccupent de faire valoir la supériorité de l'allaitement au sein, et engagent les mères à venir nourrir leurs enfants, dans la journée. Ils y arrivent rarement. Les ateliers, en effet, sont souvent trop éloignés des crèches pour qu'il soit permis à la mère de s'y rendre plusieurs fois durant son travail. La perte de temps, occasionnée de la sorte, serait trop considérable, sans compter que l'ouvrière qui se livre à un dur labeur, serait vite fatiguée de ces allées et venues répétées.

L'allaitement maternel est donc le plus souvent rendu impossible pour raison de distance ; il l'est d'autant plus que la mère choisit presque toujours, pour y déposer son enfant, la crèche proche de son domicile et non du lieu de son travail.

On a préconisé pour ces femmes l'allaitement mixte. L'enfant recevrait à la crèche du bon lait pendant la journée, et, la nuit, il prendrait le sein de sa mère. Les résultats ainsi obtenus, pensait-on, ne manqueraient pas d'être de beaucoup supérieurs à ceux de l'allaitement artificiel pur, sans compter qu'on éviterait aux nourrissons d'être gavés, chez leurs parents, de lait de qualité douteuse.

La réalité n'a pas justifié ces prévisions. C'est qu'en effet la femme qui ne nourrit pas d'une façon régulière, devient rapidement une nourrice médiocre ; le plus souvent même, elle ne tarde pas à perdre complètement

son lait : rien ne trouble l'activité physiologique du sein comme les tétées espacées. Ou bien encore si, dans les débuts, la mère est excellente nourrice, elle souffrira cruellement, toute la journée, de ses seins gorgés de lait, et bientôt, pour éviter toute gêne et toute douleur, elle se décidera à sevrer son enfant. A ce moment, d'ailleurs, il n'est pas rare que l'enfant présente déjà des troubles digestifs dus à la suralimentation. Après les trois ou quatre biberons, ou plus encore, de la crèche, il prend le soir, des tétées extrêmement copieuses et reste toute la nuit « pendu » aux seins gonflés de lait.

Dans ces conditions l'allaitement mixte est difficile à conduire. Il est peut-être, comme le dit Binet, le mode d'élevage qui demande le plus de surveillance. Aussi n'est-il guère possible à la crèche. C'est pourquoi certains auteurs et, en particulier, Binet, veulent rendre l'allaitement maternel obligatoire.

« L'obligation de l'allaitement maternel serait enregistrée par la loi comme elle enregistre un certain nombre de devoirs moraux qui semblent cependant indiscutables et imprescriptibles, même sans cette affirmation légale... »

Des sanctions pénales pourraient être prévues, analogues à celles que prévoit la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire (art. 12, 13 et 14) qui édicte les peines suivantes : 1° Affichage à la mairie ; 2° Amende de 11 à 15 francs (art. 479 Code Pénal) ; 3° Emprisonnement pendant cinq jours au plus (art. 480, *id.*).

De même que ces pénalités sont rarement, sinon jamais

appliquées, de même pourrait-on apporter une très large tolérance dans l'application de la loi que nous souhaitons. » (Binet).

Qui jugera de l'impossibilité où est la mère d'allaiter? Nommera-t-on des médecins-inspecteurs ? Le médecin traitant, dont les avis sur le meilleur mode d'alimentation du nourrisson ne seront pas suivis, devra-t-il se porter dénonciateur ?

Nous voyons bien la possibilité de faire voter une loi qui rendra l'allaitement maternel obligatoire, mais nous ne voyons guère la possibilité de la faire appliquer. Il est d'ailleurs toujours dangereux d'imposer par une loi des obligations qui ne sont pas conformes aux mœurs, car alors chacun cherche à s'y soustraire et nous ne voyons guère le moyen de créer un système inquisitorial et vexatoire qui pourra découvrir toutes les fraudes et toutes les infractions.

Nous ne croyons donc pas qu'il soit possible de rendre l'allaitement maternel obligatoire. Néanmoins, puisque c'est là le seul remède efficace contre la mortalité infantile, il faut au moins faire tous ses efforts, si on ne peut pas rendre cet allaitement obligatoire, pour que toute mère de famille ait la possibilité et même la facilité de remplir ce devoir dans tous les cas.

Les crèches encouragent l'allaitement maternel, mais il faut pour cela qu'elles donnent toutes les facilités à la mère. Le règlement de la crèche de Limoges dit : « La mère qui nourrit son enfant au sein pourra venir allaiter deux fois par jour, de midi à une 1 h. 1 2 et le soir de quatre à cinq heures. »

Ce règlement est évidemment défectueux, et la crèche devrait être ouverte à toute heure à l'ouvrière qui veut allaiter son enfant, car celle-ci est rarement libre de choisir son moment. On objectera que ces allées et venues à tout moment de la journée peuvent troubler le fonctionnement normal de la crèche.

C'est pourquoi il convient d'y installer une salle d'allaitement, qui sera, seule, ouverte à toute heure aux mères, et dans laquelle on leur apportera leurs enfants pour les allaiter.

Mais même lorsque la crèche est largement ouverte aux mères, celles-ci rencontreront souvent encore un obstacle invincible dans la difficulté où elles se trouvent de pouvoir quitter leur travail plusieurs fois dans la journée.

Cependant, il est possible d'arriver partout à une solution pratique, puisque certains industriels ont déjà trouvé moyen de résoudre ce problème.

Il faut d'abord que l'employeur consente à ce que la mère de famille perde deux ou trois fois dans la journée un quart d'heure pour aller donner le sein à son enfant. Ceci ne peut être obtenu d'une façon pratique qu'à la condition que l'interruption du travail ne soit pas trop prolongée et, par suite, que l'enfant soit gardé à proximité de l'usine.

Dès lors, diverses solutions peuvent se présenter :

1° L'atelier est situé à proximité d'une crèche existante, municipale ou privée. La femme pourra y déposer son enfant et il suffira que son patron consente à ce qu'elle s'absente deux fois dans la journée.

2° Cette crèche n'existe pas à proximité de l'usine. Dès lors encore, la solution du problème peut être obtenue de deux façons.

a). — L'industriel réservera une petite salle, dite chambre de nourrice ; la mère pourra s'y rendre à heure fixe et s'y fera apporter son enfant du dehors, pour l'allaiter.

Cette solution n'est pas la meilleure, car l'enfant pourra avoir à souffrir de ces multiples voyages, surtout en hiver ; de plus l'ouvrière devra trouver quelqu'un à qui confier son enfant pendant son absence et chargé de le lui apporter. On peut dire aussi que la personne chargée de veiller sur l'enfant, pourra le soigner plus ou moins bien, en tous cas les soins seront moins intelligemment donnés qu'à la crèche.

Cette solution ne peut être qu'un pis-aller, mais nous reconnaissons qu'elle peut s'imposer et constituer déjà un réel progrès, pour les petits ateliers où le nombre des femmes employées est trop faible pour assurer le fonctionnement d'une crèche.

b). — La solution, de beaucoup la meilleure, ce serait que l'industriel, employant un certain nombre de femmes, fonde lui-même une crèche, soit à l'intérieur de l'usine, soit tout à fait à proximité de celle-ci.

Ce sont ces institutions, que l'on a nommées crèches industrielles ou nourriceries industrielles. Binet, Champion, Mézie, Lévesque, dans leur thèse, Budin, à l'Académie de médecine, Pinard, dans un grand nombre de

conférences et d'articles, ont préconisé cette institution.

Nous décrirons une de ces crèches pour en indiquer les conditions d'installation et le fonctionnement. Nous choisirons celle que nous avons pu visiter et qui, depuis plus de trente-cinq ans qu'elle existe, a été suivie de près, dans son fonctionnement, par notre maître, M. le professeur Lemièrre. C'est celle de MM. Thiriez, père et fils, à Lille. Nous insisterons ensuite sur les quelques particularités intéressantes que peuvent présenter les autres institutions du même genre. Puis nous chercherons à dresser une liste aussi complète que possible des Nourriceries Industrielles.

La crèche de MM. Thiriez, fondée à proximité de leur usine, 102, rue du faubourg de Béthune, date du 27 juin 1870. Elle fait partie d'un ensemble d'œuvres sociales qui « ont d'ailleurs obtenu les plus hautes récompenses à toutes les expositions internationales et ont été l'objet des rapports les plus flatteurs de la part du jury. » Des mesures de protection et d'assistance ont été prises en faveur des femmes enceintes et des accouchées. La femme enceinte, si le médecin déclare qu'un repos lui est utile ou nécessaire, est alors considérée comme une malade et a droit aux indemnités prévues par la caisse de maladie. La nouvelle accouchée ne peut rester à l'usine avant six semaines ; elle touche pendant tout ce temps une indemnité qui peut même lui-être continuée pendant plus longtemps sur l'avis du médecin. Ces indemnités sont prélevées sur une caisse de secours en cas de maladie, très bien organisée et alimentée par le patronat seul.

C'est lorsqu'elles doivent rentrer à l'usine, que les mères déposent leurs enfants à la crèche.

Celle-ci est située en face de l'usine, de sorte que les ouvrières, pour s'y rendre, n'ont que la rue à traverser.

La crèche comprend : un vestibule, une cuisine-salle de bains avec vestiaire, une pouponnière ou salle de jeux, une salle des berceaux et enfin une salle d'allaitement. Il y a, en outre, un préau couvert où les enfants peuvent se tenir et jouer pendant les journées chaudes.

Toutes ces pièces, en particulier, la pouponnière et la salle des berceaux, sont vastes, claires, aérées, établies enfin suivant les dernières prescriptions hygiéniques.

Le matin, en se rendant à leur travail, les mères déposent leurs enfants à la crèche, qui est dirigée par les Sœurs de Saint-Vincent de Paul. La directrice les reçoit et les examine soigneusement. Elle écarte tout enfant suspect, qui est mis en observation et soumis à l'examen du médecin.

Dès l'arrivée, on procède à la toilette des enfants ; on les lave, on les nettoye, on les baigne même, s'il y a lieu. On leur met des vêtements spéciaux restant dans la maison. Les différentes pièces de leur trousseau, le linge, peigne, brosses, etc., sont numérotées et réunies dans une case spéciale. Toutes les semaines, le médecin de la crèche examine systématiquement tous les enfants, et mentionne ses observations sur un registre spécial.

La crèche est gratuite, mais elle ne reçoit que les enfants des ouvriers de la maison, qui doivent être

allaités par leur mère ; on ne fait d'exception que pour les enfants dont le médecin déclare les mères incapables de nourrir. Les ouvrières sont autorisées à quitter leur travail pour aller allaiter leur enfant vers 9 heures et vers 4 heures. Elles donnent également le sein au moment où elles déposent leur enfant à la crèche pendant le repos réglementaire de midi, le soir, au moment où elles vont le reprendre, et enfin pendant la nuit. De cette façon, l'allaitement maternel exclusif reste la règle presque pendant tout le cours de la première année, et ce n'est qu'à partir de cet âge que l'on donne, dans l'intervalle, le biberon.

Les ouvrières ne subissent aucune retenue sur leur salaire pour la perte de temps occasionnée par les deux arrêts du travail, lorsqu'elles vont, suivant la pittoresque expression des ouvriers de la maison, « porter le sein. »

La crèche était ouverte aux enfants de 3 mois à 3 ans. Puisque la mère n'est astreinte qu'à un repos payé de six semaines, on peut se demander ce que deviennent les enfants entre l'âge de six semaines et de trois mois.

Il nous fut répondu que l'on n'avait pas osé imposer un repos de trois mois, mais que l'on désirait faire comprendre aux mères, qu'au moins pendant les trois premiers mois de la vie, leur présence était indispensable près de leur enfant ; dans la pratique, la jeune mère demande presque toujours une prolongation de repos de six semaines, qu'on ne lui refuse jamais.

Jadis la crèche comprenait 30 places. Elle peut rece-

voir aujourd'hui 40 enfants et on les garde jusqu'à 4 ans, parce que la loi sur les associations a obligé à fermer la garderie qui était rattachée à une école maternelle. On rend donc le service aux mères de soigner leur enfant jusqu'au moment où elles peuvent le confier à l'école.

Une autre nourricerie industrielle dont on a beaucoup parlé dans ces derniers temps, c'est celle de M. Hayem, ouverte le 1^{er} janvier 1904, dans sa chemiserie du boulevard Voltaire, à Paris.

L'organisation en fut confiée au D^r Paquy, ancien chef de clinique du professeur Pinard.

« Une grande pièce de la fabrique, parfaitement exposée et éclairée par de vastes baies, fut mise à la disposition du docteur, et la salle des bébés y fut établie presque luxueusement, bien qu'à peu de frais. J'ai visité cette garderie. C'est clair, c'est gai, c'est riant : tout blanc et tout rose. Les mères sont joyeuses, les bébés bien portants et très calmes, dans leurs petits lits de fer, bien blancs, garnis de couvertures roses. Le chauffage a été organisé à la vapeur, système le plus constant et aussi le plus économique, à raison des moyens dont on dispose dans une fabrique. Le chauffe-bains, très complet, est également chauffé à la vapeur, et l'électricité fournit l'éclairage. C'est propre à souhait confortable autant qu'il se peut, et d'une sobre élégance. Or le tout est revenu fort exactement à la somme modique de 2.120 fr.75.

Regardons, à présent, car cet article est écrit uniquement dans un but pratique, quel est le fonctionnement de la garderie.

Arrivé à la fabrique en compagnie de sa mère, l'enfant est

monté dans la salle des bébés et remis à la garde qui le place tout habillé, dans l'une des corbeilles. On le déshabille ensuite, puis on place ses vêtements dans une boîte de carton que l'on dépose en dehors de la pièce. Déshabille, on le baigne, on le savonne, on l'emmailote avec le trousseau de la garderie, et on le place dans son petit lit. Toutes les trois heures, à 8 h. 40, à 11 h. 40, à 2 h. 40 et 5 h. 40, les mères quittent l'atelier et viennent allaiter leur enfant. L'infirmière ne quitte jamais la garderie, change les bébés quand ils en ont besoin, les pèse tous les huit jours, et consigne sur un registre spécial, les incidents de la semaine, qui sont placés sous les yeux du Dr Paquy à chacune de ces visites... »

Cet intéressant article de Henri de Weindel, paru dans la *Vie illustrée*, montre parfaitement l'installation et le fonctionnement de la garderie de M. Hayem. C'est pourquoi, nous avons cru bon d'en reproduire ici un assez long extrait.

Le philanthrope du boulevard Voltaire et M. Paquy ont voulu doter leur usine de Romorantin d'une nourricerie semblable; elle fonctionne depuis le 15 septembre 1904.

La crèche, ouverte en 1904 par la Société anonyme des Papeteries du Souche, d'Anould (Vosges), a été construite pour cinquante enfants. Bâtie au milieu d'un vaste espace libre, elle comprend :

a). — Au sous-sol, une salle de désinfection et une buanderie ;

b). — Au rez-de-chaussée, une pouponnière et une salle de dortoir, largement aérées par des impostes

munies d'un système d'ouverture réglable, et, aussi, par deux cheminées de ventilation avec appel d'air à l'aide d'une flamme.

Il existe, en outre, une salle d'allaitement, dans laquelle tous les enfants sont déshabillés à leur arrivée, avant d'être introduits dans la crèche. Leurs effets sont envoyés directement par une trémie dans le sous-sol, où ils sont nettoyés si cela est nécessaire. C'est dans cette salle que l'on apporte plusieurs fois par jour, les enfants aux mères qui viennent allaiter, celles-ci ne pénétrant jamais dans la crèche proprement dite.

Au rez-de-chaussée également, se trouve un lavabosalle de bains, avec un casier de cinquante places, dans lequel sont déposés les effets de toilette de chaque enfant.

La crèche comprend encore une lingerie, une cuisine, un cabinet de docteur et une salle d'isolement.

La crèche est pourvue abondamment d'eau de rivière et d'eau potable. Les matières usées sont envoyés dans une fosse Mouras.

Tout l'établissement est chauffé à la vapeur, à basse pression, et éclairé à l'électricité.

Dans la grande salle, chaque enfant dispose d'une surface de 3 m. 36 et d'un cubage de 15 m. 12.

Il y a en outre une terrasse où les enfants peuvent séjourner pendant l'été.

La construction et l'aménagement, mobilier compris, ont coûté 45.236 fr. 20.

D'après Champion, la première nourricerie indus-

trielle aurait été ouverte à Reims, par M. Lelarge, en 1877.

Nos renseignements nous permettent de dire que cette crèche n'existe plus à l'heure actuelle.

Binet et Lévesque considèrent que la première crèche industrielle a été fondée par MM. J. Thiriez père et fils, le 27 juin 1870.

Les renseignements nouveaux nous permettent de dire que la crèche industrielle de la Faïencerie de Choisy-le-Roi date de 1867, et celle du Familistère de Guise (Aisne), de 1869. (*Voir les tableaux suivants.*)

CRÈCHES D'USINE

CRÈCHES	NOMBRE DE BERCEAUX	JOURNÉES DE PRÉSENCE	FRAIS D'ENTRE- TIEN	Prix du revient de la journée	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
1. Faïencerie de <i>Choisy-le-Roi</i> ; fondée en 1867.	30 d'abord 20 plus tard	4.159 en 1904	4.770.08 en 1904	1.14	On reçoit les enfants de 2 mois à 3 ans. Elle est réservée uniquement aux enfants dont les mères travaillent à la faïencerie et qui peuvent venir allaiter matin et soir, et à des heures fixes pendant le travail. Enfants allaités, gratuitement ; les autres 0 fr. 30 par jour.
2. Familistère de <i>Guise</i> ; fon- dée en 1869.	42	5.285	4.441.95	0.84	Réservée aux enfants des mères qui habitent le familistère, même de celles qui ne travaillent pas à l'usine. Gratuite. Vingt places suffiraient.
3. <i>Lille</i> . Thiriez père et fils ; fondée le 27 juin 1870.	30, puis 40	11.776 en 1904	4.640.85	0.39	Réservée aux enfants des ouvrières de 3 mois à 4 ans. Les mères viennent donner le sein 3 fois par jour, plus le matin et le soir. Elles sont astreintes à un repos payé de six semaines après leurs couches. Gratuite. Les dépenses ne comprennent pas la location de l'immeuble, plus les frais généraux (impôts, éclairage, chauffage, eau, etc).
4. <i>Reims</i> . Le- large, 1877.					Une seule femme l'aurait fréquentée (Ballet). M. Lelarge nous écrit que sa crèche n'existe plus.
5. <i>Angoulême</i> . Papeterie La- roche-Joubert, 1880.	40	10.955	4.000	0.32	La société possède trois usines ayant chacune leur crèche : à Angoulême, à l'Escalier et à Bassol. Les mères viennent allaiter aussi souvent que le travail de l'usine le permet. Rétribution 0 fr. 10 par jour. Les enfants y sont reçus à partir de 3 semaines, mais seulement s'ils sont allaités par leurs mères.
6. <i>Compagnie du Chemin de fer de l'Ouest</i> , 1880.					Crèches où sont reçus les enfants de ses employés (Lèves-que).
7. <i>Seydoux</i> , Sie- beer et C ^{ie} , au Cateau (Nord); fondée en 1886.	40				Réservée aux ouvrières de la manufacture.

CRÈCHES D'USINE

CRÈCHES	NOMBRE DE BERCEAUX	JOURNÉES DE PRÉSENCE	FRAIS D'ENTRE- TIEN	Prix du revient de la journée	RENSEIGNEMENTS
					COMPLÉMENTAIRES
8. <i>Les Moulins</i> . Etablissement Gévelot, 1 ^{er} septembre 1889.	25	5,562 en 1902	3,656,75	0.65	N'est pas exclusivement réservée aux ouvrières de l'usine : Enfants de 15 jours à 3 ans ; les mères disposent d'une demi-heure matin et soir pendant le travail pour allaiter leurs enfants. Une surveillance médicale régulière est exercée sur la crèche. Rétribution 0 fr. 20. Subventions communale et départementale.
9. <i>Senones</i> . Vincent, Bonnier et C ^{ie} , r. de la Gde Muraille, 1 ^{er} nov. 1890.	25	25 en moy. par jour	2,200		La mortalité infantile était de 16 0/0 avant la crèche ; elle est tombée à 2,5 0.0. Reçoit les enfants de 3 mois à 4 ans.
10. <i>Senones</i> . Vincent, Bonnier et C ^{ie} , Cr. Moulins du Houx, 1 ^{er} décembre 1901.	25	25 en moy.	2,000		Non compris la location du bâtiment, enfants de 3 mois à 4 ans.
11. <i>Moyens Moutiers</i> . Vincent, Bonnier et C ^{ie} , 1 ^{er} fév. 1893.	60	60 prés. moy.	3,600		Mortalité de la crèche 2,6 0/0 ; en 1894, pas un seul décès bien qu'une terrible épidémie existât en ville. Trois mois à quatre ans. Non compris frais généraux et loyer.
12. <i>Mounet</i> , Vincent, Bonnier et C ^{ie} , 15 juin 1905	20	10 prés. moy.	1,500		Reçoit enfants de 3 mois à 4 ans. Non compris les frais généraux.
13. <i>Rethel</i> Cr. H. Noiret, 8 janvier 1893.	80	19,475 en 1903		1.125	Enfants de 1 mois à 3 ans. Visite médicale journalière. Reçoit les enfants de toute la ville. Gratuite. La construction par M. Noiret, industriel, sur un terrain appartenant à la ville, a coûté 240.000 francs. Elle donne les meilleurs résultats.
14. <i>Baccarrat</i> . Cristalleries, 1 ^{er} mai 1897.	75	19,060 en 1905		0.319	On y reçoit les enfants de 6 semaines à 6 mois, que les mères travaillent à l'usine ou non. Les femmes usent peu de la faculté d'y venir allaiter leurs enfants. Rétribution 0 fr. 30 par enfant. Indemnité de couches de 40 fr. et repos obligatoire de six semaines après l'accouchement. La Compagnie a à sa charge l'immeuble et les frais généraux.

CRÈCHES D'USINE

CRÈCHES	NOMBRE DE BERCEAUX	JOURNÉES DE PRÉSENCE	FRAIS D'ENTRE- TIEN	Prix du revient de la journée	RENSEIGNEMENTS
					COMPLÉMENTAIRES
15. <i>Tracy-le-Mont</i> . Crèche Sainte-Suzanne. Manufacture Loonen, 8 sept. 1897.	20	1.980	4.220	1 pour l'entre- tien de l'enfant	Réservée aux enfants des ouvrières, de 15 jours à 3 ans. Les mères sont autorisées à aller à la crèche, attendant à la fabrique et fondée par elle, autant de fois qu'il est nécessaire. Rétribution, 0 fr. 20 par jour; mais la mère de famille touche 10 0/0 de salaire supplémentaire. Si l'enfant vient à la crèche, l'industriel paye l'accouchement. Le biberon n'est donné que lorsque la mère est souffrante ou qu'elle n'a pas assez de lait. Visite médicale quotidienne. Crèche désinfectée chaque semaine.
16. <i>Levallois</i> . Roger et Gallet, r. du Bois, 102, nov. 1897.	24	5.240			Ouverte aux enfants de 1 mois à 3 ans, dont l'un des parents, au moins, travaille à la Parfumerie. Les mères sont autorisées à venir une fois le matin et une fois l'après-midi, à 9 heures et à 3 heures, pour allaiter leur enfant. Elles peuvent y venir plus souvent même si le médecin le conseille. Celui-ci fait à la crèche une visite quotidienne. Gratuite.
17. <i>Tracy-le-Mont</i> 1901.					Une nouvelle crèche industrielle a dû être fondée en 1901. (Rapp. de Porak à l'Acad. de méd., 26 déc. 1905).
18. <i>Eloyes</i> (Vosges). Etabliss. Kiener, 6 oct. 1902.	30	8.550		0,77	Mortalité de 10,30 0/0 depuis la fondation, et de 6,82 0/0 dans les 12 derniers mois.
19. <i>Paris</i> . G. Hayem, 145, boul. Voltaire, 1 ^{er} janv. 1904.	5 d'abord 8 ensuite		2.008 en 1904		Uniquement destinée aux enfants des mères qui allaitent elles-mêmes et qui travaillent à la chemiserie, à la condition de venir donner le sein quatre fois par jour. Dirigée par le Dr E. Paquy.
20. <i>Elbœuf</i> . Établiss. Blin et Blin, 1904.					MM. Blin accordent une prime de 100 francs en livrets de caisse d'épargne pris au non de l'enfant, à toute mère qui aura allaité elle-même son nourrisson. Toutes facilités sont accordées aux mères pour aller, aux heures qu'elles détermineront, donner le sein à leurs enfants. La crèche est la

CRÈCHES D'USINE

CRÈCHES	NOMBRE DE BERCEAUX	JOURNÉES DE PRÉSENCE	FRAIS D'ENTRE- TIEN	Prix du revent de la journée	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
21. <i>Troyes Vi-</i> <i>toux</i> , rue de la Paix, 1904.	6 d'abord 3 ensuite				crèche municipale qui se trouve à portée de l'usine. La Société de Secours Mutuels des ouvrières de l'établissement donne à chaque accouchée une somme de 40 fr. avec repos obligatoire d'un mois. 37,7 0/0 des femmes allaitent. Ne recevra les enfants des ouvrières qu'autant qu'ils seront allaités par leurs mères. Ils seront régulièrement surveillés par un médecin. Peu d'enfants la fréquentent, bien qu'on donne toutes facilités à la mère. Elle vient le matin, quand l'enfant est prêt ; l'hiver, on la fait prendre en voiture. Mais on retient une partie du salaire. Les mères préfèrent mettre leur enfant en nourrice parce qu'elles gagnent largement leur vie (3 fr. 50 à 4 fr. par jour).
22. <i>Romorantin.</i> Hayem et Pa- quy, 15 sept. 1904.					Crèche fondée sur le modèle de celle du boulevard Voltaire.
23. <i>Pantin.</i> Par- fum. Pinaud, 1 ^{er} nov. 1904.					Il y a eu huit enfants au début. Dirigée par le D^r Paquy, Jusqu'à présent pas de mortalité, ni de morbidité par gastro-entérite.
24. <i>Issy-les-</i> <i>Moulineaux.</i> Gévelot.	25				Une crèche, où les mères employées à l'usine viennent allaiter leurs enfants pendant la journée, complète les institutions protégeant la maternité dans cette commune : union maternelle, mutualité maternelle, consultation de nourrissons. (D^r Legrand).
25. <i>Anould</i> (Vosges). Pa- peterie du Sou- che, 1 ^{er} août 1904.	50		10,60 par mois et par enfant		Réservée exclusivement aux enfants de 6 semaines à 2 ans, dont les mères travaillent aux usines. Crèche ouverte de 7 heures du matin à 7 heures du soir. Il existe une salle d'allaitement où les mères peuvent venir trois fois par jour, plus souvent même si le médecin le déclare nécessaire.

CRÈCHES D'USINE

CRÈCHES	NOMBRE DE BERCEAUX	JOURNÉES DE PRÉSENCE	FRAIS D'ENTRE- TIEN	Prix du rentier de la journée	RENSEIGNEMENTS
					COMPLÉMENTAIRES
					La rétribution varie avec l'âge de l'enfant et aussi avec son régime (allait. maternel, 0 fr. 05, allait. mixte 0 fr. 07, allait. artif. 0 fr. 10). 0 fr. 15 de 1 à 2 ans. (Pas de loyer).
26. <i>Héricourt.</i>					Crèche industrielle très importante, subventionnée par la municipalité. (Rapport de Porak à l'Académie, 26 décembre 1905).
27. <i>Épinal. Établissement Kullmann.</i>					Il existe une garderie d'enfants. Crèche en projet.
28. <i>Toulouse. Sirven et Widal.</i>					Cette maison aurait une crèche industrielle. (Emonet, Thèse Toulouse, 1905).

CRÈCHES DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT

1. <i>Aix (manuf. d'allumettes).</i>					Subventions à des crèches à proximité.
2. <i>Bègles (manuf. d'allum.).</i>					Dito.
3. <i>Bordeaux (manuf. de tabacs).</i>					Dito.
4. <i>Châteauroux (man. de tab.).</i>					Crèche spéciale établie et entretenue par l'administration, qui demande cependant une légère rétribution aux mères.
5. <i>Dieppe (man. de tabacs).</i>					Crèche spéciale à l'établissement, entretenue par lui. Les ouvrières, étant à la tâche, peuvent donner le sein à volonté.
6. <i>Dijon (m. de tabacs).</i>					Subvention à une crèche voisine.
7. <i>Issy-les-Moulineaux.</i>					Crèche spéciale en projet.

GRÈCHES DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT

CRÈCHES	NOMBRE DE BERCEAUX	JOURNÉES DE PRÉSENCE	FRAIS D'ENTRE- TIEN	Prix du revient de la journée	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
8. <i>Le Havre</i> (m. de tabacs).					Jusqu'à présent, rien.
9. <i>Le Mans</i> (m. de tabacs).	38	8.346	5.663.16		Crèche spéciale, subventionnée par la ville. Rétribution 0 fr. 10. par jour. Surveillance médicale régulière. Les accouchées touchent 50 fr. et doivent se reposer vingt jours. Elles peuvent aller allaiter à la crèche autant de fois qu'elles le désirent. La crèche est annexée à une école maternelle qui reçoit les enfants jusqu'à 6 ans.
10. <i>Lille</i> (man. de tabacs).					Rien.
11. <i>Limoges</i> (m. de tabacs).					Personnel masculin.
12. <i>Lyon</i> (man. de tabacs).					Crèche gratuite à proximité.
13. <i>Marseille</i> (m. de tabacs).					Chambre d'allaitement dans la manufacture, où on apporte les enfants. Subvention à une crèche voisine.
14. <i>Marseille</i> (Prade) (man. d'allumettes).					Rien.
15. <i>Morlaix</i> (m. de tabacs).					Subvention crèche voisine.
16. <i>Nancy</i> (m. de tabacs. Cr. Jeanne Wunschendorff).	40	6.403 en 1902 7.391 en 1903	5.477.05 5.738	0.85 0.77	Ouverte exclusivement aux enfants des ouvrières, de 20 jours à 3 ans. Les mères peuvent y venir allaiter à 10 heures et à 3 heures. La crèche est régulièrement surveillée par un médecin. Indemnité d'accouchement de 30 francs, repos obligatoire de vingt jours après les couches, à moins d'un certificat médical, autorisant la mère à reprendre plus tôt son travail. On réclame 0 fr. 15 par enfant, et 0 fr. 25 pour deux enfants de la même famille.

CRÈCHES DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT

CRÈCHES	NOMBRE DE BERCEAUX	JOURNÉES DE PRÉSENCE	FRAIS D'ENTRE- TIEN	Prix du revient de la journée	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
17. <i>Nantes</i> (m. de tabacs).					Crèche spéciale dans l'établissement. Légère rétribution. Subvention municipale et de l'Etat.
18. <i>Nice</i> (man. de tabacs).					Chambre d'allaitement. On se préoccupe de créer une crèche.
19. <i>Orléans</i> (m. de tabacs).					Crèche spéciale dans la manufacture avec légère rétribution exigée.
20. <i>Pantin-Aubervilliers</i> (m. d'allum.).					Pas de crèche. Subvention à un dispensaire.
21. <i>Pantin</i> (m. de tabacs).					Subvention à une crèche voisine.
22. <i>Paris</i> (Gros-Caillou) (man. de tabacs).					Subvention à une crèche voisine.
23. <i>Reuilly</i> (m. de tabacs).					30 francs à toute accouchée avec repos obligatoire de vingt jours. Subvention à une crèche voisine.
24. <i>Riom</i> (man. de tabacs).					Crèche spéciale avec légère rétribution demandée aux mères.
25. <i>Saintives</i> (m. d'allum.).					Rien.
26. <i>Tonneins</i> (m. de tabacs).					Rien.
27. <i>Toulouse</i> (m. de tabacs), 25 juin 1875.	40	5.892	4.458.51		Crèche spéciale où les ouvrières viennent allaiter à certaines heures. Dans les dépenses indiquées, ne sont pas compris les frais de loyer.
28. <i>Trélazé</i> (m. d'allum.).					Rien.

Comme on le voit, les crèches d'usines se sont multipliées sous l'action éclairée de l'État et de généreux philanthropes. Leur nombre est déjà respectable. Cependant, pour le bien de la classe ouvrière et du pays, on ne saurait trop désirer leur extension et leur généralisation.

Avant de se lancer dans cette voie, les industriels demanderont à quoi ils s'engagent. De ce que nous avons dit, on peut déjà tirer des indications sur la crèche d'usine type.

Pour nous résumer, nous dirons avec le D^r Devé, que « pour être efficaces, les crèches industrielles doivent être situées à l'intérieur de l'usine, si l'espace ou l'hygiène le permet, ou bien, faute de mieux, à proximité de l'atelier. L'éloignement, même minime de la crèche, l'empêcherait de remplir les services qu'on pourrait en attendre... Les crèches d'usines, véritables crèches d'allaitement maternel, ne devraient admettre que des enfants allaités par leurs mères obligées de travailler hors de chez elles. »

Mézie parle aussi de l'installation et du fonctionnement d'une nourricerie industrielle. Voici, d'après lui, ce que doit comprendre une garderie modèle :

1^o *Comme logement* : Deux pièces exposées au midi et éclairées par de larges baies : l'une servant de salle pour les bébés, l'autre réservée à l'allaitement. Des murs complètement peints, un parquet dallé (ou recouvert, tout au moins, de linoléum) pour qu'on puisse facilement les laver.

2° *Comme ameublement :*

Des lits en fer (5 pour 100 ouvrières),
Des corbeilles en osier (avec matelas) en nombre égal aux lits,
Un chauffe-bains,
Une baignoire,
Une table,
Une balance (pèse-bébés),
Des chaises en métal,
Des cartons numérotés (pour le linge de l'enfant),
Une boîte à linge sale,
Une armoire à linge,
Un trousseau complet (y compris la literie) pour chaque enfant,

Le chauffage à la vapeur, l'éclairage à l'électricité, si possible,

3° *Comme fonctionnement.* — On prendra comme directrice une infirmière (à son défaut, une mère intelligente et expérimentée) qui ne quittera jamais la garderie. Les enfants seront déshabillés tous les matins, baignés et emmaillottés avec le linge propre de la garderie. Ils ne reprendront le linge qui leur appartient que le soir à la sortie. Les bébés seront pesés tous les huit jours. On établira leurs courbes, et tous les incidents de la semaine seront consignés sur un registre spécial que visera le médecin. Tout enfant reconnu malade sera immédiatement remis à sa famille. Une fois par semaine, la mère présentera elle-même son nourrisson au médecin attaché à l'établissement.

Pour André Binet, la crèche devra répondre aux conditions suivantes :

1° Être située à l'intérieur ou dans le voisinage immédiat de l'usine

2° N'admettre que les enfants allaités au sein par les ouvrières de l'usine ;

3° Avoir une surveillance médicale régulière ;

4° Enfin être soumise au règlement des crèches de 1897.

Binet, comme Devé, exclut de la nourricerie les enfants allaités au biberon. Il faudrait cependant les admettre, lorsque l'allaitement maternel est reconnu impraticable.

Frank, Keiffer et Maingie (1) sont bien plus exigeants. Voici ce qu'ils disent :

« La protection des nouvelles accouchées et de la première enfance exige que le législateur édicte les dispositions suivantes :

1° Toute usine, fabrique ou atelier utilisant chaque jour régulièrement plus de cinquante ouvrières, sera tenu d'établir une crèche qui ne pourra pas être distante de plus de 300 mètres de la fabrique ;

2° Une crèche pourra être commune aux ouvrières de plusieurs fabriques.

3° Ces crèches seront soumises à une surveillance médicale spéciale :

a). — Quant à l'aménagement convenable des locaux : le nombre de lits sera établi de manière à ce que chaque enfant ait à sa disposition 10 mètres cubes d'air ;

1. L'assurance maternelle. Bruxelles et Paris, 1897.

b). — Quant aux mesures d'hygiène et de propreté des enfants ;

c). — Quant au régime alimentaire ;

4° Il ne pourra être établi dans les crèches aucune distinction entre enfants naturels et enfants légitimes ; tous devront y être admis au même titre et y recevoir un égal traitement ;

5° a). — Les ouvrières-mères seront admises à pénétrer en tout temps dans ces crèches industrielles pour y allaiter leurs enfants ;

b). — Dans tous les cas où il faudra recourir à l'alimentation artificielle, les crèches ne devront employer que du lait stérilisé ;

Ces idées témoignent de cœurs généreux, mais ne sont-elles pas en opposition avec les exigences de la pratique ? A vouloir exiger trop, ne risque-t-on pas de ne pas obtenir assez ?

Les dispositions du paragraphe 5 ne sauraient être prises en considération. S'il est indispensable que les mères aient toutes facilités d'aller allaiter leur enfant à la crèche, on ne saurait admettre, pour le bon fonctionnement de l'usine, des allées et venues trop fréquentes, et que chaque mère soit libre de choisir son heure. Il suffit que le patron, d'accord avec le médecin, fixe des heures déterminées où les mères auront toute liberté pour remplir ce devoir.

Pour ce qui est de la nécessité du lait stérilisé, il faut bien se garder de l'introduire dans une loi, « car trop souvent, au point de vue scientifique, la vérité d'aujourd'hui est l'erreur de demain. » (Lévesque). Déjà on

donne la préférence au lait pasteurisé. Qui sait si bientôt le lait cru aseptique, ne tiendra pas la première place ? Au médecin de la crèche à choisir les procédés qui lui paraissent les meilleurs.

Il est encore une question très importante pour l'industriel, c'est de savoir combien de berceaux devra contenir une nourricerie pour une usine déterminée.

Pour établir ce nombre, le Dr Binet se base sur les statistiques qui, en France, indiquent que le taux des naissances est en moyenne de 2 par an et par 100 individus de tout âge et de tout sexe. Pour une usine de 300 ouvriers, établissement déjà important, il suffirait, d'après lui, de 6 à 8 berceaux.

Nous ne saurions admettre sans conteste qu'une statistique où sont comptés les enfants qui viennent de naître et les enfants de moins de 13 ans, s'applique parfaitement à une population d'usine. Il est évident que la moyenne des naissances pour 100 ouvriers doit dépasser celle donnée pour 100 individus de tout âge. Personne ne contestera non plus que ce chiffre doit varier à l'infini suivant la proportion de chaque sexe dans les 100 individus considérés.

D'après Franck, Keiffer et Maingie, sur 2.591.366 ouvrières industrielles, en France, il y a eu, dans l'année, 165.847 accouchements soit entre 6 et 7 pour 100 ouvrières de tout âge.

De même, en Allemagne, disent-ils, dans les caisses d'assurances, on a constaté que par 100 assurées, il y avait 8 accouchements.

Les établissements Blin et Blin, d'Elbœuf, ont eu 63,

accouchements sur 500 femmes environ, en seize mois ;
Ce qui fait une moyenne de 9,36 par an et pour 100,

Ce chiffre est manifestement plus fort que tous les précédents. Seulement, cela tient peut-être à l'âge spécial des femmes employées.

A Choisy-le-Roi, on compte environ 16 enfants pour 350 femmes. Mais comme on reçoit les enfants jusqu'à 3 ans, le chiffre des accouchements ne doit pas dépasser 5 0/0.

A la Papeterie du Souche, on occupe 274 femmes au-dessus de 16 ans, et il y a chaque année, 20 à 27 enfants admis à la crèche ; ce qui donnerait à peu près une natalité de 9 0/0.

Chez Laroche-Joubert et Cie, le nombre des femmes âgées de plus de 16 ans, travaillant dans les usines, est de 523, et il y a, chaque année, environ 60 entrées à la crèche, ce qui fait environ une natalité de 11 0/0.

A la Chemiserie Hayem, pour 350 ouvrières, on avait installé primitivement 5 berceaux. Ce nombre étant insuffisant, on a dû en ajouter 3 autres.

Chez M. Vitoux, à Troyes, 150 ouvrières donnent le jour à 3 ou 4 enfants, chaque année.

De toutes ces statistiques, il semble résulter qu'en réalité le chiffre probable des berceaux nécessaires serait en moyenne de 4 à 5 pour 100 ouvrières au total, et d'environ 10 0/0 si on ne compte que les ouvrières ayant plus de 16 ans.

CHAPITRE VII

Résultats.

Le principal avantage des crèches industrielles qui, à lui seul, devrait assurer leur succès et en recommander la création, quand bien même elles auraient par ailleurs quelques autres inconvénients, c'est que, pour les ouvrières de la grande industrie, l'allaitement maternel y est non seulement possible, mais de règle.

Puisque la principale cause de mortalité infantile, nous l'avons vu, réside dans l'abandon de l'allaitement maternel, on peut dire *à priori* que les crèches industrielles doivent restreindre, dans une large mesure, cette mortalité.

Nous allons maintenant donner quelques statistiques qui mettront, d'une façon indéniable, en évidence ces résultats.

A Senones, la mortalité infantile était de 16 0/0 avant l'ouverture de la crèche ; elle est tombée depuis à 2,5 0/0.

A Moyen-Moutiers, la mortalité des enfants admis à

la crèche n'est que 2,6 0/0. En 1894, il n'y a pas eu un seul décès, bien qu'une terrible épidémie existât en ville.

La crèche de Baccarat nous écrit : « Les conditions sanitaires, les soins vigilants qui sont donnés aux enfants raréfient les cas de mortalité, aussi bien que les causes de morbidité. Depuis la fondation, la moyenne annuelle des décès, survenus parmi les enfants élevés à l'établissement, est de moins de 2 0/0, et les causes qui les déterminent sont généralement dues à la faiblesse congénitale. »

La nourricerie du Familistère Godin nous dit que la mortalité infantile est sensiblement plus faible dans la population exclusivement ouvrière du familistère, que dans la population totale de la ville de Guise.

Dans l'établissement Blin et Blin, voici les résultats obtenus après seize mois de fonctionnement : 37,7 0/0 des femmes accouchées allaitent. Du 1^{er} avril 1904 au 31 juillet 1905, sur un personnel de 500 femmes environ, il y a eu 63 accouchements : 23 enfants ont été élevés au sein, tous sont vivants ; 38 ont été élevés au biberon avec 8 morts, soit une mortalité de 21,05 0/0.

A la crèche de la Faiëncerie de Choisy-le-Roi, pour 1905, avec un nombre de présences moyennes de 16 enfants par jour, et un nombre de journées de présence de 4.000, il y a eu 2 morts.

Pour la crèche de la Maison Hayem, ouverte le 1^{er} janvier 1904, le D^r Paquy nous apprend qu'il n'a pas eu de décès dans le courant de la première année. Il est vrai qu'elle ne comptait que sept enfants.

A Levallois, pour la crèche de MM. Roger et Gallet, le *Bulletin des Crèches* de 1904, nous dit : « La santé des enfants est bonne ; les mères se conforment aux observations qui leur sont faites pour les soins hygiéniques à donner aux enfants. »

A la crèche Sainte-Suzanne, de Tracy-le-Mont, pendant l'année 1903, le nombre des enfants présents était de 13, le nombre des journées de présence de 1990 ; il n'y a pas eu de décès.

Pour la crèche H. Noiret, à Réthel, le D^r Drapier donne les deux statistiques suivantes :

ANNÉES	Nombre d'enfants ayant fréquenté la crèche	Nombre de décès	Proportion	Proportion des décès en ville parmi les enfants du même âge
1893.....	101	17	17 0/0	30 0 0
1894.....	118	29	22 0/0	22 0 0 rougeole
1895.....	122	15	12 0/0	37 0/0
1896.....	118	11	9 0/0	32 0/0
1897.....	102	8	7,8 0/0	55 0/0

Tableau comparatif de la mortalité des enfants de Réthel, avant la fondation de la crèche et après l'ouverture de la crèche.

Mortalité chez les enfants de un mois à trois ans.

de 1883 à 1889 38 0/0

de 1893 à 1897 (cr. ouverte en 1893. 35 0/0

Différence en faveur de la dernière période 3 0/0

A la crèche de la Papeterie du Souche, d'Anould, qui fonctionne depuis deux ans, on compte, en moyenne, une quarantaine d'enfants présents, chaque année ; et dans ces deux années ; il y a eu quatre décès « causés par la dentition » (?) ; ce qui fait environ une mortalité de 5 0 0 par an.

Aux usines Laroche-Joubert, d'Angoulême, où la crèche date de 1880, il y a eu, en 1905, 60 enfants avec 10.955 journées de présence ; il n'y a pas eu de cas de mort.

Mais nous donnerons surtout la statistique intégrale de la crèche de MM. Julien Thiriez, père et fils. On verra qu'elle est particulièrement intéressante,

Il nous est d'ailleurs impossible de la comparer aux autres statistiques dont nous venons de parler, car la plupart sont incomplètes et ne portent que sur une année ou deux, tandis que la nôtre tient compte de tous les cas observés depuis trente-six ans.

Si nous nous étions bornés à citer les deux dernières années, nous aurions pu dire que sur 22.725 journées de présence, il n'y avait pas eu un seul décès. Nous estimons donc que, pour les hommes de science, notre statistique a une valeur inappréciable.

ANNÉES	ENFANTS PRÉSENTS			TOTAL DES ENTRÉES	DÉCÈS	Age des décédés et Causes des décès
	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 4 ans			
1870.....	6	6	5	17	1	2 ans 1 1/2
1871.....	8	2	1	11	3	8 mois 2 ans 8 mois
1872.....	10	2	2	14	3	10 mois 1 an 18 mois
1873.....	9	2	1	12	4	2 ans 1 2 1 an 18 mois 15 mois
1874.....	10	2	0	12	2	18 mois 10 mois
1875.....	5	2	2	9	2	2 ans 2 mois 17 mois
1876.....	8	3	1	12	3	7 mois 13 mois 2 ans
1877.....	6	6	1	13	4	17 mois 20 mois 15 mois 11 mois
1878.....	8	0	2	10	3	14 mois 2 ans 14 mois
1879.....	3	4	0	7	1	2 ans 1/2
1880.....	4	3	5	12	2	11 mois 18 mois
1881.....	3	3	6	12	0	
1882.....	4	4	4	12	3	10 mois 2 ans 3 mois 13 mois
1883.....	2	1	15	18	3	22 mois 2 ans 1 2 13 mois
1884.....	0	12	15	27	2	3 ans 1/2 3 ans 2 mois
1885.....	4	5	26	35	2	9 mois 3 ans
1886.....	3	3	23	29	3	14 mois 21 mois 3 ans

ANNÉES	ENFANTS PRÉSENTS			TOT. V. DES ENTRÉES	DÉCÈS	Age des décédés et Causes des décès
	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 4 ans			
1887.....	4	10	28	42	3	2 ans 1 an 2 ans 1/2
1888	9	6	30	45	3	8 mois 2 ans 8 mois 3 ans 4 mois
1889.....	4	7	20	31	4	2 ans 1 2 20 mois 2 ans 20 mois
1890.....	3	7	20	30	2	2 ans 3 ans
1891.....	4	5	24	33	4	17 mois (croup) 8 mois (méningite) 16 mois 2 ans
1892.....	3	9	31	43	4	2 ans 1/2 3 ans 1 an (rougeole) 3 ans 3 mois
1893.....	8	2	30	40	1	14 mois (rougeole)
1894.....	1	2	28	31	0	
1895.....	5	7	26	38	1	2 ans 1/2 (phtisie)
1896.....	3	6	15	24	2	14 mois (bronchite) 18 mois (id.)
1897.....	7	3	21	31	3	8 mois (méningite) 9 mois (id.) 6 mois
1898.....	6	2	16	24	0	
1899.....	0	5	24	29	0	
1900.....	4	11	15	30	1	8 mois (bronchite)
1901.....	3	5	24	32	1	9 mois (id.)
1902.....	3	10	19	32	0	
1903.....	7	11	13	31	2	3 ans 15 mois (rougeole)
1904.....	4	12	25	41	0	
1905.....	6	8	26	40	0	
Totaux..	177	188	544	909	72	

Nous ferons remarquer que la statistique, que nous produisons, a ceci de particulier, qu'elle est une statistique absolument intégrale sous tous les rapports. Quelle que soit l'œuvre que l'on envisage, crèche, goutte de lait, consultations de nourrissons, presque toujours, pour ne pas dire toujours, les statistiques produites sont, surtout dans les grandes villes, forcément incomplètes.

Les mères et les enfants ne fréquentent ces œuvres, tout au moins pour quelques-uns, que d'une façon assez irrégulière. Il est des enfants qu'on voit un certain nombre de fois, puis qui disparaissent, sans qu'on puisse savoir, le plus souvent, ce qu'ils sont devenus. Il en résulte une certaine erreur dans le taux de la mortalité, dans la plupart des cas, et une très grande difficulté, dans tous les cas, dans le calcul du nombre des entrées ou des enfants présents à l'œuvre.

Ici, il n'en est plus de même. Tous les enfants, sauf le cas d'extrême urgence, viennent régulièrement à la crèche et ne la quittent que par suite de la maladie qui entraînera leur mort, ou encore parce qu'ils ont atteint l'âge limité. Cette petite population est parfaitement connue des patrons et des directeurs de la crèche ; par conséquent, aucun décès ne peut passer inaperçu, et, depuis quelques années, c'est-à-dire depuis qu'on a vu quelle importance il fallait attacher à cette constatation, on note toujours la nature de la maladie qui a entraîné la mort, en s'en rapportant pour cela au diagnostic du médecin traitant.

Aussi notre statistique, signale-t-elle tous les cas de

mort, et si la cause de la mort n'est pas notée pendant les vingt premières années, c'est qu'on n'attachait pas alors une importance très grande à ce facteur.

Dans les dernières années, ce diagnostic de la nature de la maladie qui a emporté l'enfant, a été soigneusement noté, sauf dans un cas ou deux où il y a eu impossibilité matérielle de connaître la cause d'un décès survenu à domicile. Dans ces conditions, examinons attentivement les chiffres de notre tableau et voyons les conclusions qu'il est permis d'en tirer.

Si nous prenons les douze dernières années nous voyons que, sur un nombre moyen de trente-deux enfants présents à la crèche, chaque année, il est arrivé six fois que l'on n'a pas eu un seul décès à constater dans l'année. Depuis quinze ans, la cause de la mort est signalée ; nous ne voyons pas figurer une seule fois le diagnostic de gastro-entérite.

Dans les douze dernières années, il n'y a eu que 5 décès au-dessous de l'âge de 1 an ; et même, si on attribuait à la gastro-entérite le seul décès dont la cause n'est pas signalée — ce qui cependant n'est rien moins que certain — cela nous donnerait encore une moyenne très faible de mortalité par affections du tube digestif.

En quinze ans, nous ne trouvons signalés que 4 cas de mort par maladies infectieuses, soit un cas de diphtérie et 3 cas de rougeole, ce qui étant donné la présence dans ce laps de temps de 489 enfants, nous donne une mortalité de 0,81 0/0 par maladies infectieuses. Ce chiffre est extrêmement faible, surtout si on le compare à celui qui a été signalé par d'autres observateurs. Ainsi

le professeur Budin nous dit qu'à sa consultation de nourrissons, le taux de la mortalité par maladies infectieuses a été de 1,38 0/0, et, pour Paris, il était de 1, 05 0/0.

Donc, les crèches industrielles, bien installées exposent moins les enfants à la contagion que les consultations de nourrissons ; ils y sont même moins exposés que dans leurs familles.

Si nous examinons maintenant notre statistique intégrale, nous voyons qu'en trente-six ans, il y a eu :

ENTRÉES	DÉCÈS	<i>Taux de la mortalité</i>
909	72	7,92 0/0

Si nous considérons exclusivement les enfants de moins de un an qui fréquentent la crèche, nous aurons pour trente-six années.

ENTRÉES	DÉCÈS	<i>Taux de la mortalité</i>
177	16	9,03 0/0

Mais regardons seulement les chiffres fournis par les douze dernières années qui ont été influencées par les progrès scientifiques, et nous trouvons pour les années 1894 à 1905.

ENTRÉES	DÉCÈS	<i>Taux de la mortalité</i>
393	10	2,54 0/0

Et en ne comptant que les enfants au-dessous de un an, pour ces douze dernières années, nous avons :

ENTRÉES	DÉCÈS	<i>Taux de la mortalité.</i>
49	5	10,2 0/0

Peut-être serions-nous en droit de défalquer 3 morts sur 10, puisque ces causes de mort ne peuvent manifestement pas être influencées par une œuvre de ce genre (deux méningites, une phtisie).

Alors notre statistique vraie deviendrait la suivante ;

ENTRÉES	DÉCÈS	Taux de la mortalité
393	7	1,78 0/0

Et pour la gastro-entérite nous aurions en quinze ans :

ENTRÉES	DÉCÈS par <i>gastro-entérite</i>
499	0

En dernière analyse, si la crèche industrielle fonctionnait dans toute la ville de Lille avec les mêmes résultats, là où il meurt actuellement 30 enfants, nous n'en perdriions plus que 3.

Donc sur 30 enfants qui meurent en bas âge dans la classe ouvrière, la crèche industrielle peut en sauver environ 27, et sur 100, elle en sauvera 90.

Quelle que soit la manière dont nous établissions la statistique, nous voyons donc que la mortalité infantile dans cette crèche industrielle n'atteint pas 10 0/0. Or, si nous nous rapportons au tableau que nous avons publié dans le chapitre précédent, nous voyons que, pendant les cinq années 1900 à 1904, la mortalité infantile globale s'est élevée à Lille à 20,51 0 0. La crèche industrielle nous donnerait donc un bénéfice de 10 0 0, ou encore, elle sauverait 50 0 0 des enfants qui succombent.

Mais cette comparaison n'est pas logique, car on sait

que la mortalité infantile est plus élevée pour les enfants des mères qui travaillent à l'usine, et, pour ces cinq années, nous avons vu que la mortalité infantile à Lille, a été pour cette catégorie, de 27,29 0 0. Le bénéfice réalisé par la crèche industrielle serait donc de plus de 17 0/0.

En tous cas, on peut observer ce fait, c'est que, contrairement à toutes les lois, la mortalité pour les enfants des mères ouvrières, grâce à la crèche industrielle, n'a été que de 10,2 0 0, et même de 4,34 0 0 pour les cinq dernières années, puisqu'elle a abrité, pendant ce temps, vingt-trois enfants de moins de un an, et qu'il n'en est mort qu'un seul. Pendant ces cinq dernières années la mortalité des enfants des femmes sans profession a atteint, à Lille, 10,64 0 0,

Grâce à la crèche industrielle, l'enfant d'ouvrière court donc moins de chances de mort que l'enfant de la femme sans profession. C'est un fait qu'il convenait de signaler et qui suffirait, à lui seul, pour faire prôner partout l'œuvre des crèches industrielles.

Ajoutons encore que, pour la ville de Lille, où il y a environ 6.000 naissances par an, si le taux de la mortalité était abaissé à 10 0 0, comme dans les crèches industrielles, il n'y aurait plus, à Lille, chaque année, que 600 décès d'enfants, au lieu de 1.320, chiffre moyen des trois années de 1901 à 1903, soit un bénéfice de 720, chaque année.

Ce résultat, obtenu dans une crèche industrielle, d'abaisser la mortalité infantile au-dessous de 10 0/0, est particulièrement remarquable, et il semble qu'il soit

difficile d'obtenir mieux, même en donnant aux mères la facilité de rester chez elles pour élever leurs enfants et en les surveillant.

C'est en effet, par suite de l'établissement d'un certain nombre de mesures hygiéniques, de consultations de nourrissons, et surtout en permettant que la mère de famille reste à son domicile que MM. Schneider, au Creusot, ont obtenu les résultats signalés par Variot (1)

STATISTIQUE

DE LA MORTALITÉ INFANTILE DE 0 A 1 AN PENDANT LA PÉRIODE
DE 1893 A 1902

Comparée au nombre des naissances.

	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
<i>Naissances . . .</i>	855	799	773	851	815	881	841	799	749	741
<i>Mortalité infantile de 1 jour à 1 an</i>	117	86	99	82	128	85	98	67	64	66
<i>0/0 sur les naissances . . .</i>	13,68	10,75	12,78	9,64	14,52	10,42	12,08	8,60	8,55	8,89

On voit donc que la mortalité moyenne des nourrissons, pendant ces dix années, a été de 11 0/0. Il s'en suit que la crèche industrielle, bien organisée et bien surveillée, donne d'aussi bons résultats que l'allaitement à domicile.

Ceci est consolant pour le médecin, car, si la suppression du travail des femmes reste un peu utopique,

1. VARIOT. Note sur les causes de la faible mortalité infantile au Creusot.

la création de crèches industrielles est, au contraire, absolument possible et pratique, comme le démontrent les faits que nous avons cités plus haut.

La crèche, d'ailleurs, telle qu'elle existait avant la nourricerie industrielle, avait déjà eu une influence salubre sur la mortalité infantile, et bien des crèches donnent des statistiques absolument enviables.

STATISTIQUE DE LA MORTALITÉ DE LA CRÈCHE DE LA RUE GAUTHEY (1).

	Rougeole compliquée	Grippe compliquée	Tuberculose	Entérite	Diarrhée cholérif.	Athrepsie	Convulsions	Total	Proportion pour 100
1895. 60 enfants.									
Enf. au-dessous de 15 mois.	2	»	2	1	3	4	»	12	
Enfants de 15 mois à 3 ans.	1	1	2	»	»	»	1	5	28 0/0
1896. 45 enfants.									
Enf. au-dessous de 15 mois.	»	»	2	»	»	»	»	2	
Enfants de 15 mois à 3 ans.	»	»	1	»	»	»	»	1	6 0/0

Pour Paris, citons quelques chiffres que nous avons pu recueillir çà et là.

En 1903, la mortalité infantile a été de 5,97 0/0 à la crèche de la rue François-Millet; de 4,59, à la crèche du Mail; de 4,50 à la crèche de la Santé.

En 1904, elle fut de 4,50 0 0 à la crèche du Point-du-Jour; de 5,26, à la crèche de la rue François Millet. Le *Bulletin de l'Œuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes* nous dit qu'en 1904, dans les quatre crèches de l'Œuvre, la mortalité moyenne fut de 6,50 0/0.

1. D^r GAUCHAS. Deux ans de fonctionnement d'une crèche.

A la crèche Bonne-Nouvelle, en 1904, la mortalité est de 5,60 0/0.

A la crèche Fourcade, en 1904, elle est de 4,41 0/0, et de 8,65 en 1905.

A la crèche du Val-Fleuri, de Meudon, qui comprend 78 enfants, et à celle d'Argenteuil qui compte 70 places, la mortalité est nulle en 1903.

Le Dr Beluze nous dit qu'en 1903, sur 736 enfants présents, il y a eu 79 décès, soit 8,01 0/0, et 17 par maladies contagieuses, soit 2,30 0/0.

A la crèche Sainte-Philomène, qui est sous la direction du Dr Beluze, on voit que les progrès sont constants puisque, en 1901, la mortalité était de 14,96 0/0, et, en 1902, de 12,24 0/0.

Le Dr Bouluquet nous dit qu'à Bordeaux, la mortalité dans les crèches a été la suivante :

En 1890.	5,16 0 0
En 1893.	2,73 0/0
En 1895.	1,92 0/0

A Châlon-sur-Saône, à la crèche de la rue des Minimes, en 1896, la mortalité était de 13,62 0/0.

A Roubaix, à la crèche municipale de la rue de l'Epeule en 1903, il y eut 101 enfants présents, avec 31 morts, soit une mortalité de 30,69 0/0.

A Lille, à la crèche municipale, en 1901, 125 enfants furent présents avec 33 décès, soit 27 0 0 ; et en 1902, 158 enfants furent présents avec 28 décès, soit 17,72 0/0.

Cependant, en général, dans les crèches, la morta-

lité par gastro-entérite est faible. Ainsi le Dr Beluze nous dit qu'à la crèche Sainte-Philomène, en 1904, la mortalité par gastro-entérite, a été de 1,45 0/0 ; et de 1892 à 1904, sur les 1411 enfants qui passèrent par la crèche, la mortalité par gastro-entérite a été de 1,84 0/0.

A la crèche Fourcade, en 1904, la mortalité par gastro-entérite, a été de 1,27 0/0.

Faisons remarquer que ces statistiques sont très variables, ce qui se comprend, car il est extrêmement difficile de faire des statistiques de mortalité dans une crèche ordinaire, parce que beaucoup d'enfants n'y passent que quelques jours. De plus, les résultats de la statistique sont forcément variables avec l'âge et l'état de santé des enfants. Toutes ces statistiques que nous venons de citer font un bloc de tous les enfants admis à la crèche, de 15 jours à 3 ou 4 ans, et, forcément, la mortalité est alors plus faible que si l'on ne considère que les enfants de 0 à 1 an.

En faisant ainsi une statistique globale, notre crèche industrielle, dans les douze dernières années, n'a donné qu'une mortalité de 2, 54 0 0. Mais, ce sur quoi nous insistons c'est que, en trente-six ans, la mortalité des enfants de 0 à 1 an n'a été que de 9 0/0.

Il faut aussi considérer que la mortalité dans les crèches aurait le droit d'être supérieure à la mortalité moyenne de la ville, car, trop souvent, la plupart des enfants qu'on lui présente sont déjà atteints de troubles gastro-entériques. C'est encore un avantage de la crèche industrielle, que tous les enfants lui sont amenés

régulièrement dès leur naissance, c'est-à-dire avant qu'ils ne soient atteints de ces troubles digestifs qu'il est toujours si difficile de guérir.

Le Dr Paquy disait, au moment de la fondation de la crèche Hayem, que la mortalité des enfants parisiens, envoyés en nourrice, atteignait 49 0/0, et qu'elle pourrait être abaissée à 14 0 0 par la création des nourriceries industrielles.

C'est, en effet, à l'allaitement maternel que sont dus les résultats obtenus. L'allaitement maternel est toujours favorisé dans les crèches, et on peut dire qu'aujourd'hui il est à peu près partout en accroissement notable.

Le rapport sur l'œuvre nouvelle des crèches parisiennes, pour 1905, nous dit que, dans les crèches du Point-du-Jour et de la rue François-Millet, tous les bébés sont nourris au sein par leur mère. A la crèche du Mail, en 1903, sur 54 admis, il y en avait 16 au sein ; et, en 1904, sur 42 admis, il y en avait 22 allaités par leur mère ; la proportion des enfants bénéficiant de l'allaitement maternel a donc passé de 29 à 52 0/0.

Le préfet de police, dans son rapport sur les crèches de la Seine publié dans le *Bulletin des crèches* en avril 1905, dit que les crèches de la Seine renferment 2.800 enfants, dont 1.065 de 15 jours à 1 an. Sur ceux-ci, 540 sont allaités par leur mère, et 525 sont nourris au biberon ; ce qui donne donc une proportion de 50, 70 0/0 d'enfants bénéficiant de l'allaitement maternel, contre 49, 30 0 0 soumis à l'allaitement artificiel.

A la crèche de la rue des Minimes, à Châlon-sur-

Sâone, en 1896, on ne recevait pas d'enfants au-dessous de 7 mois, à moins que les mères ne s'engagent à venir donner le sein quatre fois par jour, au minimum.

Mais, en dehors des crèches industrielles, l'allaitement exclusif au sein est véritablement une exception, et la plupart des crèches sont très heureuses quand elles peuvent mettre les enfants à l'allaitement mixte. C'est ainsi que la crèche Bonne Nouvelle, en 1904, nous dit que, sur 69 enfants du premier âge, 55 étaient à l'allaitement mixte, soit 79, 71 0/0, contre 14, soit 20, 29 0/0, au biberon.

En 1904, à la crèche Sainte-Amélie, sur 9 enfants au-dessous de 1 an, 6, soit 66, 66 0/0, sont à l'allaitement mixte, contre 3 ou 33, 33 0 0, au biberon.

Mais on ne nous dit pas dans quelles proportions, ces enfants à l'allaitement mixte reçoivent le biberon. Quelques-uns ne prennent le sein que la nuit, ou un très petit nombre de fois dans la journée.

Nous avons vu qu'à la crèche municipale de Lille, la mortalité était très élevée pour des enfants pris dans le même milieu social et dans les mêmes conditions que ceux que nous avons pu observer à la crèche industrielle, où la mortalité est, par contre, très faible. Et le rapport nous dit qu'à la crèche municipale de Lille, en 1901, sur 50 enfants présents, un seul était exclusivement au sein, 48 à l'allaitement mixte, 34 au biberon, ce qui donne la proportion de :

Allaitement au sein	1,25 0,0
Allaitement mixte.	60 0/0
Allaitement artificiel.	38,75 0/0

En 1902, sur 125 enfants présents :

2	sont au sein
76	— à l'allait. mixte.
45	— au biberon.

Soit la proportion de :

Au sein	1,62 0/0
A l'allait. mixte	61,78 0/0
A l'allait. artificiel.	36,58 0/0

C'est là qu'il faut chercher la cause des résultats différents, obtenus dans les crèches industrielles et dans les crèches ordinaires.

Nous avons dit qu'il était cependant difficile d'établir, d'une façon précise, le coefficient de mortalité dans les crèches, à cause des enfants nomades. Il serait à souhaiter que la mortalité fût établie partout, par année, par âge des enfants et par 1000 journées de présence à la crèche. Le jour où cette statistique existera, on verra encore mieux le bénéfice obtenu par la crèche industrielle.

Tout le monde est également d'accord pour reconnaître que les résultats obtenus à la crèche serait infiniment meilleurs, si les enfants étaient soumis régulièrement au régime de la crèche. Mais la plupart ne fréquentent la crèche que pendant un trop petit nombre de jours, et, dès lors, ils sont exposés à ne ressentir que l'influence néfaste du régime pernicieux qu'ils suivent dans leur famille.

Recherchons, pour quelques crèches, quel est le coefficient d'assiduité pour chaque enfant. Nous l'ob-

tiendrons en divisant, chaque année, le nombre des journées de présence par le nombre des enfants qui ont fréquenté la crèche.

Assiduité.

OEUVRE NOUVELLE DES CRÈCHES PARISIENNES

CRÈCHES	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	Total
Point-du-Jour .	115.89	63.12	83.29	85.02	93.69	100.52	84.28	103.12	88.65
Fr. Millet .	37.58	62	112.14	112	125.75	125.80	128.44	149.94	116.52
Cr. du Mail.	79.94	79.43	128.59	112.95	99.21	137.25	95.87	125.56	105.35
La Santé .					104.93	90.70	102.98	102.23	99.75

Total pour les 4 crèches depuis leur fondation. 101.45

A la crèche Sainte-Marie des Quinze-Vingt, l'assiduité moyenne était de :

64,60	en	1895	63,63	en	1902
53,46	en	1900	50,45	—	1903
34,01	en	1901	52,11	—	1904

A Sainte-Philomène, elle était de 44, en 1901, de 64,79, en 1902, de 58, en 1904. A la crèche Fourcade, le coefficient d'assiduité atteignait 119 en 1903; 12,41 en 1904 ; 110,68 en 1905. A la crèche Sainte-Amélie, il atteignait 85,05 en 1901, et 99,13 en 1902. A Meudon (Val-Fleuri), il est de 79,01, en 1903. Il est de 86,83, à la crèche Bonne-Nouvelle, en 1904. L'assiduité moyenne est de 99,10, au Havre (crèche Raymond Loersch), en 1903 ; de 73,73, à Belfort (crèche Saint-Joseph), en 1903 ; de 71,91, en 1901, à Andernos (Gironde) (crèche Sainte Quitterie) ; et de 51,70, en 1900, à Auduze (Gard).

A la crèche de Picpus, de 1889 à 1898, l'assiduité moyenne est de 87,56.

A la crèche Sainte-Émilie, de Clamart, de 1900 à 1904, elle est de 97,67.

Crèches de la Seine.

	1902	1903	1904
	—	—	—
Paris	77,26	74,81	74,97
Banlieue	80,82	82,65	80,85
Total	78,25	79,03	76,67

Crèches Municipales du Nord.

	1901	1902	1903
	—	—	—
Roubaix, rue de la Balance	»	»	68,12
— rue de l'Epeule	»	»	64,37
— rue de Tourcoing	»	»	120,57
Lille	65,51	53,49	

Nous voyons donc que l'assiduité moyenne est peu élevée. Elle atteint rarement le chiffre de 100 journées. Aussi le nombre des enfants présents varie chaque jour dans de très grandes proportions. C'est ainsi qu'à la crèche Sainte-Marie des Quinze-Vingts, le nombre des enfants présents chaque jour, a varié :

en 1900.		de 10 à 29
en 1901.		de 12 à 42
en 1902.		de 15 à 36
en 1903.		de 5 à 40
en 1904.		de 4 à 40

A Meudon, en 1903, il varie de 13 à 30.

A Roubaix, en 1903, il varie :

rue de la Balance. . . .	de 30 à 49
rue de l'Épeule	de 18 à 28
rue de Tourcoing. . . .	de 24 à 50

Il en résulte que les crèches ordinaires ne sont considérées par les mères que comme des garderies intermittentes, auxquelles elles confient leurs enfants, le jour où leur travail les appelle au dehors ; mais elles ne conservent pas l'habitude de les conduire à la crèche. Il s'ensuit que l'enfant se ressent bien plus du milieu nocif de la maison ouvrière que du milieu bienfaisant de la crèche.

Il en va tout autrement pour les crèches industrielles, et c'est là encore une des raisons majeures des résultats satisfaisants qu'elles donnent. L'ouvrière de la grande industrie se rend chaque jour à l'usine ou, tout au moins, elle ne peut s'en absenter que pour des raisons sérieuses, et cela arrive rarement. Dès lors, du moment qu'elle a pris l'habitude de confier l'enfant à la crèche en se rendant à son travail, elle continue à suivre chaque jour la même pratique, et on peut dire que l'enfant n'échappe que peu de jours par an à l'influence bienfaisante de la crèche. Aussi, voyons-nous que le coefficient d'assiduité est beaucoup plus élevé dans les crèches industrielles.

Il atteint :

100,68	au Familistère de Guise, en 1898
133,33	à Nancy, en 1902
129,66	à Nancy, en 1903
134,61	à la Manufacture du Mans, en 1902

153,07	à Tracy-le-Mont, en 1903
158,78	chez Roger et Gallet, en 1903
182,58	chez MM. Laroche-Joubert, en 1905
196,49	à Baccarat, en 1905
241,63	à Baccarat, en 1902.
285	à Eloyes, en 1905 (J.d'absence 1,72 0/0)

Mais nous avons surtout étudié le nombre des journées de présence, pour 1904 et 1905, dans la crèche de MM. J. Thiriez, père et fils, et nous trouvons que le coefficient d'assiduité a été :

de 287,20	en 1904
de 273,73	en 1905

Nous donnerons le tableau des présences et des absences mensuelles, pendant l'année 1904, et on verra que la différence d'un mois à l'autre est extrêmement faible.

PRÉSENCES MENSUELLES 1904

MOIS	Jours ouvrables	Jours d'absence	Journées de présence	Moyenne des présences par jour
Janvier.....	26	72	968	37.2
Février.....	24	42	918	38.2
Mars.....	27	30	1.050	38.8
Avril.....	25	58	942	37.6
Mai.....	23	20	900	39
Juin.....	26	18	1.022	39.3
Juillet.....	25	23	977	39
Août.....	26	96	944	36.3
Septembre..	26	72	968	36.4
Octobre....	26	8	1.032	39.6
Novembre..	25	4	996	39.8
Décembre..	27	21	1.059	39.2
Total..	306	464	11.776	38.4

Nous voyons que la moyenne des présences n'a varié que de 36,3 minimum, à 39,8 maximum.

En 1905, nous n'avons relevé que les nombres totaux. Il y a eu 10.949 journées de présence, et 718 jours d'absence.

Nous avons pu, point très intéressant, noter les jours d'absence, c'est-à-dire les journées où des enfants officiellement inscrits à la crèche n'étaient pas présents; et nous voyons que, si tous les enfants avaient fréquenté la crèche avec une régularité parfaite, nous aurions dû avoir, théoriquement, 12.240 journées de présence, en 1904, et, 11.667, en 1905. Nous pouvons donc conclure qu'en 1904, sur 12.240 journées, il n'y a eu que 464 jours d'absence, soit 3,7 0 0, et, en 1905, sur 11.667 journées, 718 jours d'absence, soit 6,15 0 0.

Cela montre que la crèche industrielle est fréquentée avec une régularité qu'on ne rencontre pas ailleurs. C'est là encore un de ses avantages les plus remarquables.

On a dit aussi qu'un des avantages de la crèche industrielle était que les dépenses y étaient plus faibles que dans les autres crèches. On a beaucoup discuté sur ce point, et à cette affirmation de Binet, de Mézie, de Champion, de Lévesque, M. Eugène Marbeau répond de la façon suivante, dans le *Bulletin des crèches* de janvier 1905 :

« M. Binet recommande surtout les petites crèches, celles qui reçoivent un très petit nombre d'enfants. Il cite comme exemples, deux crèches organisées par des patrons pour leurs ouvrières, l'une à Paris, l'autre à

Troyes. Quand la crèche ne reçoit qu'un très petit nombre d'enfants, elle peut être plus rapprochée du lieu où travaille la mère : d'autre part, les risques de contagion y sont diminués. De plus, ajoute le Dr Binet, la dépense y est minime. Sous ce dernier rapport, nous craignons qu'il ne se fasse illusion. Jusqu'à présent, les crèches trop petites dépensent relativement beaucoup, parce que les frais généraux ne diminuent pas dans la même proportion que le nombre des enfants. Nous souhaitons que les deux crèches dont il nous parle, et qui, toutes deux, sont récentes, réalisent, sous ce point de vue comme sous les autres, les bonnes intentions et les espérances de leurs charitables fondateurs. »

Il faut cependant reconnaître qu'il y a là quelque chose de vrai. Dans un grand nombre de crèches, la journée de présence monte à plus de un franc, par jour.

En 1903, elle atteignait 1,34, pour les crèches du Mail et de la Santé, et 1,98 pour les crèches Fr. Millet et du Point-du-Jour. En 1904, elle atteignait : 1,27 à la crèche de la Santé,

1,60 à la crèche du Mail,

1,93 aux crèches Fr. Millet et
du Point-du-Jour.

De plus, si on ajoute les dépenses du Comité central, on voit que, pour l'Œuvre nouvelle des crèches parisiennes, la journée est revenue, en moyenne, à 2,34, en 1903, et à 2,47, en 1904.

A la crèche Bonne-Nouvelle, le prix de journée atteint 1,80, en 1904.

A la crèche Fourcade, il est de 0,98, en 1903,

de 1,95, en 1904,

de 1,53, en 1905.

A la crèche Sainte-Amélie, il atteint :	1,04	en	1901
	0,86	en	1902
	1,08	en	1904

Pour Paris, le prix de journée atteint :

	1902	1903	1904
	—	—	—
Crèches de Paris	1,14	1,15	1,16
Crèches de la banlieue	1,07	0,99	1,12
Total de la Seine	1,12	1,10	1,13

Il est vrai que dans certaines villes moins importantes, le prix de journée est plus bas. A la crèche Sainte-Émilie, de Clamart, pour les cinq années, de 1900 à 1904, le prix de revient est de 0 fr. 85.

En 1900, à Sedan : il est de	0,92
» à Cantenac (Gironde)	0,62
» à Andillac	0,42
» à Anduze.	0,41

Notons encore le prix de journée de 0,57 à Châlon-sur-Saône.

0,80 à Cherbourg.

0,90 à Belfort.

0,55 à Andernos.

A Roubaix, en 1903, le prix de revient était :

Pour la crèche de la rue de la Balance.	0,91
» » de l'Epeule	1,36
» » de Tourcoing.	0,81

Pour les crèches industrielles, nous notons un prix de journée d'un peu plus de un franc, à Choisy-le-Roi.

De 0,84 au Familistère de Guise.

De 0,67 au Mans.

De 1,25 à la crèche H. Noiret.

De 1,08 à Tracy-le-Mont.

De 0,85 en 1902, à Nancy ; de 0,77, en 1903.

De 0,75 à Toulouse, en 1905..

De 0,37 à Baccarat, en moyenne, et de 0,349, en 1905.

De 0,32 chez Laroche-Joubert.

De 10,60 par mois et par enfant, à la Papeterie du Souche .

De 0,427 à la crèche de MM. Thiriez.

Ajoutons, cependant, que ces prix sont très discutables, car, pour la plupart des crèches industrielles, la location, les frais généraux, les impôts, l'entretien ne sont pas compris dans ces calculs, parce que le local appartient à l'usine et fait partie intégrante des bâtiments industriels. Aussi, pour éclairer ceux que la question intéresse, nous publierons quelques budgets de ces crèches.

Certains industriels ont fait une installation suffisante, mais économique et sommaire. C'est ainsi que M. Vitoux, déclare n'avoir dépensé que 500 francs pour trois berceaux. Par contre la crèche du Souche a coûté 45.236 francs, et la crèche H. Noiret 240.000 francs.

Voici les frais de l'installation de la nourricerie Hayem.

Installation du chauffe-bains (eau et évier) .	322,50
— du chauffage à vapeur.	650,80
— de la lumière.	30
Armoires et menuiseries.	155
Peintures	215,50

Dallage	235
Literie	110
Trousseau	169,90
Baignoires, chaises, ustensiles divers, boîte à linge sale, échelle, bancs, pendules, etc .	125
Achat de stores	100
TOTAL	2120,75

« Ces frais sont évidemment aussi réduits que possible, mais on peut fort bien ne pas dépasser ce chiffre, si l'on emploie à l'installation, les ouvriers de la maison et les moyens dont on dispose directement. Il convient d'ajouter que le compte que nous venons de reproduire est établi pour cinq lits. Pour les lits en plus, il suffit d'ajouter 41,50 par unité ; avec douze lits, on n'arrive pas à un total de 2.500 (1). »

Les frais d'entretien mensuels reviennent à la somme de 164 fr. 50, qui se décompose comme suit :

Traitement de la garde.	120
Blanchissage: 6 francs par mois pour un enfant; pour les cinq.	30
Usure et entretien: pour un enfant, 1 franc par mois, pour cinq	5
Eau et charbon	6
Poudre et savon, brosses, éponges, etc.	3,50
TOTAL.	164,50

1. H. DE WEINDEL, *loco citato*.

Pour MM. Thiriez, les dépenses annuelles sont les suivantes :

Pain	418
Viande.	191,50
Lait	198,60
OEufs	67,60
Légumes.	166,60
Épiceries.	120
Mercerie.	30
Articles de toilette	24
Blanchissage	360
TOTAL	<u>1576,30</u>

Afin d'entretenir la lingerie, chaque année on fait un achat de l'une ou de l'autre chose nécessaire.

Toile pour draps	81.90
Taies d'oreillers.	40
Literie	18
Maillots	25.20
Tabliers, blouses pour sœurs et employées .	68.40
Ustensiles de ménage, vaisselle, biberons. .	15
Blouses pour enfants.	60.90
Couches	<u>135.10</u>
	444.50

Annuités :

Traitement de deux sœurs	1,000
Nourriture de deux employées . . .	800
Gages	<u>600</u>
	2,400

Honoraires du Docteur . . .	150
Pharmacie (moyenne) . . .	70
	220

TOTAL GÉNÉRAL. 4.640 85

Même en comptant les frais généraux, les frais d'entretien, l'amortissement, le loyer, etc., qui ne sont pas compris dans ces énumérations, il semble encore que la crèche industrielle est plus économique. Il faut cependant s'entendre sur ce point, car il est certain que les frais généraux sont proportionnés au nombre d'enfants, et une crèche industrielle coûtera d'autant moins, par journée de présence, qu'elle contiendra plus de lits.

Mais si on dit que les dépenses sont moindres, c'est que, la crèche industrielle étant toujours relativement petite, on pourra pour elle se départir de certaines exigences, nécessaires dans les crèches plus vastes, et, de là, il y aura une économie notable.

Il est certain, en tous cas, qu'en ajoutant les frais généraux, on ne doublera pas le prix de la journée, et que, par suite, celui-ci ne s'élèverait pas à un franc par jour.

Le nombre des salles affectées à la crèche pourra être réduit, lui aussi, au minimum. Parfois, pour les petites installations, une seule chambre suffira, deux formeront souvent une crèche très acceptable, et il est rare que l'on doive affecter à cette œuvre plus de trois pièces.

Le nombre des berceuses sera également réduit au

minimum puisque la mère de famille sera forcément appelée à donner elle-même la plupart des soins à son enfant. En effet, le matin, lorsque la mère apporte son enfant à la crèche, elle pourra le nettoyer et l'habiller elle-même, sous l'œil de la directrice. Dans la journée, elle viendra allaiter elle-même, et c'est bien là souvent ce qui prend le plus de temps aux berceuses. La mère pourra même à l'occasion, en revenant allaiter son enfant, le changer de langes.

Nous avons déjà insisté sur cet avantage que présente la crèche industrielle, c'est que tous les enfants lui soient amenés régulièrement dès qu'ils sont en âge de fréquenter la crèche, alors que, dans les crèches ordinaires, il arrive trop souvent que les enfants n'y sont apportés que déjà malades, au moment où leur existence est déjà compromise par les soins inintelligents qu'ils ont reçus chez une gardeuse.

Nous pourrions encore insister, nous dit le Dr Lévesque, sur l'excellence des résultats moraux et sociaux qui y sont obtenus.

L'ouvrière peut remplir complètement son rôle de mère, elle ne se désintéresse jamais de la surveillance de son enfant, et ainsi l'esprit de famille est complètement conservé, les liens sociaux sont encore resserrés. La seule objection que l'on pourrait faire aux créations de ce genre, c'est qu'elles ouvrent la porte aux maladies contagieuses, en mettant les enfants en contact les uns avec les autres.

On ne peut nier le fait d'une manière absolue, mais ce reproche s'adresse à toutes les œuvres de puéricul-

ture, depuis la crèche jusqu'à la consultation de nourrissons, et il en est de même partout où on réunit des enfants. Si l'on s'arrêtait à cette considération, il faudrait même fermer les écoles et surtout les écoles maternelles. On peut dire que la contagion n'est pas plus fréquente pour les enfants qui sont soignés dans une de ces crèches que pour les autres enfants appartenant à la même classe sociale, et même, avec une surveillance bien faite, on peut arriver à la réduire au minimum. Le D^r Champion nous donne sur ce point l'avis du professeur Pinard, qui n'est pas à dédaigner :

Une objection cependant sera faite par beaucoup de pédiatres : Vous condamnez, nous dira-t-on, la réunion d'enfants dans les crèches, dans les garderies, et vous les agglomerez dans les nourriceries industrielles ! Il n'y a donc que le nom qui soit change ? Le professeur Pinard, auquel nous exprimions nos craintes, au mois de juillet dernier, s'est chargé d'y répondre lui-même : « D'abord, nous a-t-il dit, les enfants sont forcément moins nombreux dans une usine que dans une crèche qui réunit habituellement les nouveau-nés de tout un quartier souvent fort étendu : de plus, et surtout, toutes les femmes se connaissent dans une même maison, et venant plusieurs fois par jour à la nourricerie, toutes, dis-je, auront vite fait de contraindre leur camarade à enlever le nourrisson qui donnera les premiers signes de quelque grave indisposition.

Les chiffres de notre statistique démontrent d'une façon péremptoire que les maladies contagieuses ne

sont pas plus nombreuses dans une crèche industrielle, bien installée et bien surveillée que dans la famille ouvrière.

De plus, la crèche ne recevra souvent qu'une dizaine d'enfants, toujours les mêmes. Ce sera une véritable petite famille, et, si la directrice les surveille bien, avec un peu d'habitude, elle s'apercevra de la moindre indisposition des enfants, du moindre changement dans leur humeur, et elle pourra prévoir la survenance de la moindre indisposition, tout comme la mère de famille.

Une autre objection que l'on pourrait faire aux crèches industrielles, c'est que leur fonctionnement, en permettant aux mères d'aller allaiter plusieurs fois par jour, trouble la bonne marche de l'usine.

Parlant de la crèche industrielle de la maison Thiriez, M. le professeur Lemièrre écrit :

« Nous n'étonnerons personne en disant que cette institution a reçu l'approbation de toutes les mères, mais, ce qu'il importe avant tout de signaler, c'est que les patrons déclarent que cette institution bien réglée et bien surveillée, ne trouble pas de façon notable le travail de l'usine. Cet exemple mériterait d'être suivi partout, et on ne sera pas étonné quand nous dirons que les résultats obtenus sont excellents ».

Ailleurs il dit encore :

« La principale objection que l'on sera tenté de nous faire, c'est que le dérangement occasionné par la sortie et l'absence des jeunes mères qui vont donner le sein à leur enfant, jettera

une perturbation dans l'usine et est incompatible avec la marche régulière du travail.

Nous répondrons à cela qu'une objection ne vaut pas contre une constatation de fait. Nous avons vu fonctionner cette crèche depuis trente-six ans, dans une usine qui occupe 2.000 ouvriers, et nous pouvons affirmer que les contremaîtres, directeurs et patrons, interrogés par nous, ont été unanimes à nous déclarer que le dérangement dans le travail était minime, et, en tout cas, absolument compatible avec l'excellente marche d'une grande usine. »

Tous les industriels qui ont installé des crèches d'usines sont à peu près d'accord sur ce point.

Cependant, il est certain que la jeune mère qui quitte son travail plusieurs fois dans la journée, produira fatalement un peu moins.

Le Dr André Binet, parlant de la perte de temps occasionnée par les sorties de la femme qui va allaiter, ajoute :

« On pourrait craindre aussi que le fonctionnement d'une crèche d'usine ne trouble la bonne marche de la fabrique ; il n'en est rien, nous l'avons dit et nous avons pu nous en rendre compte en étudiant le fonctionnement d'une de ces crèches.

Cette perte de temps minime ne causera aucun dommage à l'industriel si les ouvrières sont payées aux pièces, comme cela est possible dans la plupart des métiers féminins ; si elles sont payées à l'heure ou à la journée, les mères chercheront à regagner le temps perdu, en reconnaissance de l'assistance qu'elles recevront ; il sera toujours facile de leur défalquer ce temps perdu sur leur salaire. »

Cependant, si la mère de famille voit son salaire diminuer, elle pourrait se décourager et abandonner la crèche. C'est ce que un grand nombre de patrons ont compris. Ils n'ont en rien diminué le salaire des ouvrières travaillant à la journée, et dans certains endroits même, comme chez MM. Vitoux et Loonen, ils ont augmenté de 10 0/0 le salaire des femmes travaillant aux pièces, pour leur permettre de gagner la même journée, bien qu'elles perdent un peu de temps pour allaiter leurs enfants.

Nous croyons, pour notre part, que l'industriel doit être plus généreux, et qu'il serait puéril de faire une légère diminution sur le salaire de la mère. Si on diminue le salaire de la mère, si on lui fait payer, en outre, quelques sous pour la garde de son enfant, elle subira de ce chef une perte trop grande, et elle aura encore la tentation de sevrer son enfant et de le confier à une soigneuse qui l'élèvera mal au biberon, avec du lait frelaté et dangereux. C'est là ce qu'il faut éviter, car autrement nous retomberions dans les anciens errements, et cette œuvre des nourriceries industrielles, œuvre de protection de la première enfance par excellence, ne pourrait plus porter ses fruits.

Nous pouvons encore discuter sur le point de savoir si ces crèches doivent être gratuites ou payantes, mais tout en admettant d'une façon générale, les arguments fournis par M. Eug. Marbeau pour exiger une rétribution des mères, nous croyons que, si ceci est possible et souhaitable dans les crèches ordinaires, il vaut mieux que la crèche industrielle soit gratuite.

Sans nous appesantir, faisons remarquer que les relations tendues qui existent aujourd'hui entre les employeurs et les employés, permettraient difficilement de comprendre que l'industriel pût demander une rétribution de 0 fr. 10 par jour, à une ouvrière. Que ces raisons soient discutables, que le plus souvent elles reposent sur des équivoques fâcheuses, cela est certain, mais il n'en est pas moins vrai que si l'on veut faire une œuvre de puériculture donnant tous ses résultats, il faut en tenir compte.

Nous avons vu quel était le budget d'une crèche industrielle. M. le professeur Lemièrre conclut :

« Cette dépense est-elle excessive et grèverait-elle les frais généraux des usines au point de rendre cette mesure inapplicable ? Nous ne le pensons pas, et comme il s'agit d'une mesure d'hygiène indispensable, nous espérons que les industriels ne reculeront pas devant ce nouveau sacrifice qui leur est demandé dans l'intérêt de l'avenir de notre pays.

« La conclusion qui se dégage de ces faits, c'est que l'on peut recommander une telle œuvre sans aucune hésitation, et la nourricerie industrielle nous apparaît comme l'institution par excellence à généraliser pour diminuer le taux de la mortalité infantile. »

CHAPITRE VIII

Rôle de l'État.

Dès 1871, nous apprend le Dr Champion, le Dr H. Meyer demandait par une pétition que l'allaitement par la mère fût obligatoire, à moins d'empêchement provenant de l'état de santé de la mère et de l'enfant, et dûment constaté par un docteur en médecine ou un officier de santé.

Vers la même époque, Grandjean réclame l'allaitement obligatoire ou, au moins, la présence obligatoire de l'enfant au foyer maternel.

Mézie formule une proposition de loi qu'il espère voir prise en considération par les pouvoirs publics.

PROPOSITION DE LOI.

Titre I^{er}. — Art. 1^{er}. — Toute femme qui allaite et dont le travail est réglementé par les décrets du 13 mai et du 15 juillet 1893, et par les lois du 2 novembre et du 29 décembre 1900, a droit, quels que soient son emploi et l'employeur, à deux heures de repos par jour de travail.

Art. 2. — Ce repos sera accordé en trois fois au moins, ou plus, et cela après avis du médecin attaché à la garderie où l'enfant sera déposé.

Titre II. — Art. 3. — Toute ville d'au moins 5.000 habitants est tenue de fonder, après avis du Comité consultatif d'hygiène, ou d'entretenir à ses frais, s'il en existe déjà, une ou plusieurs crèches avec garderies, contenant un nombre de berceaux suffisant pour recevoir tous les enfants d'ouvrières ou d'employées susceptibles d'en profiter. Le nombre en sera fixé par arrêté municipal.

Art. 4. — Tout employeur, quelle que soit la nature de l'industrie, du commerce ou du travail qu'il dirige, est tenu d'annexer à son établissement (après avis médical), une garderie, et de l'entretenir à ses frais, s'il emploie cinquante ouvrières au moins, et se trouve à plus d'un kilomètre de distance d'une garderie municipale ou privée pouvant recevoir, à ses frais, les enfants de ses employées.

Art. 5. — Si la crèche dépend d'une ville, la redevance à payer par l'employeur, sera fixée par arrêté municipal, mais elle ne pourra, dans aucun cas, dépasser le dixième du salaire de l'employée.

Art. 6. — Dans les garderies municipales ou privées, les enfants ne seront pas admis avant un mois, et y resteront au moins jusqu'à un an révolu. Toutefois la limite de sortie sera reculée, si le nourrisson atteint sa première année pendant l'été, et le sevrage ne devra être opéré qu'avec la permission écrite du médecin de l'établissement.

Art. 7. — Une fois par semaine, au moins, l'enfant sera pesé et présenté par la mère elle-même au médecin de la garderie, qui lui donnera les conseils qu'il jugera nécessaires.

Art. 8. — Les employeurs ne seront tenus de recevoir dans leurs garderies que les enfants allaités exclusivement au sein ; exception sera faite pour ceux que les mères ne pourront qu'imparfaitement nourrir, ou même pas du tout. Le médecin sera seul juge en la matière. Dans ce cas, les frais d'achat du lait seront à la charge de l'ouvrière.

Art. 9. — Les garderies seront soumises comme les crèches actuelles au décret du 2 mai, et à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1897.

M. le sénateur Strauss a fait discuter, devant le Sénat, une loi moins absolue, mais ayant plus de chances d'aboutir, par laquelle il est accordé, aux jeunes mères, un repos de quinze jours avant et de quatre semaines après l'accouchement, avec assistance de l'État.

Cette obligation du repos de la jeune accouchée est déjà obligatoire, de par la loi, en Suisse (1871), en Allemagne (1878), en Belgique (1889), dans les Pays-Bas (1889), en Autriche (1890), en Portugal (1891), en Angleterre (1897), en Italie (1903).

Binet écrit :

« La loi portugaise et la loi italienne prévoient, en outre, des dispositions particulières pour favoriser l'allaitement maternel: Toute femme employée hors de son domicile qui allaite son enfant, est autorisée à quitter son travail une fois dans la matinée, une fois dans l'après-midi, indépendamment des heures de ses repas, pour pouvoir aller donner le sein à son enfant. Lorsqu'un industriel emploie plus de cinquante femmes dans ses ateliers, il est obligé de réserver dans ses locaux une cham-

bre d'allaitement, où les mères peuvent donner à téter à leurs enfants, en s'éloignant le moins possible de leur travail. Cette chambre d'allaitement est, dans la loi portugaise, une crèche d'usine où les enfants séjournent pendant tout le temps de travail de leurs mères.

Malheureusement, cette obligation de repos après l'accouchement n'est pas respectée, en général, faute de dispositions financières permettant d'accorder des secours aux accouchées. Il ne suffit pas, en effet, de décréter l'interdiction du travail pour accorder aux mères le repos dont elles ont besoin ; lorsqu'on ne leur vient pas en aide, cette obligation du repos n'est qu'une obligation à la misère et ne peut être respectée.

Seule, l'Allemagne, par une organisation de prévoyance vraiment admirable, met les mères ouvrières hors de tous soucis matériels, au moment de leur accouchement ».

« Le législateur hongrois vient de se montrer plus radical encore. Estimant que les crèches protectrices de l'enfance sont d'une évidente nécessité, aussi bien dans les campagnes que dans les villes, le Parlement hongrois, par la loi XV du 28 avril 5 mai 1891, sur les crèches, a imposé aux communes l'obligation d'établir des crèches sur leur territoire. Les parents ou tuteurs sont tenus d'y envoyer leurs enfants ou pupilles, à moins de prouver que l'enfant est suffisamment bien gardé ou surveillé à domicile ou ailleurs (1). »

Mézie ajoute :

« Les idées de solidarité sociale ont fait assez de progrès pour que les patrons ne soient pas effrayés si on leur dit qu'ils

1. LOUIS FRANCK, KIEFFER, LOUIS MAINGIE. L'assurance maternelle.

doivent aider leurs ouvriers à élever leurs enfants, et si, comme nous le proposons, on les y oblige par une loi.

Dans la plupart des cas, du reste, les industriels des villes n'auront pas à créer des garderies, car ils pourront, moyennant une certaine redevance, faire profiter leurs ouvrières des crèches municipales. Le moment d'agir nous semble encore venu, parce que les chiffres recueillis par le Ministère de l'Intérieur, montrent que l'allaitement artificiel est considérablement répandu dans presque tous nos départements. Il est certain que les mères n'en viennent à cette extrémité que parce qu'elles ne peuvent pas faire autrement. »

Il faut donc en conclure qu'un mouvement d'idées existe pour généraliser les nourriceries industrielles, et que beaucoup d'auteurs ont une tendance à demander que l'obligation en soit imposée par une loi. Théoriquement, cela peut sembler parfait à quelques-uns. Nous nous permettrons cependant de faire quelques objections à cette manière de voir.

Si l'obligation est imposée, il faut s'inquiéter, d'abord, des moyens que l'on aurait de faire respecter la loi, et nous nous demandons s'il n'est pas toujours mauvais de légiférer, comme l'ont fait certains pays étrangers, alors que l'on est obligé de ne pas exiger l'application de la loi existante.

Il est évidemment facile d'imposer à tous les industriels occupant plus de cinquante femmes, l'obligation de créer une nourricerie industrielle, mais il est bien plus difficile d'en assurer le bon fonctionnement. Il n'est d'abord aucune loi et nous ne croyons pas que l'on ose

en faire une nouvelle sur ce sujet, à l'heure actuelle, qui puisse obliger la mère à allaiter son enfant, et, surtout, à le confier obligatoirement à une crèche, fût-elle industrielle. Par conséquent, quand le patron aura installé une crèche d'usine, les mères pourront encore ne pas accepter cette institution et ne pas y confier leur enfant.

Dès lors, on voit que, si la crèche industrielle, lorsqu'elle est installée avec le bon vouloir du patron, peut rendre d'importants services, de combien d'abus, au contraire, elle pourrait être le point de départ, lorsque le patron ne l'a installée que contraint par la loi.

Il lui serait facile, s'il le voulait, d'éloigner les mères de la crèche en leur faisant subir mille vexations, et, en particulier, des retenues sur le salaire ; il pourrait encore, sous mille prétextes faciles à inventer, éloigner toute femme de son usine, dès qu'il s'aperçoit qu'elle est enceinte. Il s'en suivrait que la crèche industrielle obligatoire pourrait rester toujours vide, et, au lieu de rendre des services aux mères de famille, être la cause, pour elles, de nouvelles misères.

On nous dira peut-être que cela serait l'exception ; nous en sommes certains, mais nous voyons bien aussi que la loi ne serait utile que là où le patron est déjà porté à créer une crèche industrielle, sans y être contraint. Dès lors, cette loi ne nous paraîtrait souhaitable que s'il était démontré qu'elle est l'unique et le meilleur moyen d'atteindre le but proposé.

Nous venons de dire aussi que rien ne peut forcer la mère à mettre son enfant à la crèche, là où elle existe,

De plus, Mézie demande que tout employeur soit obligé de créer une crèche industrielle quand il n'en existe pas une autre à moins de un kilomètre. Cette distance d'un kilomètre est évidemment exagérée, car, pour qu'une crèche industrielle rende les services que l'on est en droit d'attendre d'elle, il faut qu'elle soit située dans l'usine même, et il est absolument impossible qu'une ouvrière puisse aller allaiter son enfant, trois ou quatre fois par jour, dans une crèche située à 500 ou 600 mètres de l'usine.

De plus, une telle loi serait vexatoire, dans ce sens que les industriels en faveur près des autorités locales obtiendraient l'installation d'une crèche municipale à proximité de leur établissement, alors que les autres seraient contraints de tout installer à leurs frais.

Une telle loi, si on veut la faire, doit être au moins égale pour tous, et imposer les mêmes charges à tous ceux qui ont les mêmes devoirs et les mêmes obligations.

Cela ne veut pas dire que l'État n'ait pas un rôle important à jouer, et qu'il ne doive rien faire pour favoriser l'institution des crèches industrielles.

Son rôle, au contraire, est très important, et il est aussi multiple. Il devra d'abord prêcher d'exemple et mettre toutes les femmes qu'il emploie dans la possibilité d'allaiter leurs enfants. Sans aucun doute, il a déjà fait un pas dans cette voie, en créant, comme nous l'avons montré, des crèches dans ses manufactures de tabacs et d'allumettes; mais il est encore un

grand nombre de ces établissements qui sont dépourvus de crèches.

De plus, l'Etat emploie de plus en plus les femmes dans ses services administratifs, et, en particulier, en 1904, la Direction des Postes et Télégraphes promettait à M. Budin de prendre les mesures nécessaires pour que toutes les mères, relevant de son administration, puissent donner le sein à leurs enfants. Mais, jusqu'à présent, aucune mesure décisive n'a été prise à cet égard.

Le Ministre de la Guerre a adressé, en 1904, la circulaire suivante aux établissements militaires :

« Les directeurs des établissements militaires sont invités à user de la plus grande tolérance pour les heures d'arrivée, à l'égard des ouvrières qui ne peuvent placer leurs enfants dans des crèches ou asiles maternels ouvrant tardivement, et se rendre à l'heure fixée pour l'entrée des ateliers. A l'égard des ouvrières se trouvant dans cette situation, le Ministre de la Guerre recommande de permettre aux mères de famille de concilier leur devoir professionnel avec les soins qu'exigent de tout jeunes enfants. »

Binet cite le cas d'une infirmière des hôpitaux, attachée à un service d'accouchements, chargée tous les jours de soigner les enfants nouveau-nés de la salle, et qui était obligée de faire élever son propre enfant au biberon par une soigneuse.

Les infirmières qui devenaient mères devaient élever leurs enfants artificiellement ou les envoyer en nour-

rice. Impossible, en effet, de mener de front l'allaitement maternel et le service hospitalier. Il fallait ou risquer de perdre son enfant ou renoncer à sa situation et à son gagne-pain. Cet état de choses n'avait pas été sans émouvoir les philanthropes, et M. Bonnaire, en particulier, adressait, le 18 juillet 1905, à M. Mesureur, le Directeur Général de l'Assistance Publique, une lettre où il préconisait l'installation, à Lariboisière, d'une crèche pour les enfants des infirmières, s'offrant d'en assumer la responsabilité.

M. Mesureur, vient de faire choix de deux hôpitaux, Saint-Antoine et l'hospice d'Ivry, pour y installer des garderies d'enfants de l'assistance publique. Il donne ainsi, suivant l'expression de M. Bonnaire, « le bon exemple, en encourageant et favorisant l'allaitement maternel dans son propre personnel » (1).

C'est donc un premier pas dans la voie du progrès, mais deux nourriceries ne sauraient suffire pour les infirmières de tous les hôpitaux de Paris.

De plus, si nous croyons que l'État n'a pas d'intérêt majeur à contraindre l'industriel par une loi à ouvrir des crèches dans les usines, il est cependant évident qu'il peut et qu'il doit agir sur eux indirectement. L'État devrait encourager et favoriser les industriels qui montrent des sentiments philanthropiques élevés, et de leur propre initiative et à leurs propres frais, créent de ces institutions, qui rendent de si grands services aux enfants du peuple.

1. Garderies d'enfants de l'Assistance Publique. *Presse Méd.*, 20 déc. 1905.

Ce n'est pas toujours ce qui se passe aujourd'hui. Dans une grande ville, un industriel crée, à grands frais, une crèche, alors que son voisin ne fait rien pour sauvegarder la santé des enfants de ses ouvrières.

Le premier sera soumis à des inspections, recevra des observations, sera mis même en demeure de faire d'urgence telle ou telle transformation, alors que celui qui n'a rien fait ne sera nullement inquiété. Ce dernier laissera mourir 20 0 0 des enfants de ses ouvrières, on ne lui dira rien. L'autre, grâce aux mesures qu'il a prises, verra cette mortalité tomber à 8 ou 10 0 0, et cependant on lui fera mainte observation, il subira de multiples désagréments, du fait de sa bonne action.

Sans aucun doute, les crèches industrielles doivent être soumises à toutes les réglementations sur la matière, et on doit éviter que certains pseudo-philanthropes ne simulent la création de ces utiles institutions et ne fassent des crèches tellement mal installées qu'elles ne soient plus nuisibles qu'utiles. Mais, si l'inspection est nécessaire, elle doit aussi être bienveillante et ne jamais devenir vexatoire. Les inspecteurs et les inspectrices doivent toujours se rappeler qu'il s'agit là d'œuvres à favoriser du moment qu'elles sont susceptibles de faire du bien, dussent-elles ne pas toujours atteindre l'idéal.

C'est ainsi, par exemple, que, dans une crèche industrielle, dont le fonctionnement est parfait, où les résultats atteints sont merveilleux, l'inspectrice, cependant, signalait, dans son rapport, qu'il y avait lieu de modifier les cabinets d'aisance qui n'étaient pas à effet d'eau. Or, dans la ville en question, le tout-à-l'égout est

défendu; on est encore au système des fosses fixes, et, par suite, les cabinets à effet d'eau n'existent pas et ne peuvent exister dans aucun établissement public. Ce desideratum n'en fut pas moins signalé au Ministre; de là, il revint à la Préfecture, puis à la Mairie, et fut transmis à l'industriel, avec invitation d'en tenir compte.

D'autres industriels, de la même ville, disaient devant nous: « Nous établirions volontiers des crèches industrielles dans nos usines, si nous étions certains qu'on ne viendra pas nous inquiéter pour la moindre insuffisance. Nous préférons ne rien faire que de recevoir, plus tard, des observations parce que notre crèche manquerait d'un cube d'air de quelques mètres, ou pourrait avoir une fenêtre de plus. » Ceci nous montre que si l'inspection est nécessaire, elle doit toujours être faite de façon à encourager les bonnes volontés et à ne pas mettre un obstacle aux efforts qui sont tentés dans la réalisation d'un progrès social, alors même qu'il n'atteindrait pas à l'idéal.

Le jour où l'État aurait ainsi compris son rôle et où il aurait su donner des instructions dans ce sens à ses fonctionnaires, il aurait déjà fait beaucoup pour propager l'allaitement maternel parmi les femmes qui vivent de la grande industrie, et pour restreindre les ravages de cette plaie sociale qu'est la mortalité infantile. C'est en cela, à notre avis, que consiste surtout, à l'heure actuelle, le rôle de l'État, et on ne pourra aller au delà et imposer l'obligation de par la loi que le jour où on aura fait entrer ces pratiques dans les mœurs.

CONCLUSIONS

I. — Le seul remède véritablement efficace pour lutter contre la mortalité infantile, c'est le retour à l'allaitement maternel.

II. — L'abandon de l'allaitement maternel, dans les populations ouvrières des grandes villes industrielles, est dû aux exigences sociales. La mère, obligée pour vivre de se rendre à l'usine pendant toute la journée, est dans l'impossibilité d'allaiter son enfant, malgré sa bonne volonté.

III. — Les enfants ainsi abandonnés par leurs mères étaient souvent confiés à des garderies n'observant aucune des règles de l'hygiène, ou encore, laissés aux soins de parentes trop jeunes ou trop âgées, inexpérimentées et ignorantes ; d'où l'extrême mortalité qui sévissait sur ces enfants.

IV. — C'est pour remédier à ces inconvénients, que

Firmin Marbeau installa les premières crèches. Ce fut une œuvre très louable dans son but, qui rendit de grands services à la classe ouvrière et diminua la mortalité infantile.

V. — Les crèches, cependant, ne sont pas sans dangers. Malgré leurs progrès hygiéniques, elles présentent les défauts inhérents à toutes les réunions d'enfants pauvres, et surtout, on les a accusées, et non à tort, en diminuant les risques de l'allaitement artificiel, de favoriser l'abandon de l'allaitement au sein.

VI. — Si, sur ce point, elles n'ont pas atteint le but qu'elles se proposaient, il faut, toutefois, moins les incriminer que l'état social actuel qui ne permettait pas de l'atteindre avec l'ancienne conception des crèches.

VII. — Pour que toutes les mères, employées dans l'industrie, puissent allaiter leurs enfants, sauf les cas d'empêchement physiologique d'ailleurs rares, il faut que les employeurs les placent dans des conditions telles que, sans quitter leur travail, elles puissent allaiter leurs enfants.

VIII. — Ce résultat a été atteint par les crèches industrielles ou mieux *nourriceries industrielles* ; il en existe déjà un certain nombre en France. Avec des sacrifices qui ne sont pas incompatibles avec la bonne marche d'une grande industrie, on arrive à permettre à toutes les femmes d'allaiter leurs enfants, et on obtient ce résultat, en apparence paradoxal, que la mortalité

infantile est moins élevée pour les enfants des mères qui travaillent dans ces usines dotées d'une crèche, que pour ceux des mères sans profession de la même ville.

IX. — Il est à souhaiter que cette institution des nourriceries industrielles, qui a ainsi fait ses preuves, se généralise, et que les pouvoirs publics lui accordent, tout au moins, leur appui le plus complet et leur protection la plus bienveillante.

Vu : le Président de la thèse,

PINARD

Vu : le Doyen,
DEBOVE

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-recteur de l'Académie

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

ANCELET. — De l'assistance aux mères et aux nourrissons. *Revue philanthr.*, 1904.

Annales de gynécologie et d'obstétrique.

Annales d'hygiène publique et de médecine légale.

Annales de médecine et de chirurgie infantiles.

Annuaire statistique de la ville de Paris 1901, Paris, Masson 1903.

Archives de médecine des enfants.

BALESTRE ET GILETTA DE SAINT-JOSEPH. — Étude sur la mortalité de la première enfance dans les populations urbaines de la France. Paris, 1901.

BARANGER. — Des contre-indications et obstacles à l'allaitement maternel. *Thèse Paris*, 1884.

BARATIER. — La puériculture obligatoire. *Mois médical*, 1902.

BARBIER ET DELCOMINETTE. — Vingt-cinq ans de fonctionnement de la crèche Eugénie, à Liège, *Annales de la Soc. médico-chirurg. de Liège*, 1903 et 1904.

BARTHEZ. — Des causes de la mortalité des enfants dans leur première année d'existence et des moyens d'y remédier. *Revue d'hygiène*, 1898.

BAUZON. — De l'utilité des crèches de sevrage. *Journ. de cliniq. et de therap. infant.*, 1898.

BECQUET. — Régime et législation de l'assistance publique en France.

BELUZE. — Une crèche à Paris, 1890-1897.

- BERGERON ET D'HEILLY. — Hygiène infant. *Encyclopedie d'hyg. et de medec. publique*, IX.
- BERNSON (M^{me}). — Rapport de la creche municipale de Lille.
- BINET (A). — L'allaitement maternel considéré spécialement au point de vue de ses difficultés sociales. *Th. Paris*, 1904-1905.
- BLACHE. — L'hygiène dans les crèches.
- Allaitement maternel. *Union médicale*, 1880.
- BOISSARD ET BARBÉZIEUX. — Mères et nourrissons. Paris, 1892.
- BONNAIRE. — Les garderies d'enfants de l'Assistance publique. *Presse medic.*, 20 décembre 1905.
- BOUCHUT. — Hygiène de la première enfance, 1884.
- BRAUNBERGER. — Rachitisme et crèches. *Th., Paris*, 1902.
- BRIENS. — Quelques considérations sur les causes invoquées pour supprimer l'allaitement au sein. *Th., Paris*, 1902.
- BRUCHET. — Bulletin des crèches.
- BUDIN (P.). — Manuel pratique d'allaitement et d'hygiène du nourrisson.
- De l'allaitement au sein par les ouvrières d'usines, de fabriques, de manufactures. *Bulletin de l'Acad. de Médecine*, 22 mai 1904.
- Règles à suivre dans l'alimentation du première âge. Moyens à employer pour faire entrer dans la pratique les notions d'hygiène infantile, et surtout les préceptes sur l'alimentation des nourrissons. Protection légale et administrative des nouveau-nés. Congrès d'hygiène de Bruxelles, 1902.
- De la puériculture après la naissance. *Obstétr.*, 1900.
- Des moyens de combattre la mortal. infantile. *Revue philanthropique*, 1902.
- Quelques considérations sur la sécrétion lactée chez les femmes. *Obstétr.*, 1902.
- BUDIN (P.). ET L. DEMELIN. — Manuel prat. d'accouchement et d'allaitement.
- BUE. — Le pour et le contre des crèches. *Presse med.*, 29 avril 1905.
- La crèche idéale. *Presse med.*, 29 juillet 1905.
- Les crèches industrielles. *Presse med.*, 23 décembre 1905.
- Bulletin de l'Académie de Médecine.*
- Bulletin de la Société des crèches.*
- BUNGE (VON). — De l'impuissance croissante des femmes à allaiter leurs enfants. Trad. du Dr Legrain. Union française antialcoolique, 1900.

CAREL. — Le lait stérilisé. Ses résultats dans la classe ouvrière à Paris, *Th., Paris*, 1903.

CHAMPION. — Puériculture du premier âge. De l'allaitement maternel, ce qu'il est, ce qu'il doit être. *Th., Paris*, 1904.

CHARPENTIER. — *Rapport annuel à l'Acad. de Méd. sur l'hyg. de l'enfance.*

Clinique infantile.

Correspondance sur les crèches. In. *Annales de la Charité*, 1849.

La Crèche de Sainte-Émilie et la garderie permanente de Clamart. Vingt années d'existence d'une crèche. Clamart, 1900.

CUIRY. — Hyg. sociale de la grossesse dans la classe ouvrière. *Th. Paris*, 1898.

DAVENNE. — De l'organisation et du régime des secours publics en France.

DE FALLOUX. — Biographie de M^{me} Pastoret. In *Annales de la Charité*, 1846.

DE LAVARENNE. — La mortal. infant. Les Remplaçantes. *Pr. Médic.* 1903.

DESPAULX-ADER. — Rapport sur l'état actuel des crèches de la Seine, 1873.

DEVÉ. — Réflexions critiques sur la puériculture. *Th. Paris*, 1902.

DLUSKI (M^{me}). — Contrib. à l'étude de l'allait. maternel. *Th. Paris*, 1894.

DUCOURNAU. — Des moyens de combattre la mortal. infant. *Th. Paris*, 1900.

DUMONT. — Les habitations ouvrières dans les grands centres industriels et plus particulièrement dans la région du Nord. *Th. Paris*, 1905.

DUNÈME. — Sur la durée de l'allaitement exclusif au sein chez les mères de la classe ouvrière à Paris. *Th. Paris*, 1902.

EMONET. — Contribut. à l'étude de la protection de l'enfance. *Th. Toulouse*, 1905.

EUSTACHE. — Puériculture. Hygiène et assistance. Paris, 1903.

FERRAUD. — Le service médical dans les crèches. *Th. Paris*, 1900.

FLAMBART. — La femme enceinte dans la soc. moderne. *Th. Paris*, 1903.

FORMENTIN. — Œuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes. 1904.

FRANCK, KIEFFER et MAINGIE. — L'assistance maternelle. Bruxelles, 1897.

GAUCHAS. — Deux ans de fonctionnement d'une crèche. *Revue d'hygiène et de police sanitaire*, 1897.

GILLET. — Hygiène infantile.

GLIBERT. — Les filatures de lin ; étude d'hyg. profession. Bruxelles, 1902.

GLOPPE. — Les Crèches. *Th. Paris*, 1898.

HELM. — Statistique des crèches en Europe.

HÉRY. — Sur l'allaitement du nouveau-né. *Th. Paris*, 1897.

HOUSSAYE (F.). — La protection des enfants du premier âge en France. Pouponnières. *Gaz. méd. du Centre*, 1903.

JAMBON. — Essai sur l'assistance maternelle en Bretagne. *Th. Paris*, 1903.

Journal d'hygiène. — 3 février, 1898.

Journal de thérapeutique et de clinique infantile. Paris 1896.
Tome VI, 381.

KRAVETZ. — La vie, la mort du nourrisson. *Th., Paris*, 1897.

LAGNEAU. — Journal de méd. et de chir. XXXI. 1894.

— Statistique des enfants qui, dans l'état social actuel, sont privés des soins maternels. *Bull. de l'Acad. de Méd.* 1896.

LÈGER. — Contribution à l'étude de la mortalité infantile. Les lois actuelles ne protègent pas toujours suffisamment l'enfant en bas âge. *Th., Nancy*, 1898.

LEMIÈRE. — Études d'hygiène infantile. Lille, 1897.

— Congrès d'hygiène sociale, Arras, 1904.

— Congrès d'hygiène sociale, Montpellier, mai 1905.

LÈVESQUE. — La protection de la première enfance dans les cités industrielles. Les crèches industr. *Th., Lille*, 1905.

LULING. — Mortalité des nourrissons en rapport avec la modalité de leur alimentation. *Th., Paris*, 1900.

MARBEAU (F.). — Des crèches, pour les petits enfants des ouvrières.

— Manuel de la crèche. Paris 1886.

MARFAN. — Le pouvoir d'allaiter a-t-il diminué chez les femmes de nos jours ? *Revue mensuelle des maladies de l'enfance* 1901.

— Traité de l'allaitement.

MÉRY. — Le rôle du médecin dans l'élevage et l'assistance des nourrissons. *Concours médical*, 1903.

MÉZIE. — Des garderies d'enfants annexées aux usines. *Th., Paris*, 1905.

NAPIAS. — Hygiène industrielle.

— Hygiène des crèches (*Revue d'hyg. et de pol. sanit.* 1891, 1895).

Œuvres de la charité parisienne (Les).

- Œuvre Nouvelle des Crèches parisiennes, mars 1904, avril 1905.
- PATÉ. — Notice sur l'institution des crèches en France.
- Pédiatrie pratique.
- PETIT (L.). — Le droit de l'enfant à sa mère. *Th., Paris*, 1895.
- PHILIPPET. — Les prétextes masqués contre l'allait. maternel. *Th., Paris*, 1903.
- PINARD. — De l'assistance des femmes enceintes, des femmes en couches et des femmes accouchées. *Revue d'hygiène*, 1890, 1894.
- Puériculture. *Revue d'hygiène*, 1895.
 - Puériculture du premier âge. Paris. Colin, 1901.
 - Note sur les causes de la faible mortalité infant. au Creusot. *Ann. d'Obst. et de Gyn.*, 1905.
 - Rapport sur un arrêté du maire de Villiers-le-Duc. *Bull. de l'Acad. de Méd.*, 26 janvier 1904.
 - Rapport sur les crèches, devant le Conseil d'hygiène et d'assistance de la Seine, nov. 1905
- PORAK. — Rapports sur l'hygiène de l'alimentation du premier âge. Acad. de Médecine.
- *Bulletin de l'Acad. de Méd.* 31 mai et 7 juin 1904.
- RAIMONDI. — Une école de puériculture. La pouponnière. Paris, Mouillot, 1902.
- L'assistance aux nourrissons en France. *Revue Philanthropique*, 1902.
 - Compte rendu médical de la pouponnière, 1904.
 - Les pouponnières. Clinique infant., 1904.
 - Les pouponnières au point de vue médico-légal. *Gaz. médic. de Paris*, 13 août 1904.
- Rapport annuel à l'Acad. de Méd. sur l'hygiène de l'enfance.
Revue d'hygiène et de police sanitaire.
Revue d'hygiène et de médecine infantile.
Revue philanthropique.
- RICHARD. — Projet de création dans les crèches d'un service d'allaitement supplémentaire au sein. Soc. des crèches, 1901.
- ROCHARD. — Question d'hygiène sociale.
- ROGER (F.). — Protection de la mère dans l'industrie. *Th., Paris*, 1903.
- ROGER-MESNIL. — Les mères qui ne peuvent allaiter. *Th., Paris* 1903.
- ROTHSCHILD (H. de). — Traité d'hyg. et de pathol. du nourrisson Paris, 1903.

- Protection de la première enfance. *Revue philanthr.*, 1902.
- ROUSSEAU-SAINT-PHILIPPE. — Protection théorique et protection réelle de l'enfance. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 16 avril 1903.
- SIRY. — *Dictionnaire des Sciences médic.* Art. Crèches.
- Société française d'hygiène. Hygiène et éducation de la première enfance, 88^e mille. Paris, 1886.
- STRAUSS. — L'enfance malheureuse. Charpentier. Paris, 1896.
- In *Revue de Paris*, 15 avril 1899. L'assistance maternelle.
- Rapport sur l'assistance et la protection des mères et nourrissons.
- Dépopulation et puériculture. Paris. Charpentier, 1901.
- La croisade sanitaire. Paris. Charpentier, 1902.
- *Revue philanthropique*, 10 mai 1904.
- Œuvre nouvelle des crèches parisiennes, 1904-1905.
- TAILLASSON. — De quelques modes d'assistance et de protection du nourrisson. Rôle protecteur de l'État. *Th., Lyon*, 1904.
- THIROUX. — Protection légale des ouvrières enceintes et accouchées.
- TREILLE. — Séance du Sénat du 3 décembre 1903. Délibération sur la proposition de Strauss relative à la protection des mères et des nourrissons.
- UFFELMAN. — Traité prat. d'hygiène de l'enfance. Paris. Steinhil, 1889.
- VARIOT. — Note sur les causes de la faible mortalité inf. au Creusot. Communication à l'Acad. de Méd. Séance du 10 janvier 1905.
- VERHAEGHE. — *Revue d'Hygiène*, 1904.
- VERNOIS. — Rapport sur l'utilité des crèches. In Tardieu. *Dictionn. d'hygiène publique*.
- Ville de Lille. — Rapport sur la crèche municip. Lille, 1903.
- WEINDEL (H. de). — Le droit à l'allaitement. *Vie Illustrée*, 1904.
- WINTREBERT. — Hyg. publique. De la mortal. des enfants du premier âge à Lille. *Journ. des Sc. méd. de Lille*, 1879.